

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
RETRAITES DES OUVRIERS MINEURS

ÉTUDE SUR LES TITRES I, II ET IV DE LA LOI DU 29 JUIN 1894 ET LES ARTICLES
84 A 98 DE LA LOI DE FINANCES DU 31 MARS 1903

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le samedi 16 mars 1907, à 2 heures 1/2.

PAR

Louis CHAUDIÉ

Rédacteur au Ministère des Travaux Publics.

Président : M. FERNAND FAURE, professeur.

Suffragants : } *MM. BERTHÉLEMY, professeur.*
 SOUCHON, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTES

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

—
1907

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTE DE DROIT

LES
RETRAITES DES OUVRIERS MINEURS

ÉTUDE SUR LES TITRES I, II ET IV DE LA LOI DU 29 JUIN 1894 ET LES ARTICLES
84 A 98 DE LA LOI DE FINANCES DU 31 MARS 1903

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le samedi 16 mars 1907, à 2 heures 1/2.

PAR

Louis CHAUDIÉ

Rédacteur au Ministère des Travaux Publics.

Président : M. FERNAND FAURE, professeur.

*Suffragants : } MM. BERTHÉLEMY, professeur.
 SOUCHON, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTES

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

—
1907





Digitized by the Internet Archive
in 2026

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LES INDUSTRIES MINÉRALES

Il est classique, en économie politique, de faire parmi les différents groupes industriels une place à part à ce que l'on nomme : l'industrie extractive. L'importance de cette dernière justifie et au delà une pareille distinction.

L'industrie minérale, en effet, s'exerce sur des matières qui sont à la fois relativement rares et tout à fait indispensables. C'est l'industrie minière, qui fournit aux autres industries de production les matériaux que celles-ci transforment, c'est elle qui règle l'activité des industries manufacturières et aussi des industries de transport dont elle assure à la fois et la marche et le fret.

Mais ce qui caractérise surtout l'industrie minérale c'est qu'elle enlève au sol sans lui rien rendre, elle est « extractive, » bouleversant le fonds, elle anéantit le tréfonds, elle épuise le gîte qu'elle exploite, gîte que des causes géologiques ont mis des millions d'années à produire et que l'action des forces naturelles actuelles ne recomposera probablement jamais.

Parmi toutes les richesses que met au jour l'exploitation des mines, il en est une que les nécessités techniques de l'industrie, telle qu'elle s'est constituée au siècle dernier, lors de l'avènement de la force-vapeur, ont mise au premier rang : c'est la houille.

Outre les multiples produits qui en dérivent, goudron, aniline, saccharine, engrais ammoniacaux..., la houille donne aux autres industries le combustible et la force motrice qui en est la résultante et l'on peut dire que sans elle, en l'état actuel de la science, nulle industrie ne saurait être. Il se peut qu'il n'en soit pas toujours ainsi, il se peut que des forces nouvelles captées et asservies arrivent un jour à supplanter le précieux minéral, mais toute la gamme chromatique des houilles, blanche, bleue ou verte, ne présente encore aujourd'hui qu'un intérêt à peu près théorique et il est à prévoir que son application ne deviendra courante qu'à l'époque, encore heureusement lointaine, où la disparition des combustibles minéraux deviendra imminente.

Quelques chiffres feront mieux comprendre toute

l'importance et toute l'utilité des combustibles minéraux, et l'on verra, par la place qu'ils occupent dans le rendement minier général, que, si la terminologie était toujours exacte, ce ne serait pas à l'or et à l'argent que l'on réserverait l'appellation de « métaux précieux ». La production minière mondiale atteint annuellement une valeur de 9 milliards, dont 6 milliards pour les combustibles minéraux, soit les $\frac{2}{3}$, les métaux monétaires (or et argent) ne représentent qu'une valeur de 2 milliards.

On conçoit aisément que les pays largement pourvus de houille exercent une suprématie industrielle à peu près forcée ; le succinct aperçu qui va suivre suffira à le démontrer.

Au commencement du siècle dernier la production de la houille dans le monde entier était de 12 millions de tonnes (elle est aujourd'hui de 820 millions) (1), dont 10 millions produits par l'Angleterre. Celle-ci, qui, en 1878, produisait encore plus de la moitié de la houille consommée dans le monde entier est aujourd'hui distancée par les États-Unis et sa production cependant considérable de 234.020.000 tonnes ne représente plus que les $\frac{2}{7}$ de la consommation mondiale. Cette production à outrance n'est pas d'ail-

1. Ces chiffres et ceux qui vont suivre sont empruntés à la *Statistique minérale du Ministère des Travaux Publics*, in-4°, 1903.

leurs sans inquiéter bon nombre d'économistes qui prévoient que, dans un siècle, selon les uns (Stanley-Jevons, Price-Williams), dans deux, selon les autres (Hall, Armstrong), les houillères anglaises seront épuisées.

Les États-Unis qui occupent aujourd'hui le premier rang parmi les pays houillers ont vu leur production s'accroître de 100 0/0 depuis 1880 et atteindre en 1903, 272.000.000 de tonnes.

L'Allemagne, qui possède le bassin houiller le plus considérable de l'Europe continentale : celui de la Ruhr, produit annuellement 116.000.000 de tonnes.

Notre pays qui vient en quatrième ligne est moins bien partagé, au point de vue des combustibles minéraux, que ceux dont nous venons de parler. Notre sol est assez pauvre en gisements houillers ; nous possédons bien 646 concessions de mines de combustibles minéraux représentant une superficie de 555.000 hectares, mais il n'en est que 370 (57 0/0) qui soient exploitées, ce qui ramène la superficie du terrain houiller utile à 400.000 hectares. De plus notre industrie minérale, qui a tiré de ces ressources modestes à peu près tout ce qu'on en pouvait obtenir (34.000.000 de tonnes en 1903), rencontre des difficultés particulières : les couches de houille sont disloquées, minces et couvertes d'une grande épaisseur de morts-terrains (1) ; en Angleterre, elles sont au con-

1. Les sondages récemment exécutés dans le Pas-de-Calais,

traire rarement plissées et affleurent bien plus ; en outre nos terrains houillers sont aquifères et l'on sait combien coûteux et difficiles sont les travaux d'exhaure ; enfin notre houille est bien plus friable que la houille anglaise et, par suite, elle produit une grande quantité de menus qui ne sont utilisables qu'après avoir été transformés en « agglomérés ». Tout cela fait que le prix moyen de la tonne doit être plus élevé pour être rémunérateur. C'est ainsi qu'en 1903 ce prix a été de 20 francs au lieu de 10 en Angleterre et en Allemagne et de 7 aux États-Unis.

Les Mines de Fer. — Au point de vue de l'industrie générale, le minerai métallique le plus essentiel est le minerai de fer ; ici la France avec ses 7 millions de tonnes (1) occupe le cinquième rang parmi les pays producteurs, elle vient après les États-Unis, 36 millions de tonnes, l'Allemagne, 15 millions, l'Angleterre, 13 millions et l'Espagne 8 millions. Mais la quantité de son extraction est compensée par la valeur des produits extraits ; l'industrie de l'acier a pris, en effet, une extension inouïe à la suite des découvertes des Bessmer, des Siemens et des Martin, tous procédés qui exigent l'emploi de minerais non phosphorés ; ceux de Meurthe-et-Moselle, le grand centre de notre production (5 millions et demi de

au nid du bassin de Liévin, n'ont rencontré le terrain houiller qu'à près de 1000 mètres de profondeur.

1. Production mondiale en 1903, 98.672.000 tonnes.

tonnes en 1903) remplissent parfaitement cette condition ; l'Angleterre, au contraire, n'ayant que des minerais très phosphorés, a dû les importer — d'Espagne pour la plus grande partie — ou employer des procédés de déphosphoration longs, coûteux et souvent imparfaits.

MINERAIS MÉTALLIQUES

Après la houille et le fer, il resterait à examiner la production des minerais métalliques ; l'importance de ceux-ci n'étant que secondaire, nous nous contenteront de donner les quelques chiffres suivants, relatifs à l'année 1903. La production mondiale a été de 22.123.000 tonnes, d'une valeur de 515.526.000 fr. La France a produit pour sa part, 455.000 tonnes, de minerais métalliques dont 10.000 tonnes de cuivre, 23.000 de plomb et 70.000 de zinc. Les chiffres de la production mondiale pour ces trois métaux sont respectivement : 4.129.000 ; 1.061.000 et 1 million 364.000 tonnes.

Quant aux métaux précieux, leur exploitation a amené en 1903 une production de 442.742 kilogrammes d'or d'une valeur de 1.524.068.000 francs et de 5.328.475 kilogrammes d'argent d'une valeur de 482.624.500 francs.

CHAPITRE II

LA FRANCE MINÉRALE

Après cet aperçu général sur l'industrie minérale dans le monde entier, nous allons entrer dans quelques détails en ce qui concerne notre pays.

La France minérale qui fournit 50,0 environ de la production globale, comprenait, au 1^{er} janvier 1904, 1563 concessions de mines de toute nature (1), d'une étendue superficielle de 12.880 kilomètres carrés, ce qui correspond à un périmètre moyen de 890 hectares, mais sur ces 1563 concessions, il en est 899 d'inexploitées (58 0,0), soit par suite des difficultés rencontrées, soit par suite de l'épuisement et surtout de la pauvreté du gîte.

On pourra s'étonner du nombre considérable des mines en jachères, et se demander si les pouvoirs publics ne sont pas en droit et n'ont pas le devoir

1. Y compris l'Algérie.

de porter remède à cet état de choses. En réalité, il y a presque toujours des raisons de fait qui militent en faveur de l'inexploitation, raisons, nous l'avons dit, tirées le plus souvent de la pauvreté du gisement et l'Administration qui, aux termes de la loi, ne doit concéder que des gîtes utilement exploitables, n'est peut-être pas toujours très disposée à reconnaître le mal fondé de ses pronostics. Quoiqu'il en soit, en 1900, une grande enquête sur les mines inexploitées fut prescrite par M. Pierre Baudin, alors ministre des Travaux Publics, qui, usant des pouvoirs que lui confère l'article 49 de la loi du 21 avril 1810, voulut prononcer la déchéance de ces concessionnaires présumés négligents : l'enquête ne donna pas les résultats qu'en espérait son promoteur. Les termes de l'article 49, en effet, sont restrictifs et ne permettent l'application de cette mesure que si « l'exploitation est restreinte ou suspendue de manière à inquiéter la sécurité publique ou les besoins des consommateurs » ; ce sont là des points bien difficiles à établir et de récentes décisions du Conseil d'État, (13 janvier 1905), encore qu'elles n'aient pas posé de principe, ne paraissent pas destinées à établir une jurisprudence bien sévère à l'égard des propriétaires de mines inexploitées (1). D'ailleurs à supposer que

1. Décisions du Conseil d'État au cont. du 13 janvier 1905 relatifs aux pourvois formés par les concessionnaires des

la procédure de déchéance soit poursuivie, on se trouve acculé à une adjudication dont le résultat le plus fréquent est de faire tomber la concession aux mains de l'État, ce qui n'est avantageux ni pour le Trésor, ni pour l'industrie minière (1). C'est ainsi que sur quatre concessions minières adjudgées en 1903, une seule a trouvé acquéreur au prix de 311 francs.

Combustibles minéraux.

En 1903, 370 concessions de combustibles minéraux ont été en activité (sur 644) dont 305 ont fourni de la houille ou de l'anthracite et 65 du lignite.

La production, 34.906.000 tonnes a été supérieure de près de 5 millions de tonnes (16 0 0) à celle de 1902, année au cours de laquelle il est juste de dire que la production avait considérablement baissé du fait de la grève générale des mineurs. Néanmoins, le chiffre de 1903 est le plus haut qui ait jamais été atteint et dépasse de 1.500.000 tonnes la plus forte production antérieure, celle de 1900.

L'augmentation a été générale, elle est surtout sensible dans les mines d'Allenc et d'Ispagnac (Lozère) et de Saint-Germain-Alais (Gard).

En sens contraire, décision du même jour. Pourvoi du concessionnaire des mines du Plessis (Manche).

1. 47 concessions ont déjà fait ainsi retour à l'Etat.

sible dans les départements du Tarn, Pas-de-Calais, Nord et Puy-de-Dôme, les plus éprouvés par la grève de 1902. Le tableau ci-dessous indique la part de chaque département houiller, en même temps que les variations qu'a subies la production de 1902 à 1903.

DÉPARTEMENTS	Production en 1903	Différences par rapport à 1902	Variations p. 0/0
	Mill. de Tonnes	Mill. de Tonnes	
<i>Pas-de-Calais.....</i>	16.192	+ 3.007	+ 22,8
<i>Nord.....</i>	5.889	+ 812	+ 16,0
<i>Loire.....</i>	3.630	+ 585	+ 19,2
<i>Gard.....</i>	1.932	+ 8	+ 0,4
<i>Saône-et-Loire....</i>	1.802	+ 97	+ 5,7
<i>Aveyron.....</i>	1.059	+ 32	+ 3,1
<i>Tarn.....</i>	768	+ 202	+ 35,7
<i>Allier.....</i>	741	+ 11	+ 1,5
<i>Eouches-du-Rhône.</i>	578	+ 47	+ 8,9
<i>Puy-de-Dôme.....</i>	539	+ 77	+ 16,7
TOTAL....	33.130	+ 4.877	

Cette augmentation est d'ailleurs normale, elle ne s'est pas démentie depuis vingt ans, sauf le léger fléchissement de 1902 dû aux causes que l'on sait. De 1884 à 1903, nos bassins houillers ont, en effet, suivi la progression ci-dessous indiquée :

En 1884 : 18.175.000 tonnes.

— 1890 : 24.291.000 —

— 1895 : 26.227.000 —

En 1900 : 31.135.000 tonnes

— 1902 : 27.809.000 —

— 1903 : 32.582.000 —

La production de 1903 se répartit entre les principales exploitations selon les proportions indiquées au tableau ci-après.

Production des principales exploitations houillères en 1903

DÉPARTEMENTS	Noms des exploitations	Chiffre de la production	Augmen- tation p. rapport à 1902
		Milliers de tonnes	Milliers de tonnes
<i>Nord</i>	Anzin.....	2.940	405
—	Aniche.....	1.274	172
—	Escarpelle.....	546	117
—	Douchy.....	363	31
<i>Pas-de-Calais</i> ..	Lens.....	3.192	548
—	Courrières.....	2.226	409
—	Bruay.....	2.081	373
—	Béthune.....	1.524	295
—	Liévin.....	1.524	427
—	Nœux.....	1.431	259
—	Marles.....	1.362	193
—	Dourges.....	1.032	160
—	Drocourt.....	507	92
—	Ostricourt.....	415	116
<i>Loire</i>	Roche-la-Molière et Firminy.....	847	112
—	Montrambert et la Béraudière.....	674	116
—	Mines de la Loire..	693	151
<i>Saône-et-Loire</i> ..	Blanzv.....	1.439	103
<i>Gard</i>	La Grand-Combes..	747	— 7
—	Bessèges.....	436	— 6
—	Rochebelle.....	272	—
<i>Allier</i>	Commentry - Four- chambault.....	327	17
—	Chatillon - Commen- try.....	280	— 7
<i>Aveyron</i>	Decazeville.....	453	15
—	Aciéries de France..	290	14
—	Campagnac.....	259	»
<i>Tarn</i>	Carmaux.....	597	133
—	Albi.....	171	70
	TOTAUX GÉNÉRAUX.	27.532	5.243

MINES DE FER

Il existe en France, 397 concessions de mines de fer, 90 ont été exploitées en 1903 et ont produit 6 millions de tonnes, dépassant de 1.200.000 tonnes (24, 3 0/0) la production de l'année précédente. La valeur totale de l'extraction correspond à 22.886.000 fr.

Les minerais de fer proviennent principalement du département de Meurthe-et-Moselle qui a fourni à lui seul 5.280.000 tonnes, soit 88 0/0 de la production totale.

MINES MÉTALLIQUES

Nos 102 concessions de mines métalliques ont fourni en 1903 450.000 tonnes de minerais d'une valeur d'environ 15 millions, dont 2.500.000 francs de plomb et 5.500.000 francs de zinc.

CHAPITRE III

LE PERSONNEL OUVRIER DANS LES MINES FRANÇAISES

Dans les lignes qui précèdent nous avons tenté de situer ceux dont les droits sont l'objet de la présente étude. On a vu par les chiffres que nous avons cités quelle était l'importance de l'industrie minérale, on sait déjà quelle est son utilité et si l'on songe à la somme de travail qu'elle nécessite, travail accompli, quoi qu'on dise, dans des conditions particulièrement pénibles, on comprendra que ceux qui fournissent un pareil effort suivi d'un pareil effet sont dignes de l'intérêt du législateur, fidèle interprète, en l'occurrence, de la reconnaissance générale.

Le nombre des ouvriers occupés dans les mines françaises a été, en 1903, de 185.000 ; ces ouvriers ont touché un salaire global de 244.463.000 francs ce qui représente un salaire moyen de 1.300 francs.

Les mines de fer ont occupé 9.900 ouvriers dont le salaire journalier moyen a été de 4 fr. 56 ; les 7.100 ouvriers employés dans les mines métalliques

ont, de leur côté, touché un salaire journalier moyen de 3 fr. 68.

Sur les 185.000 ouvriers mineurs de France, 167.300 (90, 4 0/0) ont été employés dans les mines de houille, c'est eux qui forment la masse, c'est d'eux que partent toutes les revendications, c'est à eux que l'on songe, quand on parle des mineurs.

Le nombre des ouvriers s'est accru de 2.500 par rapport à 1902 ; l'augmentation, qui porte presque entièrement sur le bassin du Nord et du Pas-de-Calais, a été de 2.300 pour les hommes et de 1.000 pour les femmes ; par contre, le nombre des jeunes gens de 16 à 18 ans a baissé de 400 et d'un chiffre égal celui des enfants de 13 à 16 ans.

Le nombre des journées de travail s'est élevé à 49.441.000 (4.696.000 de plus qu'en 1902), soit 296 journées par ouvrier contre 271 en 1902.

Le montant total des salaires a atteint 225.088.000 fr. soit un salaire moyen de 4 fr. 55 par jour et 1.347 fr. par an.

Ce taux varie, si l'on fait la distinction entre les ouvriers du fond et ceux de la surface.

Pour les premiers le nombre des journées de travail a été, pour l'ensemble des bassins houillers de France, de 293 et le salaire moyen de 4 fr. 96 variant entre 5 fr. 14 pour le bassin de Valenciennes et 4 fr. 41 pour celui de Commentry.

Pour les ouvriers du jour le nombre des journées

de travail a été de 302 et le salaire moyen de 3 fr. 51, variant entre 3 fr. 82 pour le bassin de Blanz y et 3 fr. 37 pour ceux d'Alais et de Carmaux.

Il est intéressant de savoir quelle est la part prélevée par les salaires sur la valeur de la production.

Voici, à cet effet, quelques chiffres réunis en tableau et qui donnent pour les différents bassins, le prix moyen de la main d'œuvre par rapport à celui de la tonne.

ANNÉE 1903

Bassins	Prix de la Tonne	Prix de la main-d'œuvre par Tonne produite	Proportion 0/0
	fr.	fr.	
<i>Valenciennes.....</i>	13,61	5,97	43,83 0/0
<i>Saint-Etienne.....</i>	17,01	7,46	43,86 »
<i>Alais.....</i>	14,55	7,94	54,63 »
<i>Blanz y et le Creusot..</i>	13,91	6,71	48,23 »
<i>Aubin et Carmaux...</i>	13,64	6,73	49,34 »
<i>Commentry.....</i>	14,30	7,40	51,74 »
<i>Lignites de Provence.</i>	9,65	5,29	54,56 »
ENSEMBLE...	13,81	6,18	49,42 »

Ainsi la main-d'œuvre absorbe selon les régions de 43 à 54 0/0 du prix de vente ; ce qui reste, c'est-à-dire la moitié, rémunère le capital engagé et subvient aux dépenses d'achat et d'entretien des machines, des bâtiments et des annexes de toutes sortes que nécessite l'industrie minière.

On le voit, la part faite au travail est belle ; on en

a conclu que les mineurs étaient mal fondés à la vouloir plus belle encore, et que leurs doléances ne témoignaient que de l'exagération de leurs exigences, follement ou savamment entretenues par des meneurs exaltés ou intéressés.

Sans vouloir diminuer en rien le mérite des compagnies exploitantes, à la philanthropie desquelles nous nous plaignons à rendre hommage, il faut reconnaître que ces avantages ne proviennent pas uniquement de l'intérêt qu'elles portent à la classe ouvrière. Il est à présumer que si ces conditions sont par elles acceptées, c'est qu'elles n'en peuvent trouver de moins onéreuses : Il faut donc que le travail dans les mines présente des inconvénients spéciaux, sans quoi la fameuse loi de l'offre et de la demande, rejoignant la moins fameuse loi d'airain, ne tarderait pas à faire dériver vers cette industrie privilégiée un contingent de travailleurs, tel, que les salaires baisseraient fatalement jusqu'au taux normal des salaires moyens.

Il est juste d'attribuer en partie aux exploitants, l'honneur de cette situation, il est juste aussi d'y faire leur part tant à la forte organisation du corps des ouvriers mineurs, qu'à l'industrie minière elle-même, considérée comme entité.

Les ouvriers mineurs devant l'opinion

La France compte environ 10 millions de travailleurs manuels, dont 185.000 ouvriers mineurs. On peut se demander, — et l'on s'est demandé — comment il se fait que cette minorité attire à elle seule l'attention publique, beaucoup plus que le reste tout entier de l'armée des travailleurs. Pourquoi s'occuper plutôt des herscheurs et des porions que des canuts ou des terrassiers ? Pourquoi les ouvriers employés dans les mines sont-ils ou semblent-ils plus intéressants que les ouvriers des industries agricoles ou textiles ? Pourquoi leurs revendications sont-elles plus ardentes ? pourquoi aussi plus écoutées ?

Il y a, à cela, de multiples raisons et d'abord des raisons d'ordre sentimental, raisons qui dérivent de l'idée pour ainsi dire innée que l'on a du travail dans les mines ; les techniciens auront beau démontrer qu'il n'est ni plus pénible, ni plus dangereux qu'un autre (1), les statisticiens auront beau aligner

1. Cette assertion paraît d'ailleurs quelque peu infirmée par le tableau suivant où figure un certain nombre d'industries classés par ordre de dangers et qui donne le chiffre annuel des tués par 10.000 ouvriers :

Mines	21,3	Industrie chimique...	8,3
Navigation maritime .	20	Papeterie	7,6
— intérieure.	19,9	Distillerie.....	7,2
Conduite des voitures.	19,3	Gaz et eau.....	6,2
Chemins de fer	12,7	Bâtiment	6
Brasserie.....	12,4	Métallurgie	5,3
Meunerie	10,4	Bois	5
Carrières.....	3,3	Alimentation.....	2,4

Ces chiffres sont extraits du volume publié en 1899 par le

des colonnes de chiffres rassurants d'où il ressort que la moyenne des accidents mortels, inférieure à celle de bien d'autres professions, n'est que de 2 pour 1000 et par an (1), il n'en restera pas moins que le travail des mines apparaîtra toujours à la masse comme un labeur inconnu et mystérieux, accompli dans des conditions anormales et dangereuses, sans lumière et sans air (2).

Nous avons gardé de nos origines un amour de la lumière et du soleil qui fait que notre pitié ira toujours vers ceux qui sont privés de ces deux essentiels facteurs de Beauté et de Vie ; Rome l'avait compris qui condamnait « aux mines » ses criminels de droit commun et notre atavisme latin n'est pas sans s'en souvenir.

Il ne déplait pas au tempérament français que la souffrance se pare d'un peu de théâtral, et, si celle des ouvriers mineurs paraît plus grande que celle des autres travailleurs, c'est peut-être qu'elle bénéficie du décor.

Faut-il ajouter que ce sentiment de sympathique

Ministère du Commerce sous le titre « Bases statistiques de l'assurance contre les accidents, d'après les résultats de l'assurance obligatoire en Allemagne et en Autriche.

1. Chiffre pour les mines françaises en 1903.

2. Les techniciens répondront : lampes perfectionnées et ventilateurs, nous le savons, ce que nous voulons exprimer ici, c'est le sentiment général, pour ne pas dire naturel.

pitie a été entretenu et attisé par toute une littérature et toute une esthétique dont nous subissons, à notre insu, l'influence ; nous voyons toujours un peu le travailleur des mines à travers les Zola et les Meunier, pour ne citer que les plus grands ; ce sont eux qui ont contribué à la formation, — d'aucuns diront à la déformation — de notre idée du mineur, mais, puisque l'art est l'œuvre d'inclure un dogme dans un symbole, il nous plaît que le mineur ait été choisis par de tels esprits pour symboliser la classe ouvrière, avec ses souffrances et ses misères, avec sa puissance aussi et ses espoirs.

Quoi qu'il en soit, fondées ou non, ces raisons sentimentales n'en existent pas moins et leur influence est grande sur notre législation minière ; elles tiennent peut-être en majeure partie à notre tempérament(1), dans ce cas elles n'en sont que plus impératives puisqu'on ne refait pas un tempérament et qu'il n'est d'ailleurs pas démontré que le nôtre soit à refaire (2).

1. Ce qui semble d'ailleurs contredit par ce fait que des mesures du même ordre ont été prises à peu près dans tous les pays.

2. Le récit, peut-être un peu dramatisé, des souffrances de l'ouvrier mineur a été fait par M. G. Stell dans une série d'articles parus dans *le Capitaliste*, d'août à décembre 1882, et réunis ensuite en brochure sous le titre significatif de *Cahiers des doléances du mineur français*. Paris, Bureaux du *Capitaliste* 1883. Cette ouvrage est cité par M. Mazeron, dans son rapport à la Chambre des Députés.

M. Charles Benoist, dans une très consciencieuse étude sur les mines et les mineurs, déclare que, s'il n'avait craint d'être taxé de « littérature », il serait allé vers le mineur et lui aurait dit : « Habitant de la cité noire, dans la joie dominicale de qui pèse une tristesse et dans la résignation quotidienne de qui gronde une plainte ; citoyen de cette cité silencieusement dolente dont les excitations du dehors ou les fermentations du dedans peuvent faire soudain une cité tumultueusement violente, tu es notre semblable et notre frère. Non, ce n'est pas un Éden, mais, non, ce n'est pas un enfer, un purgatoire tout simplement, comme le reste de cette terre où il nous faut gagner notre pain à la sueur de notre front et que l'Écriture n'appelle pas pour rien une vallée de larmes. Ce n'est pas la ville de Dité, c'est une ville d'Humanité ; un peu plus malheureux, un peu moins malheureux, homme, ta vie est la vie des Hommes ! » (1).

Ces consolations, dont nous nous plaçons à reconnaître la hauteur littéraire, auraient-elles suffi à l'ouvrier mineur et ne serait-il pas resté sceptique devant leur charme mystique lui qui, depuis si longtemps, a désappris la « vieille chanson » ?

Les raisons d'ordre politique. — A ces raisons

1. CHARLES BENOIST : Le travail dans la grande industrie. *Revue des Deux Mondes*. 1902, pp. 871-899 spp.

d'ordre sentimental viennent s'en ajouter d'autres d'ordre politique. L'industrie minière, à la différence des autres qui peuvent le plus souvent s'établir ici ou là, est liée aux gisements qu'elle exploite ; les ouvriers qu'elle emploie se trouvent donc par la force même des choses, groupés sur un point quelconque du territoire, et ce, en nombre suffisant pour former à eux seuls, un collège électoral. Leurs représentants, et ceci n'est pas un avantage de mince valeur dans un pays de suffrage universel, sont donc à peu près exclusivement chargés de défendre leurs intérêts, leur circonscription n'en ayant le plus souvent pas d'autres. Ainsi voués à une tâche dont l'unité facilite l'accomplissement, ne risquant pas, comme cela peut se produire ailleurs, en satisfaisant une partie de leurs électeurs, de mécontenter les autres, ils sont bien plus à même de tirer parti des pouvoirs que leur confèrent leurs mandats. Ils sont bien plus les représentants d'une corporation que d'une circonscription, et comme tels, ils mettent au service exclusif de celle-là, toute l'ardeur et toute la compétence que d'autres se voient contraints de dépenser à la défense des intérêts multiples et souvent contradictoires de celle-ci.

Les raisons d'ordre social. — Il faut ajouter à toutes les considérations qui précèdent que la corporation minière est, sans contredit, la plus forte-

ment organisée qui se puisse trouver ; de bonne heure, les mineurs ont fait leur éducation sociale ; ils ont été des premiers à profiter des avantages que la législation ouvrière pouvait leur procurer ; groupés en syndicats et en fédérations de syndicats, ils n'ont cessé par des congrès tant nationaux qu'internationaux de faire valoir leurs revendications.

Cette ardeur à soutenir leurs idées et à les propager a donné aux ouvriers mineurs une cohésion qui fait d'eux une force sociale supérieure à celle que représente d'autres industries au personnel aussi nombreux, mais plus disséminé et moins conscient : ils sont bien, selon le mot de Jules Guesde « la corporation d'élite ».

Les mineurs, qui se sont ainsi, par leur nette compréhension de ce qu'était, ou devait être, le travailleur moderne, placés à l'avant-garde de la classe ouvrière ne mériteraient-ils pas, à ce seul titre, de bénéficier de quelques avantages spéciaux ? Pour notre part, nous n'hésitons pas à le penser et nous estimons que ces avantages se justifieraient, s'ils avaient besoin de l'être, par l'exemple qu'ils donnent aux autres travailleurs en leur montrant les bienfaits qui se peuvent retirer de l'esprit d'association et de progrès.

CHAPITRE IV

LA PROTECTION LÉGALE DES OUVRIERS MINEURS

GÉNÉRALITÉS. — La législation ouvrière à spécialement pour but de poser les principes qui doivent régir l'emploi des travailleurs dans l'industrie. Le Code civil qui a oublié ou ignoré les ouvriers est muet à cet égard et passe sous silence le contrat le plus important de la vie économique moderne : le contrat de travail (1). C'est que, comme on l'a fort bien dit, « le Code civil n'est que l'ensemble de la législation du capital ; il ne s'occupe pas du travail ; c'est un Code bourgeois et non un code populaire (2) ». Cette grave lacune demeura dans notre législation jusque vers le milieu du siècle dernier, mais alors

1. On ne peut guère citer en sens contraire les deux articles 1779 et 1880 sur le louage des services qui ne font bénéficier l'employé que d'une liberté purement nominale.

2. Paroles de M. Glasson citées dans le *Rapport sur la question de revision du Code civil* présenté, à l'occasion de son centenaire, à la Société d'études législatives et à la Société de législation comparée par M. Thaller, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris.

le développement de la grande industrie et ce que Karl-Marx a appelé « la prolétarianisation croissante des masses » amena une réaction fatale qui aboutit à la constitution lente et pénible de ce qui sera bientôt le Code du travail.

« Toute révolution, dit M. Charles Benoist (*Le travail dans l'État moderne. Revue des Deux-Mondes*, décembre 1900), s'assied ou s'apaise dans une organisation. Le Code civil de 1804, — ce Code de la propriété, — c'est, après tout, la révolution de 1789 organisée, régularisée et légalisée. Pourquoi un Code du travail ne pourrait-il pas à son tour légaliser, régulariser, organiser enfin la double révolution dont le courant nous entraîne depuis 1848 ? En elle-même et nécessairement la force-travail n'est pas plus perturbatrice, plus destructive, plus négative de l'État que la force-argent ; pourquoi l'État ayant organisé la propriété ne pourrait-il pas organiser le travail ? et pourquoi, le pouvant, n'en aurait-il pas le droit ? »

Les principaux textes édictés en France à ce sujet sont les suivants :

Loi du 11 mars 1844, sur le travail des enfants dans les usines, manufactures et ateliers (1).

1. Fixant l'âge d'admission des enfants à 8 ans(1) elle n'est pas applicable aux mines, le décret du 3 janvier 1813, défendant d'y employer des enfants de moins de 10 ans.

La loi du 9 septembre 1848, fixe la journée de travail à douze heures dans les usines et manufactures, cet énoncé même exclut les mines (1).

La loi du 2 juin 1851, sur le contrat d'apprentissage.

La loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie (2).

La loi du 16 février 1883, tendant à assurer l'application de la loi du 9 septembre 1848 sur la durée du travail.

La loi du 2 novembre 1892, abrogeant celle du 19 mai 1874 et s'appliquant non plus seulement aux enfants et filles mineurs, mais aux enfants, filles mineures et femmes employées dans l'industrie.

La loi du 12 juin 1893, modifiée par la loi du 11 juillet 1903, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs (3).

La loi du 30 mars 1900, portant modification de la loi du 8 septembre 1848 et de celle du 2 novembre 1892 en étendant le bénéfice de celle-ci aux

1. Cette loi fut l'œuvre de la fameuse « Commission du Gouvernement pour les travailleurs » plus connue sous le nom de « Commission du Luxembourg » dont le président était Louis Blanc, le vice-président l'ouvrier Albert, le secrétaire général Pecqueur, et le secrétaire Vidal.

2. Les femmes sont exclues des travaux souterrains, les enfants n'y sont admis qu'à l'âge de 12 ans révolus.

3. Ne s'applique pas à l'industrie extractive.

ouvriers adultes travaillant dans les mêmes locaux que le personnel protégé.

L'étude de ces différents textes ne saurait entrer dans le cadre de notre sujet, nous nous bornerons à indiquer l'économie générale des stipulations qui concernent plus spécialement l'industrie minière.

Nous nous occuperons d'abord des mesures s'appliquant au « personnel protégé » pour passer ensuite à celles ayant trait aux travailleurs adultes.

RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL DES ENFANTS, DES FILLES MINEURES ET DES FEMMES (1).

On sait que les conditions du travail du « personnel protégé » sont régies par la loi du 2 novembre 1892 modifiée par celle du 30 mars 1900 qui élargit la législation en en faisant bénéficier les adultes « travaillant dans les mêmes locaux que les enfants, filles mineures et femmes. »

L'article premier comprend les mines, minières et carrières parmi les établissements soumis aux obligations que la loi détermine. Il faut entendre par là qu'elle s'applique non seulement aux exploitations

1. Les enfants sont les personnes de l'un et l'autre sexe âgés de 13 ans révolus à 18 ans révolus. Les filles mineures sont les personnes du sexe féminin dont l'âge varie entre 18 et 20 ans. Les femmes sont les personnes du sexe féminin majeures, ou non.

proprement dites mais aussi à leurs « dépendances légales » c'est-à-dire aux « installations de surface, « bâtiments ou emplacements où s'effectuent les opérations indispensables pour amener le produit brut « extrait à ce premier état hors duquel il n'est pas « encore marchand » (Aguillon. Législation des mines, p. 173).

L'article 9 stipule que les femmes et filles mineures ne peuvent être employées dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières ; nous n'insisterons pas sur les raisons tant physiques que morales qui justifient cette exclusion.

Les enfants au-dessus de 13 ans (12, s'ils sont munis du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882 (1). (Circulaire du ministre du Commerce du 4 mai 1893) sont admis dans les travaux souterrains. Jusqu'à 16 ans ils ne peuvent travailler plus de huit heures par poste et par vingt-quatre heures, de 16 à 18 ans, ils ne peuvent travailler plus de dix heures par jour et plus de cinquante-quatre heures par semaine. La loi du 30 mars 1900 en unifiant la durée du travail de tout le personnel protégé a supprimé cette distinction et établi la simultanéité des repos en édictant que tout le personnel doit commencer, interrompre et quitter le travail aux mêmes

1. Ce qui semble bien constituer une étrange prime à l'ignorance.

heures. Malheureusement, cette même loi a refusé pour des raisons fort discutables, le bénéfice de cette disposition à trois catégories d'établissements parmi lesquelles se trouvent les mines, minières et carrières.

Un règlement d'administration publique du 13 mai 1893 et une circulaire du ministre du Commerce du 4 du même mois ont déterminé les travaux interdits au personnel protégé comme insalubres, dangereux ou fatigants ; l'énumération en est trop complète et trop longue pour que nous puissions faire ici autre chose que de renvoyer à ces textes.

Le travail de nuit, c'est-à-dire, entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est interdit dans les travaux extérieurs sauf une dérogation spéciale et limitée résultant de l'article 2 du décret du 15 juillet 1893 aux termes duquel les filles mineures et les femmes peuvent être occupées, la nuit, à l'allumage des lampes de mines, à la condition que leur travail ne dépasse pas sept heures par vingt-quatre heures.

Cette dérogation est la seule admise pour les travaux extérieurs, sauf bien entendu, celle qui résulte du dernier paragraphe de l'article 4 de la loi qui dit qu'en cas de chômage accidentel le travail de nuit peut être autorisé par l'inspecteur du travail, — en l'espèce, l'ingénieur en chef des mines — pour une durée que la circulaire ministérielle du 19 décembre 1892 limite à un mois.

Pour les travaux souterrains, — où, nous l'avons

vu, seuls, parmi le personnel protégé, ont accès les enfants — la loi du 2 novembre 1892 a maintenu le régime de la double équipe de 4 heures du matin à 10 heures du soir qu'elle a abrogé pour toutes les autres industries. De plus elle permet que, dans certaines mines, les enfants travaillent de quatre heures du matin à minuit, à condition de ne pas faire plus de huit heures de travail et plus de dix heures de présence effective. Ces mines ont été déterminées par le décret du 3 mai 1893, ce sont « les exploitations de couches minces dans lesquelles le travail « est mené à double poste et lorsque le travail de « l'un des postes consiste à exécuter, aux chantiers « d'abatage, l'enlèvement des roches encaissantes « et le remblaiement qui n'ont pu s'effectuer pendant « la période d'extraction. »

Ce sont là les seules particularités de la loi du 2 novembre 1892 qui visent spécialement l'industrie extractive laquelle, sur tous les autres points, registre, livret d'enfants, affichage... ne relève que du droit commun.

RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL DES ADULTES

La longue journée ouvrière est un fait moderne ; sous le régime corporatif la journée variait entre huit et neuf heures et l'année comptait, outre les dimanches, quarante jours fériés. La révolution industrielle,

amena, par le triomphe du machinisme, une augmentation considérable de la production dont le corollaire aurait dû, semble-t-il, résider dans une diminution de la durée du travail : c'est l'inverse qui s'est produit. La machine n'a pas besoin de repos, les patrons eurent une tendance à lui faire produire le plus possible, portant à la faire fonctionner le plus longtemps possible ; les petits industriels, tâchant de soutenir la concurrence, furent amenés à augmenter la durée de la journée de travail et l'on arriva ainsi à des journées de seize à dix-sept heures.

Nous n'avons pas à dire les déplorables effets qu'un pareil régime devait fatalement produire sur la classe ouvrière, ni quel déchet en devait résulter au point de vue des forces sociales.

La première loi qui ait tenté de porter remède à cet état de choses est la loi du 9 septembre 1848 (v. sup. p. 29) qui limite à douze heures la durée de la journée de travail. Visant exclusivement les usines et manufactures, cette loi n'atteint pas l'industrie extractive ; celle du 30 mars 1900 est venue heureusement combler cette lacune en soumettant les adultes aux mêmes heures de travail que le personnel protégé « lorsqu'il travaille dans les mêmes locaux que lui ».

L'article premier de la dite loi déclare que la durée de la journée de travail sera de onze heures jusqu'au 1^{er} avril 1902, de dix heures et demie à partir de cette date et de dix heures à dater du 1^{er} avril 1904.

Cette loi de 1900 fut certes une loi de progrès et de justice, il est regrettable que la jurisprudence se soit attachée à en restreindre la portée. C'est ainsi que la Cour de Cassation a jugé (arrêt du 30 novembre 1901) que les mots « mêmes locaux » devaient s'entendre « stricto sensu » et signifiaient « salle unique » ; il suffira donc d'une cloison pour tourner la loi qui ne s'appliquera plus que dans les cas fort rares où le travailleur adulte ne peut se passer de l'aide de la femme ou de l'enfant.

Cette jurisprudence, nous le répétons, est des plus regrettables elle compromet un des buts de la loi, la simplification du contrôle et ruine l'un des désirs du législateur, l'unité de vie de la famille ouvrière par l'unité des heures de travail et de repos.

Disons, pour terminer, qu'une loi dont nous n'avons pas à faire ressortir la considérable importance est intervenue récemment ; c'est la loi du 29 juin (date heureuse en matière de législation minière) 1905 qui porte que la journée de travail des ouvriers employés à l'abatage, dans les travaux souterrains des mines de combustibles, sera limitée à neuf heures à partir du 1^{er} janvier 1906, au bout de deux ans, cette limite sera abaissée à huit heures et demie et à huit heures après une nouvelle période de deux années.

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS

Il résulte de l'exposé des motifs de la loi des 12 juin 1893, 11 juillet 1903, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs que les dispositions n'en sont pas applicables à l'industrie minière, cette dernière étant déjà régie par une législation analogue. Il est à remarquer toutefois que l'article 50 de la loi des 21 avril 1810, 27 juillet 1880 auquel il est ainsi fait allusion ne s'occupe que de la sécurité des ouvriers mineurs, tandis que la législation générale tend à assurer non seulement la sécurité mais aussi l'hygiène des travailleurs ; il y a là une lacune qu'il conviendrait de combler, d'autant plus qu'il serait facile de le faire par la simple insertion des mots, hygiène, ou sécurité, dans le texte de l'article précité (1).

DES ACCIDENTS

La loi sur les accidents du travail, du 9 avril 1898, en posant le principe du « risque professionnel », fait de l'industrie une sorte d'entité dangereuse dont

1. Un projet de loi sur « l'hygiène et la sécurité dans les mines » a été déposé le 16 février 1904 à la Chambre des Députés, par M. Maruéjols, alors ministre des Travaux Publics,

les méfaits doivent être réparés même quand la responsabilité n'en incombe à personne. Cette loi s'applique — au moins dans son ensemble — à l'industrie minérale ; mais comme nous aurons l'occasion de traiter des accidents en nous occupant du décret du 3 janvier 1813, de la loi du 8 juillet 1890, et du titre III de la loi du 29 juin 1894, nous renvoyons, pour ce qui les concerne, à ces différentes parties de notre étude.

Surveillance administrative des mines.

Nous avons vu quelles étaient les différentes mesures édictées par les lois et règlements en vue de fixer les conditions du travail dans les mines. Il nous reste à examiner comment l'exécution de ces différentes prescriptions est assurée et quels sont les agents de l'État à qui incombe la charge de les faire respecter.

Le droit de surveillance de l'État, quelle que soit la notion que l'on ait de la propriété en matière de mines — et l'on sait les controverses qu'a soulevées cette question — découle de ce qu'il doit veiller d'une part à ce que « les richesses minérales de la République ne deviennent pas la proie de l'ignorance ou de la cupidité (1) », d'autre part, à ce que leur exploi-

1. Arrêt du Directoire exécutif du 4 nivôse an VI.

tation ne soit pas conduite de manière à compromettre la sécurité tant des habitants du voisinage que des travailleurs qui y sont employés.

L'État a donc un double devoir de protection, l'un vise des intérêts matériels, l'autre des vies humaines.

La première partie échappe au cadre de notre étude, nous n'avons à examiner ni jusqu'à quel point l'Administration peut prescrire aux concessionnaires l'exécution de tel ou tel travail, ni si elle est juge de l'intérêt économique qui s'attache à l'exploitation d'une mine ; nous ne nous occuperons pas davantage des plans et registres que le concessionnaire doit fournir ou communiquer à l'administration, ni des mesures que celle-ci peut lui imposer en vue de la protection de la surface, des cours d'eaux, des sources et des voies de communication.

Nous nous bornerons à étudier les cas où la surveillance administrative a pour but de protéger le personnel ouvrier.

Tout d'abord nous devons demander à qui est confiée cette tutelle et par l'intermédiaire de quels agents l'État remplit les obligations qui en dérivent.

A côté et au-dessous des agents directs, ministres et préfets, se trouvent ceux que l'on pourrait appeler des agents indirects ou immédiats qui exécutent les volontés des agents directs ; ce sont, dans l'espèce, les fonctionnaires du corps des mines avec, à leur tête, le Conseil général des mines composé de la réu-

nion des inspecteurs généraux ; viennent ensuite les ingénieurs en chef, chargés chacun d'un arrondissement minéralogique (1), puis les ingénieurs, enfin les contrôleurs des mines.

En principe les ingénieurs des mines n'ont pas d'action propre. Dans l'exposé des motifs de la loi de 1810 le comte Regnaud-de-Saint-Jean-d'Angély définissait ainsi leurs fonctions : « ils renseigneront l'Administration et les propriétaires, ils rechercheront les faits, les constateront et ne statueront jamais. »

Toutefois, nous verrons que le décret du 3 janvier 1813 est venu déroger à ce principe en donnant aux ingénieurs des mines le droit d'agir de leur propre initiative en cas de sauvetage et en cas de péril imminent.

Le décret du 3 janvier 1813.

De nombreux textes ont chargé l'Administration de veiller à la sécurité des ouvriers mineurs, il en résulte qu'elle a, en cette matière, un pouvoir arbitraire et qu'elle peut prescrire aux exploitants toute mesure qui lui paraît utile, à condition de se conformer à la procédure en vigueur.

1. On sait que la France est divisée en 15 arrondissements minéralogiques dont les chefs-lieux sont : Paris, Douai, Arras, Rouen, Le Mans, Nancy, Châlon-sur-Saône, Poitiers, Saint-Étienne, Clermont-Ferrand, Chambéry, Alais, Marseille, Bordeaux et Toulouse (Décret du 23 avril 1856).

Cette procédure avait été établie en détail, par le titre III du fameux décret du 3 janvier 1813, dont le préambule est particulièrement significatif :

« NAPOLÉON, *Empereur des Français*.....

« Sur le rapport de notre Ministre de l'Intérieur ;

« Les événements survenus récemment dans l'ex-
« ploitation des mines de quelques départements de
« notre empire, ayant excité d'une manière particu-
« lière notre sollicitude en faveur de nos sujets occu-
« pés journellement aux travaux des mines.....
« et voulant prévenir autant qu'il est en nous le re-
« tour de ces malheurs par des mesures spéciale-
« ment applicables à l'exploitation des mines ;

« Notre Conseil d'État entendu ;

« Nous avons décrété et décrétons ce qui suit »...

L'exploitant est, aux termes des articles du dit décret qui, remarquons-le, est un décret-loi, tenu de donner aux maires et à l'ingénieur en chef (et au délégué depuis la loi de 1890) avis de tout accident survenu soit dans la mine, soit dans ses dépendances légales et ayant occasionné la mort ou des blessures graves (1) ou étant de nature à compromettre la sûreté des travaux, celles des mines et des habitations de la surface ou l'approvisionnement des con-

1. La pratique administrative considère comme rentrant dans cette définition tout accident ayant entraîné une incapacité de travail de plus de vingt jours.

sommateurs. Pour être signalé il n'est pas besoin que l'accident ait entraîné des « accidents de personnes » ; la circulaire ministérielle du 6 juillet 1881, le spécifie expressément pour les coups de grisou, les incendies et les explosions de dynamite.

Dès que l'accident lui a été signalé, l'ingénieur des mines ou un de ses subordonnés se rend sur les lieux et fait, sous forme de procès-verbal, (1) une relation de l'accident, dans laquelle il donne son avis sur les responsabilités pénales qui lui paraissent encourues ; le procès-verbal est ensuite transmis au procureur de la République, par l'intermédiaire du préfet qui en adresse également une copie au ministre des Travaux Publics, copie complétée par un avis de l'ingénieur en chef portant non plus seulement sur les suites judiciaires de l'accident mais aussi sur les suites administratives, c'est-à-dire sur les mesures qui lui paraissent devoir être prises pour en éviter le retour.

La responsabilité pénale des exploitants se traduit pour eux par l'application, en cas de mort, de l'article 319 du Code pénal qui prévoit un emprisonnement de trois mois à deux ans et une amende de 50 à 600 francs ; et en cas de simples blessures par celle

1. Sur la rédaction de ce procès-verbal, des instructions très complètes ont été données par les circulaires ministérielles des 6 juillet 1881 et 30 avril 1883.

de l'article 320 du même Code qui prévoit un emprisonnement de six jours à deux mois et une amende de 16 à 100 francs ou l'une de ces peines seulement. Dans un cas comme dans l'autre, il peut d'ailleurs être fait application de l'article 463 sur les circonstances atténuantes.

Dans le cas où les contraventions de l'exploitant porteraient sur les lois et règlements sur les mines, sa responsabilité pénale relèverait du titre X de la loi du 21 avril 1810, 27 juillet 1880 dont l'article 96 porte que les peines seront d'une amende de 500 francs au plus et de 100 francs au moins, doublée en cas de récidive et d'une détention qui ne pourra excéder la durée fixée par le Code de police correctionnelle.

En outre de ces mesures répressives, le décret de 1813 prescrit, à titre préventif, dans son article 15 (1),

1. Au point de vue historique il est curieux de rappeler que cet article 15 est venu abroger un édit de 1739, par lequel Louis XV ordonnait au grand maître des mines ou à son lieutenant « de veiller à ce qu'il soit pourvu aux besoins spirituels et temporels des ouvriers et autres employés des mines », édit qui abrogeait lui-même le fameux édit d'Henri IV en date du 14 mai 1604 — qui se fût attendu à trouver à cette époque un texte de loi protectrice en faveur des ouvriers mineurs ? — qui porte : « Sa Majesté veut et ordonne qu'en chaque mine qui sera ouverte en ce royaume de quelque qualité et nature qu'elle soit, un trentième soit prélevé sur tout ce qui en proviendra de bon et de net pour être mis és-mains du trésorier et receveur général d'icelles mines et seront les deniers employés pour l'entretienement... d'un chirurgien et

aux exploitants d'entretenir sur leurs établissements certains moyens de secours dont la liste a été dressée par le D^r Salmade dans une instruction rendue réglementaire par la circulaire ministérielle du 17 février 1813 et remplacée par une nouvelle rédigée par le D^r Proust avec les modifications que comportaient les progrès de la science médicale et annexée à la circulaire du 31 janvier 1883.

Les principes ainsi posés par le décret du 3 janvier 1813, sur la surveillance administrative des mines en matière d'accidents ont été quelque peu modifiés par les textes postérieurs, on peut citer notamment la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués mineurs dont il sera parlé ci-après et la loi du 9 avril 1898—22 mars 1902 sur les accidents du travail dont les prescriptions sont venues renforcer sans les modifier, celles que le décret de 1813 édictait spécialement pour les mines.

Il en est résulté une dualité de législation dont les dispositions se corroborent sans se confondre et dont le sujet a été traité au point de vue des difficultés d'application qui pourraient se présenter par la circulaire du 11 juillet 1899, signée conjointement par le ministre des Travaux Publics et celui du Commerce.

achat de médicaments afin que soient les pauvres blessés secourus gratuitement et, par cet exemple de charité, les autres plus encouragés au travail des dites mines.

Les ingénieurs des mines agents d'exécution.

Les ingénieurs des mines, nous l'avons vu, ne sont, en principe, que des agents d'information, mais il est deux cas dans lesquels ils deviennent agents d'exécution.

Le premier, c'est le cas de sauvetage : ici, les articles 14 et 17 du décret du 3 janvier 1813 donnent à l'ingénieur, outre le droit de diriger les travaux, celui de faire toute réquisition d'outils, de chevaux, d'hommes... dont le concours lui paraîtrait nécessaire.

Le second, c'est le cas de « péril imminent » ; ici, le principe de l'intervention directe de l'ingénieur n'a guère l'occasion de s'appliquer qu'en cas de grève, comme dans ce cas il ne peut plus être — et pour cause — question de protection du personnel, nous n'avons pas à nous en occuper, il nous suffira de dire que l'ingénieur a le droit de réquisitionner des ouvriers pour les travaux non pas même *d'entretien* mais exclusivement de *conservation* de la mine.

Remarquons que dans ces deux circonstances, l'ingénieur des mines agit de sa propre initiative, ce qui met en jeu non seulement sa responsabilité morale et professionnelle mais aussi sa responsabilité pécuniaire, au cas où il serait prouvé que des dommages ont été causés soit à l'exploitant, soit à des tiers, du fait des mesures prescrites par lui, s'il était établi que celles-ci n'étaient pas nécessitées par les

circonstances que vise l'article 5 du décret du 3 janvier 1813.

Les ingénieurs des mines inspecteurs du travail.

On sait que la loi du 19 mai 1874 modifiée par celle du 2 novembre 1892 a créé un corps spécial de fonctionnaires : les « inspecteurs du travail » chargés de veiller à l'application des lois et règlements sur le travail. En matière de mines et par une dérogation très justifiée au droit commun, l'article 17 de la loi du 2 novembre 1892 a stipulé que les fonctions d'inspecteurs seraient remplies par les ingénieurs du corps des mines ; ceux-ci sont, à ce titre, soustraits à l'autorité de leur chef hiérarchique naturel, le ministre des Travaux Publics et placés sous celle du ministre du Commerce (1), avec qui, en vertu d'une règle administrative toute spéciale, ils correspondent directement sans passer par l'intermédiaire du préfet.

Les fonctions des ingénieurs-inspecteurs du travail s'exercent non seulement sur les mines et leurs « dépendances légales » mais encore, dans un but très compréhensible d'unité et de simplification, sur les « industries annexes » quand celles-ci « sont rattachées aux mines assez intimement pour qu'on puisse les considérer comme faisant corps avec elles,

1. Le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale depuis le 25 octobre 1906.

c'est-à-dire quand elles sont établies sur le carreau de la mine ou dans son voisinage immédiat et reliées directement aux puits et galeries par des voies dépendant de l'entreprise dont elles ne constituent qu'une branche accessoire et secondaire (1).

Il est bien entendu qu'agissant comme inspecteurs du travail, les ingénieurs en ont tous les droits et toutes les prérogatives ; c'est ainsi qu'ils ont entrée dans tous les établissements soumis à leur surveillance, qu'ils peuvent se faire présenter tous les livrets, affiches, registres..... prévus par les lois et règlements sur la matière et qu'ils dressent, en cas de contravention, des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve contraire.

Chaque année, les ingénieurs en chef font connaître leur avis sur le fonctionnement de la loi dans leurs arrondissements respectifs, avis qui, transmis au ministre du Commerce, servent à l'établissement d'une note annexée au rapport annuel soumis au président de la République par le Conseil supérieur du travail.

1. Circulaire du ministre du Commerce en date du 4 mai 1893.

CHAPITRE V

LES DÉLÉGUÉS A LA SÉCURITÉ DES OUVRIERS MINEURS

On a vu que la législation française pourvoyait à la sécurité des ouvriers mineurs par un ensemble de dispositions confiant aux ingénieurs des mines la surveillance des exploitations minérales. Sans rien changer à cette organisation, la loi du 8 juillet 1890 est venue la renforcer en juxtaposant à la surveillance des agents de l'État, celle des intéressés eux-mêmes.

Il y a là une idée des plus intéressantes à étudier, car il est à présumer que les applications s'en multiplieront à l'avenir pour aboutir à l'inspection du travail par les travailleurs. Une fois de plus la corporation minière aura servi de champ d'expérimentation.

Origines de la loi du 8 juillet 1890. — Si nous avons à décrire la genèse complète de l'institution des délégués mineurs, peut-être en devrions-nous faire

remonter l'origine à la création, à Saint-Étienne, lors de la période troublée qui suivit la révolution de 1848, de « présidents de puits » élus par les ouvriers et dont l'existence fut d'ailleurs des plus éphémères.

D'une façon plus certaine, on peut dire que l'agitation en faveur de la création de délégués mineurs prit naissance dans les « Chambres syndicales des ouvriers mineurs de la Loire » (1). Celles-ci, à la suite de la conférence ouvrière réunie à Saint-Étienne le 1^{er} octobre 1882, firent des démarches auprès du Parlement où l'idée fut admise, au moins en principe, sans trop de résistance. Il n'en fut pas de même au dehors, où la proposition souleva un tollé général de la part des exploitants ; des protestations véhémentes développées dans une foule de brochures furent présentées, d'où il ressortait que les délégués mineurs ne seraient et ne pourraient être que des agents de désordre et de provocation, « des énergumènes de clubs qui feront sombrer l'institution sous les scandales qu'ils occasionneront, les inepties qu'ils commettront et les malheurs qu'ils sèmeront sous leurs pas (2) » ; les conflits perpétuels, qui ne manqueront pas de s'élever entre eux et les ingénieurs, amèneront dans les exploitations un état d'anarchie

1. Fondées en 1880 à Saint-Étienne.

2. NIBAUT. Les délégués mineurs, p. 78.

où sombrera tout esprit de discipline ; les délégués ne tarderont pas à sortir des bornes fixées par la loi à leur compétence, d'ailleurs douteuse, pour s'immiscer, sous prétexte de sécurité, dans les détails de l'exploitation technique ; toute direction sera rendue impossible et l'effet le plus certain de cette création sera d'amener à bref délai la ruine définitive et complète de l'industrie minière en France.

Les faits, fort heureusement, ne sont pas venus confirmer ces sombres prédictions et les délégués mineurs, par leurs connaissances pratiques et leur présence constante sur les lieux, sont devenus des auxiliaires précieux pour le corps des ingénieurs des mines trop peu nombreux et chargé de trop multiples fonctions.

Les délégués mineurs devant le droit comparé.

Angleterre. — La législation anglaise qui, quoique mal comprise en général, n'en influa pas moins sur les débats parlementaires auxquels donna lieu l'élaboration de la loi du 8 juillet 1890, fut la première à reconnaître l'institution de délégués mineurs. La loi du 10 août 1872 « coal mines act », modifiée par celles des 25 juin 1886 et 16 septembre 1887, permet aux mineurs d'élire, afin de veiller à leur sécurité, des représentants *salariés par eux* et chargés d'inspecter de temps en temps les exploitations minérales. Les

délégués opèrent toujours par couple; ils sont toujours accompagnés d'un représentant de l'exploitant et ne s'occupent jamais d'instruire les accidents.

On le voit, la législation anglaise présente deux particularités qui la différencient profondément de la nôtre : d'abord le délégué n'est *pas obligatoire*, si les mineurs estiment que toutes les précautions sont prises pour assurer le maximum de sécurité, ils n'éliront pas de représentants; dans le cas contraire, ils en désigneront un ou plusieurs. En second lieu, les délégués anglais sont *payés par leurs mandants*, c'est-à-dire par leurs camarades; par ce moyen, l'institution conserve un caractère strictement privé, les inspecteurs-ouvriers ne sont en aucune façon des fonctionnaires et ne dépendent en rien de l'Administration.

Son caractère facultatif — qui est le vice grave de la loi anglaise, — fait qu'elle s'est peu développée, ne fonctionnant pas en Écosse et peu dans le pays de Galles, elle n'est guère appliquée que dans les régions industrielles du Nord où la puissance et la richesse des unions ouvrières rendent facile la solution de la question de paiement qui constitue pour d'autres la pierre d'achoppement du système.

Allemagne. — L'institution des délégués mineurs qui existe aux États-Unis, se retrouve en Allemagne sous une forme quelque peu différente de la nôtre. Les « *Vertrauensmänner* » (hommes de confiance) ont

pour mission, non seulement de veiller sur la sécurité de leurs camarades, mais aussi et surtout, de servir d'intermédiaires entre eux et les patrons avec lesquels ils se réunissent en conférence, une fois tous les trois mois. Leur sollicitude s'étend également sur le bien-être des ouvriers et de leurs familles, enfin ils servent d'arbitres et de conciliateurs dans les différends que ceux-ci peuvent avoir entre eux (Règlement du 21 février 1890).

Cette législation qui n'avait d'abord été appliquée que dans les mines de Saarbruck et de la Haute-Silésie fut bientôt étendue. A la suite de graves et nombreux accidents survenus en 1896 et 1897 dans les mines de Prusse, le Gouvernement fit procéder en France, en Angleterre et en Belgique à une enquête qui conclut à la création de délégués spécialement préposés à la sécurité des ouvriers mineurs. En 1899, furent créés 50 emplois d'agents spéciaux « Einfahrer » (visiteurs) choisis parmi les chefs mineurs des mines fiscales et chargés d'exercer une surveillance continue sur des exploitations déterminées. Les Einfahrer n'ont aucun pouvoir propre, ils se bornent à visiter les travaux, sur l'ordre qui leur en est donné, et à rendre compte de leurs observations à leurs supérieurs hiérarchiques les « Revierbeamten » (autorités minières de première instance) qui donnent à celles-ci, telle suite qu'il leur paraît juste.

Belgique. — La législation belge qui, en matière minière, comme en beaucoup d'autres, n'est guère qu'une filiale de la nôtre, n'a pas tardé à nous suivre dans la voie où nous avait fait entrer la loi du 8 juillet 1890 ; cette mesure s'imposait d'ailleurs d'autant plus qu'il n'y a pas en Belgique d'agents correspondant à nos contrôleurs des mines, tout le service de surveillance devait donc être assuré par les ingénieurs quand intervint la loi du 11 avril 1897 sur *les délégués à l'inspection des mines*, lesquels ont pour mission :

1° D'examiner au point de vue de la *salubrité* et de la sécurité des ouvriers les travaux souterrains des mines ;

2° De concourir à la constatation des accidents et à la recherche des causes qui les ont occasionnés ;

3° De signaler, le cas échéant, les infractions aux lois et arrêtés sur le travail, à l'exécution desquels les ingénieurs des mines sont chargés de veiller (art. 10.)

Cette loi belge, inspirée du même esprit que la nôtre, offre cependant avec elle cette différence fondamentale que les inspecteurs ouvriers sont payés par l'État et *nommés par lui*, sur la présentation de leurs camarades ; ce sont de véritables fonctionnaires qui cessent d'être des ouvriers pendant les trois ans que dure la validité de leur contrat. Ce système des délégués-fonctionnaires par opposition aux délè-

gués-ouvriers fut soutenu à maintes reprises, tant à la Chambre qu'au Sénat, durant la longue gestation de la loi du 8 juillet 1890.

LA LOI DU 8 JUILLET 1890 SUR LES DÉLÉGUÉS A LA
SÉCURITÉ DES OUVRIERS MINEURS

L'article premier de la loi du 8 juillet 1890 définit la mission des délégués mineurs : ils sont chargés « de visiter les travaux souterrains des mines, minières et carrières, dans le but exclusif d'en examiner les conditions de sécurité pour le personnel qui y est occupé, et, d'autre part, en cas d'accident, les conditions dans lesquelles cet accident se serait produit (1). »

La circonscription du délégué est fixée par arrêté préfectoral rendu sous l'autorité du ministre des Travaux Publics. Tout ensemble de puits, galeries et chantiers dépendant d'une même exploitation et dont la visite détaillée n'exige pas plus de 6 jours ne constitue qu'une circonscription ; les autres exploitations sont divisées en 2, 3, 4.... circonscriptions selon leur importance. Un même arrêté fixe les différentes circonscriptions d'une même exploitation (art. 1^{er}).

Le délégué est élu pour trois ans ; il doit effectuer deux visites par mois (2) (art. 2) ; il doit, en outre,

1. Cf. *sup.* la mission des délégués mineurs en Belgique.

2. Dix-huit en Belgique.

procéder sans délai à la visite des lieux où un accident est survenu ; l'exploitant est tenu de lui donner avis de tout accident (art. 3). Chaque délégué est assisté d'un délégué suppléant, tous deux élus au scrutin de liste (art. 4).

Résultats de la loi du 8 juillet 1890. — Si, maintenant, on se demande quels ont été les résultats de l'introduction dans notre législation d'une institution aussi particulière et aussi originale, on peut constater que les craintes émises à son sujet ne se sont nullement réalisées ; les délégués mineurs, sauf quelques exceptions — mais où n'en trouverait-on pas ? — se sont acquittés de leur mission avec un zèle et souvent un tact qui leur font grand honneur ; leur influence sur la sécurité des exploitations minières a été très réelle, ils ont été véritablement, comme les appelait une métaphore dont on s'est servi à la Chambre et dont nous n'avons pas à discuter l'élégance : « l'œil de l'ouvrier mineur ouvert jusqu'au fond des galeries ».

D'ailleurs, les résultats de leur intervention ressortent assez clairement pour se passer de commentaires, du tableau suivant indicatif du nombre des accidents mortels survenus dans les mines depuis 1875.

Proportion d'ouvriers tués pour 1000 :

de 1875 à 1880	2,18
« 1880 à 1885	2,09

de 1885 à 1890	1,85
« 1890 à 1895	1,37
« 1895 à 1900	1,24
« 1900 à 1903	1,10

Le nombre des accidents mortels a donc diminué de 40 0/0 depuis la création des délégués mineurs : nous voulons y voir plus qu'une coïncidence.

DEUXIÈME PARTIE

LES CAISSES DE RETRAITE DES OUVRIERS MINEURS A L'ÉTRANGER

Chapitre I

ALLEMAGNE

On sait à quel point sont développées en Allemagne les lois de prévoyance sociale ; nulle part autant de mesures n'ont été prises pour parer aux risques qui menacent la classe ouvrière ; avec une ténacité et une intelligence vraiment admirables, les sociologues et les gouvernants allemands ont développé le beau programme de solidarité et de charité enclos dans le fameux message (1) par lequel l'empereur Guillaume I^{er} demandait au Reichstag de « donner à ceux qui souffrent l'assistance à laquelle ils ont droit ».

L'Allemagne a été récompensée de ce bel effort, et si elle est aujourd'hui à la tête des nations industrielles, elle le doit, à coup sûr, en grande partie, à

1. Lu au cours de la séance du 1^{er} novembre 1881.

la sollicitude éclairée dont elle a pris à cœur d'entourer les travailleurs.

Il ne saurait rentrer dans le cadre de notre étude d'esquisser, même dans ses grandes lignes, la législation protectrice en vigueur dans l'Empire allemand. Cette étude a d'ailleurs déjà été faite (1) et nous sommes heureux de constater qu'un de ceux qui se sont occupés de la question avec le plus de compétence et le plus de profondeur (2) se plaît à reconnaître que cette législation générale a été grandement facilitée par l'exemple de ce qui avait été fait à cet égard pour et par la corporation qui nous occupe spécialement : la corporation minière. La vérité n'est pas aussi relative que le prétend une boutade célèbre et rien ne prouve que ce qui est vrai au delà du Rhin devient erreur en deçà.

Nous nous contenterons donc de citer quelques chiffres relatifs à la seule assurance sur l'invalidité et la vieillesse, ils donneront, avec une éloquence que les commentaires ne sauraient qu'affaiblir, une idée du merveilleux développement pris en Allemagne par l'assurance ouvrière et des résultats déjà obtenus dans les dix premières années de fonctionnement de la loi d'Empire du 22 juin 1889.

1. V. entre autres : M. BELLOM. *Les assurances ouvrières à l'Étranger*

2. De SAINT-AUBERT. *L'assurance contre la vieillesse et l'invalidité en Allemagne.*

La loi des 22 juin 1889-13 juillet 1899. — La loi a commencé à fonctionner en 1891 ; de cette époque à l'année 1898, il n'a pas été distribué moins de 308.544.370 marks (385.675.725 fr.) dont 192.948.859 marks (241.185.073 fr. 75) en rentes d'invalidité et 115.592.521 marks (144.490.651 fr. 25) en rentes de vieillesse.

Le nombre des assurés s'élevait, à la fin de 1898, à 12 millions environ, représentant 93 0 0 de la population salariée. Les assurés avaient touché en 1898, 62.288.752 marks (77.860.940 fr.) dont 25.518.875 marks (31.898.593 fr. 75) en rentes de vieillesse et 34.769.877 marks (43.462.346 fr. 25) en rentes d'invalidité.

Les bénéficiaires étaient, en 1898, au nombre de 516.500 dont 294.000 invalides et 222.500 vieillards ; la valeur moyenne des rentes était de 127 m. 92 (159 fr. 80) pour les premiers et de 137 m. 88 (172 fr. 35) pour les seconds.

Les établissements d'assurance, au nombre de 40, ont encaissé en 1898 : 115.204.108 marks, versés moitié par les patrons, moitié par les ouvriers. Quant à l'État il participe aux frais de l'assurance sous trois formes :

1° Majoration de 50 marks de toutes les rentes.

1. On sait que l'âge fixé en Allemagne pour l'ouverture du droit à la retraite de vieillesse est 70 ans ; ce chiffre suffit à faire de la rente-vieillesse, une rente accessoire.

2° Paiement de la partie des cotisations afférente aux périodes de service militaire.

3° Collaboration du service des Postes.

L'Empire (1) a payé, en 1898, du premier chef : 30.293.903 francs, du second : 3.750.000 francs, et du troisième : 5.000.000 fr. soit un total de 39.043.903 fr.

La fraction à la charge de l'État est actuellement très élevée puisqu'elle atteint 65 0/0 des sommes payées par les établissements d'assurances ; mais cette fraction est fixe — à la différence de l'autre qui s'accroît chaque année — de sorte qu'elle ne représentera plus, après la période de transition, c'est-à-dire dans une vingtaine d'années, que 33 0/0 des dites sommes.

Les établissements d'assurances possédaient au 31 décembre 1898 une fortune de 538.964.526 marks (673.705.657 fr.).

Les Caisses de retraites des ouvriers mineurs avant la loi de 1889-1899. — La prévoyance sociale en Allemagne est basée sur trois textes de loi :

Loi du 25 juin 1883 sur la maladie ;

Loi du 6 juillet 1884 sur les accidents ;

La loi des 22 juin 1889-13 juillet 1899 sur l'invalidité et la vieillesse.

Ces textes sont venus non pas abroger mais modi-

1. On sait que les dépenses relatives aux lois d'assurances, sont à la charge du budget de l'Empire.

fier les lois antérieures applicables aux mines où l'assurance était depuis longtemps obligatoire. Ce fut la loi prussienne du 10 avril 1854, modifiée par celles du 24 juin 1865 et 19 juin 1906 (1) qui l'établit la première ; elle ne tarda pas à être imitée par tous les États de l'Allemagne.

Voici le résumé de ses principales dispositions :

Tout exploitant de mines, carrières ou salines, est tenu d'établir une caisse de mineurs ou, plus exactement, une association minière (2) (*Knappschaftsvereine*) à laquelle doivent s'affilier tous les ouvriers du fond. Pour les ouvriers du jour et les employés, cette affiliation est facultative.

Ces caisses sont alimentées :

1° Par une retenue sur les salaires, dont le montant est fixé par les statuts. Quand l'ouvrier cesse de travailler à la Compagnie, il verse une somme fixe et continue d'appartenir à la caisse des mines, mais à titre de membre volontaire.

2° Par une cotisation du patron qui doit être au moins égale à celle des ouvriers et qui varie soit avec le nombre d'ouvriers employés, soit avec le

1. V. Circ. Cté. cl. houill. 1906, n° 3267.

2. Les corporations minières en Allemagne sont extrêmement anciennes ; on les trouve mentionnées dans l'ordonnance minière de Ruttenberg en l'an 1300. V. ICHON. Les institutions de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs en Prusse, *Annales des mines*, 1885, pp. 325 sqq.

montant des salaires payés. Le patron paye lui-même ses cotisations et est, en outre, chargé de prélever celles de ses ouvriers sur le salaire qu'il leur alloue.

La caisse est gérée par des représentants du patron et des ouvriers en nombre égal répartis entre deux organes : le Comité et le Bureau ; ce dualisme a prévalu dans la législation générale et l'on retrouve dans les lois d'Empire actuellement en vigueur cette stricte séparation entre l'organe délibérant et l'organe exécutif.

Le Comité, chargé de la discussion et du règlement des affaires d'ordre général est composé de représentants élus par les ouvriers et de délégués de l'exploitant ; il établit et modifie les statuts et surveille la gestion de la caisse.

Le Bureau se compose de délégués ouvriers et patronaux en nombre égal, nommés les uns et les autres par le Comité ; il a la gestion de la caisse qu'il représente à l'égard des tiers et dont il assure le fonctionnement. Chaque année, il dresse un compte des recettes et dépenses qui est soumis pour contrôle au Comité.

L'État est représenté auprès de chaque association par l'Administration des mines (Oberbergamt) qui délègue une commission chargée de veiller à la légalité des mesures et décisions prises tant par le Bureau que par le Comité.

Les Knappschevereine assurent à leurs membres :

1° En cas de maladie :

α) le traitement médical ;

β) une indemnité journalière fixée par les statuts et qui est payée au plus pendant six mois ; si après ce laps de temps la maladie n'a pas cessé, l'ouvrier reçoit une rente d'invalidité.

2° En cas d'invalidité :

Une rente viagère qui cesse à la mort du titulaire ou au moment où il recouvre sa capacité de travail.

3° En cas de mort :

α) une contribution aux frais des funérailles ;

β) des secours à la veuve jusqu'à sa mort et son remariage ;

γ) un secours pour entretien des enfants jusqu'à 14 ans.

Telle était la situation des ouvriers mineurs en Allemagne avant que n'intervienne la législation générale dont il a été parlé ci-dessus ; il nous reste à voir quels sont les changements survenus du fait de cette dernière ; nous ne nous occuperons ni de la loi du 23 juin 1883 sur la maladie, ni de celle du 6 juillet 1884, sur les accidents, il nous suffira d'indiquer quelle a été l'influence de la loi du 22 juin 1889 sur les caisses minières préexistantes (1).

La loi du 24 juin 1865 devant celle du 22 juin 1889. — La loi du 22 juin 1889, respectant les ins-

1. V. BELLOM. *Annales des mines*, 9^e série, t. II, pp. 363, sqq.

titutions antérieures, a établi que l'assurance obligatoire serait réalisée soit par les organes dont elle prévoit la création, soit par les caisses antérieures dûment autorisées.

Les exploitations minières se trouvaient, nous le savons, depuis 1865, munies de caisses particulières, aussi la loi les laissa-t-elles libres d'opter soit pour la conservation des dites caisses, — sauf les modifications destinées à les mettre en harmonie avec la législation nouvelle, — soit pour l'affiliation de leurs ouvriers aux nouveaux organes d'assurance institués par elle.

Dans le premier cas, les caisses minières demeurent autonomes, dans le second, elles disparaissent et se déchargent sur les nouveaux organes du service des retraites.

Le système du rattachement était le seul possible pour les petites exploitations à qui la modicité de leurs ressources ne permettait pas de supporter les charges de l'assurance.

Le système de l'autonomie, au contraire, présentait de nombreux avantages au point de vue de la simplicité et de l'économie, pour les grandes exploitations susceptibles d'offrir les garanties nécessaires à un service de pensions.

Mais ce système peut s'appliquer de deux façons : ou bien l'exploitation se charge elle-même du service de l'assurance ; ou bien, pour diminuer les frais

généraux et augmenter les garanties des assurés, elle se réunit à d'autres pour constituer avec elles une caisse de pensions commune.

Le premier mode de l'autonomie a été mis en pratique par l' « Association minière générale du Bochum », le second par la « Caisse générale des pensions minières du royaume de Saxe. »

Nous étudierons, à titre d'exemples, ces deux organisations.

L'Association minière générale du Bochum. —
Allgemeiner Knappschaftsvereine. — L'association minière générale du Bochum (bassin de la Ruhr) comprend tous les propriétaires d'exploitations situées dans les districts miniers de Bochum, Essen, et Mülheim et tous les ouvriers et employés dont le traitement n'excède pas 2.000 marks (1).

L'Association est composée :

1°. De membres actifs, répartis selon leurs salaires en cinq classes, dont les trois premières comprennent les membres dits stables.

2°. De membres invalides qui, sans verser de cotisations, bénéficient des allocations de la caisse.

1. Il est à remarquer que l'Association a un double rôle : elle doit faire le service d'une part, de l'assurance prévue par la loi sur les mines, du 24 juin 1865, et d'autre part, de l'assurance établie par la loi d'Empire, du 22 juin 1889.

Les patrons ne doivent admettre que des ouvriers pourvus d'un certificat médical satisfaisant.

Les ressources de l'Association alimentant deux caisses; celle de la loi d'Empire et celle de la loi des mines, sont de deux sortes : d'une part, celles prévues par la loi de 1889, de l'autre, celles prévues par les statuts.

Nous savons ce que sont les premières ; quant aux secondes, elles se composent :

1° D'une cotisation fixe (pour les retraites) qui varie selon les classes d'ouvriers entre 1 fr.50 et 4 fr.80 par mois ;

2° Des revenus des biens de l'association ;

3° Des intérêts à 5 0/0 des cotisations en retard dues par les patrons ;

4° Des amendes.

Les pensions statutaires sont basées sur un tarif qui varie suivant la classe et le nombre d'années de service entre 270-972 Mks. et 108-324 Mks. Toutes ces pensions sont des pensions d'invalidité ; les pensions de vieillesse ne relèvent que de la loi d'Empire.

Les organes administratifs de l'association sont le Comité directeur et l'Assemblée générale, assistés d'Anciens et de commissions.

Le Comité directeur se compose de 30 membres — 15 délégués patronaux et 15 délégués ouvriers — élus pour neuf ans, renouvelables par tiers tous les trois ans.

Le Comité est l'organe exécutif de l'association ; il examine les demandes de pensions, gère la fortune de l'association, organise les services médical et pharmaceutique, nomme les employés...

L'Assemblée générale est composée de représentants des exploitants et des Anciens ; elle nomme les membres du Comité, dont elle examine annuellement les comptes ; rédige ou modifie les statuts et délibère sur toutes les questions présentant un caractère général.

L'Association est divisée en circonscriptions de 400 à 600 ouvriers ; chaque circonscription élit un *Ancien*. Sont électeurs les ouvriers de première classe (actif ou invalides) et les employés de toutes classes ; sont éligibles les membres de l'association domiciliés dans la circonscription, âgés de 30 ans et appartenant à la première classe des ouvriers ou à une classe quelconque d'employés. Les Anciens servent d'intermédiaires entre le Comité et les assurés qu'ils représentent à l'Assemblée générale.

Les Commissions dont la création est décidée par le Comité se composent de membres nommés moitié par lui et moitié par les représentants des patrons et les Anciens ; elles sont chargées de la solution d'une question spéciale ou de l'étude d'une affaire déterminée.

La surveillance de l'État est exercée par l'autorité

minière qui veille à l'observation des lois et règlements.

En cas de conflits, les litiges sont portés devant un Tribunal arbitral institué conformément à la loi d'Empire et qui siège à Bochum ; l'appel est à deux degrés : l'autorité minière de Dortmund représente le premier, le ministre du Commerce, le second.

Caisse générale de pensions minières du royaume de Saxe. — (*Allgemeine Knappschaftspensionkasse für das Königreich Sachsen*). — Dès 1884, le gouvernement saxon avait examiné la possibilité de réunir en une seule toutes les caisses minières existantes ; à la suite de la promulgation de la loi d'Empire du 22 juin 1889, il prépara un projet de statuts d'une caisse centrale de pensions qui fut agréé par 27 caisses minières sur 29 et homologué par l'autorité le 29 décembre 1890.

La caisse, dont le siège est à Freiberg, s'est donc trouvée substituée à 27 caisses préexistantes.

L'assurance est obligatoire pour tous les ouvriers mineurs sans exception, hommes ou femmes, et pour tous les employés dont le salaire quotidien ne dépasse pas 6 m. 2/3 ; pour les autres elle est facultative. La cotisation des ouvriers varie selon les classes entre 7 et 62 pfennigs par semaine, celle des patrons doit être égale à celle des ouvriers. La caisse assure des

pensions aux invalides, aux veuves et aux orphelins, de plus, elle alloue des indemnités funéraires.

Les assurés et leurs familles (veuves ou orphelins) sont divisés en huit classes. Les invalides reçoivent une pension annuelle de 60 marks augmentée d'une pension supplémentaire qui varie selon la classe entre 2 et 50 pfennigs par semaine.

La pension est acquise :

1^o A tout ouvrier déclaré invalide par l'exploitant et la commission du district ;

2^o A tout ouvrier qui a quarante ans de service ininterrompus depuis l'âge de 20 ans ;

3^o A tout ouvrier qui a trente ans de service et 70 ans d'âge.

A côté des invalides proprement dits, les statuts prévoient une catégorie de personnes : les « demi-invalides » qui sont celles dont la capacité de travail a baissé sans toutefois disparaître complètement.

La pension de veuves est acquise aux veuves des membres décédés qui sont restés affiliés à la caisse jusqu'à leur mort. En cas de remariage, la veuve touche une somme fixe de 100 marks.

Les enfants légitimes ou légitimés de ces mêmes membres reçoivent une pension d'orphelins.

A titre d'indemnité funéraire, la caisse alloue au décès de l'invalidé, 45 marks ; au décès d'une femme ou veuve d'invalidé, 30 marks ; au décès d'un orphelin ou d'un enfant de moins de 15 ans, 10 marks. Le

paiement de la pension est opéré mensuellement.

L'organisation administrative de la caisse se compose d'un Comité directeur et d'une assemblée générale assistés d'un directeur administratif et d'un Bureau administratif.

Le Comité directeur comprend 10 membres (5 délégués ouvriers et 5 délégués patronaux) élus pour six ans par l'Assemblée générale et renouvelables par moitié tous les trois ans.

Le Comité administre la caisse, liquide les pensions, nomme les employés et pourvoit à l'exécution des décisions de l'Assemblée Générale.

L'Assemblée générale se compose de délégués ouvriers et patronaux ; les premiers sont élus par et parmi les assurés actifs. L'Assemblée générale examine la gestion du Comité directeur et modifie les statuts.

Le Directeur administratif est nommé par le Comité directeur ; payé sur les fonds de la caisse, il est chargé de l'administrer, il dirige *le Bureau administratif* qui a pour principale fonction d'établir le bilan annuel de la caisse soumis à l'Assemblée générale.

Nous avons étudié les deux formes distinctes sous lesquelles peut être réalisé le système de l'autonomie établi pour les caisses minières par la loi du 22 juin 1889. Avec l'association générale du Bochum, nous avons vu l'association faire elle-même le service de

l'assurance, avec la caisse générale de pensions minières du royaume de Saxe, nous avons vu l'établissement d'assurance résulter de la fusion en une caisse centrale de plusieurs associations minières.

Ce dernier système peut affecter une forme légèrement différente. Dans la caisse de Saxe, en effet, ce sont les membres de chacune des exploitations qui sont directement membres de la caisse de pensions, il peut arriver au lieu de cela que les membres de la caisse ne soient autres que les associations elles-mêmes, leurs membres ne participant qu'indirectement à la caisse. Cette dernière forme a été choisie par un très important établissement. « La caisse de pensions minières du nord de l'Allemagne » (Norddeutsche Knappschaftsvereine). Ici, la caisse n'est plus comme en Saxe, une réunion de caisses préexistantes, c'est un organe indépendant qui, en laissant subsister les associations antérieures, jouit des droits d'une personne juridique.

C'est, en somme, le même principe, la seule différence est que la caisse a pour membres des entités au lieu d'individualités. On le voit, l'idée directrice reste la même, aussi n'étudierons-nous pas l'application qu'en a faite l'Association minière du nord de l'Allemagne.

SITUATION DES CAISSES MINIÈRES EN ALLEMAGNE EN 1901.

ÉTATS	Nombre de		Recettes Marks	Dépenses Marks	Réserves Marks
	cais- ses	membres			
PRUSSE.....	73	613.131	53.110.556	42.912.542	103.990.744
SAXE.....	3	33.146	4.101.400	3.690.168	22.682.579
BAVIÈRE.....	43	10.199	1.294.408	1.294.408	5.103.219
WURTEMBERG....	3	2.436	261.024	244.215	506.180
HESSE.....	5	2.232	84.819	49.095	447.604
BRUNSWICK.....	3	3.982	269.154	149.041	698.916
SAXE-MEININGEN.	1	83	7.970	6.806	49.578
— ATTENBURG.	1	2.992	158.959	150.309	171.969
ANHALT... ..	1	5.577	643.958	630.222	1.097.289
WALDECK.....	1	239	4.554	1.734	9.624
SCHWARZBURG...	2	91	12.610	12.245	71.847
ALSACE-LORRAINE	3	6.439	278.048	203.771	448.411
TOTAUX....	139	680.547	60.227.466	49.344.361	135.277.996

(D'après le Journal de Berlin *Der Kompass*, n° du 5 février 1903.)

Chapitre II

BELGIQUE

La question des retraites ouvrières en Belgique a été, on le sait, solutionnée par la loi du 10 mai 1900, fondée sur le système que l'on a appelé de la « liberté subsidiée » qui consiste à faire majorer par l'État, les pensions obtenues grâce à des versements individuels non obligatoires.

Ce système fonctionnait d'ailleurs, depuis longtemps en Belgique où des subsides étaient accordés par la bienveillance gouvernementale à tous ceux qui s'affiliaient à la Caisse générale de retraite par l'intermédiaire de sociétés de secours mutuels. La loi de 1900 est venue consolider cet état de choses et faire de ce qui était une libéralité aléatoire, une véritable obligation de droit pour l'État, sanctionnée par l'institution d'un fonds spécial (1).

De plus, la loi nouvelle admet au bénéfice des pri-

1. De douze millions.

mes d'encouragement de l'État les personnes qui s'affilient directement à la Caisse générale de retraite tandis qu'autrefois ce bénéfice était réservé à celles qui s'assuraient par l'intermédiaire d'une société mutualiste.

Cette organisation générale applicable à l'ensemble des travailleurs manuels avait été devancée par des caisses spécialement réservées aux ouvriers mineurs.

Sans remonter jusqu'à la célèbre caisse de l'Ourthe, fondée par Napoléon I^{er}, du temps de la Belgique française, on peut constater, à partir de 1840, toute une éclosion de caisses de prévoyance, approuvées par arrêtés royaux. Devant l'ampleur du mouvement et l'importance des intérêts engagés, le gouvernement déposa le 26 janvier 1854, au rapport de M. Visschers, un projet de loi sur la matière ; les vicissitudes de la politique détournèrent, malheureusement, de ce projet l'attention parlementaire et la loi ne fut votée que le 28 mars 1868. Celle-ci, consacrant l'état de choses établi, le consolide en donnant aux caisses communes de prévoyance reconnues par le Gouvernement une sorte de personnalité civile limitée qui leur permet d'ester en justice, sous certaines conditions de compétence et de recevoir des dons et legs mobiliers. En revanche, les statuts et les comptes annuels sont soumis au contrôle de l'État.

La loi de 1868 divise les caisses en deux catégories :

1° Les caisses particulières de secours établies sur chaque mine, qui subviennent aux secours temporaires ;

2° Les caisses communes de prévoyance, caisses régionales, auxquelles sont ou peuvent être affiliés les mines et établissements minéralogiques de la région.

Ces caisses de prévoyance sont au nombre de six. Centre (Hainaut); Charleroi, Mons, Liège, Namur et Luxembourg.

Ces caisses qui, dans la pensée de leurs fondateurs, ne devaient être que des associations mutuelles patronales, chargées de secourir les victimes du travail minier n'ont pas tardé à étendre leurs attributions d'abord à l'invalidité, puis, depuis quelques années, à la vieillesse.

L'organisation en est variable, tant au point de vue du montant de la cotisation qu'à ceux du taux de la pension et de l'âge y donnant droit. Ce manque d'homogénéité et la manière empirique dont sont établies les charges, sans qu'aucun lien n'existe entre les recettes et les dépenses sont cause que le fonctionnement de ces caisses n'est pas sans laisser quelque peu à désirer (1).

1. L'examen des critiques auxquelles il a donné lieu nous entraînerait trop loin, nous ne pouvons ici que renvoyer

La loi du 10 mai 1900, sans toucher à ces organes préexistants, a permis aux ouvriers mineurs de s'affilier directement à la Caisse générale de retraite dès lors, la prime de l'État (1) leur sera allouée, comme aux autres catégories d'assurés et, grâce à l'application du système du livret individuel, ils ne seront plus obligés, pour avoir droit à une pension de retraite, d'avoir atteint l'âge fixé par les règlements. De plus, il leur sera loisible d'effectuer de leurs deniers, des versements sur leurs livrets au delà de la retenue qui leur sera imposée d'office sur leurs salaires et des primes dont ces retenues seront bonifiées.

ceux qui voudraient les connaître au livre de M. L. Dubois Denghien, intitulé : *Institutions de prévoyance*.

1. Le système des « primes » fonctionne en Belgique de la manière suivante : Pour chaque franc versé par l'ouvrier, le subside de l'État est de 60 centimes ; mais ces 60 0/0 sont octroyés non seulement sur la part que l'ouvrier a versée lui-même, mais encore, s'il fait partie d'une mutualité de pensions, sur la part qui a été fournie par le fonds commun, et sur celle qui peut avoir été versée par le patron. Si, dans une mine, par exemple, l'ouvrier verse 8 francs et le patron 7, l'État ajoutera 60 centimes par franc sur 15 francs soit 9 francs, de sorte que le versement de 8 francs fait par l'ouvrier deviendra un versement de $8 + 7 + 9 = 24$ francs.

De plus, l'État fournit aux mutualités qui ont pour objet de favoriser les retraites une subvention fixe de 2 francs par livret.

STATISTIQUE DES CAISSES MINIÈRES DE BELGIQUE EN 1902.

C AISSES	Recettes	Dépenses	Réserves
Mons.....	1.022.789 fr.	810.878 fr.	4.336.431 fr.
Charleroi....	999.146 »	802.661 »	2.378.410 »
Centre.....	639.748 »	545.899 »	2.022.380 »
Liège.....	953.279 »	812.913 »	2.875.210 »
Namur.....	68.491 »	64.632 »	268.612 »
Luxembourg.	12.730 »	11.557 »	44.026 »
TOTAUX.	3.696.183 fr.	3.048.540 fr.	11.925.069 fr.

(D'après le *Bulletin de l'Office du Travail Belge.*)

Chapitre III

AUTRICHE

La législation autrichienne a organisé pour tous les travailleurs manuels l'assurance-accidents et l'assurance-maladie (1), mais la corporation minière qu'ici encore nous retrouvons à l'avant-garde, est, au surplus, dotée de textes sur l'assurance-invalidité et sur l'assurance-vieillesse. Ces textes sont les deux lois des 28 juillet 1889 et 17 janvier 1890 sur les « Bruderladen » (caisses fraternelles).

Celles-ci établissent nettement la séparation des caisses en caisses de maladie et caisses de pensions ; tous les ouvriers sans exception sont affiliés aux premières, seuls, les ouvriers stables participent aux secondes.

Pour ces dernières, le tarif des cotisations varie avec l'âge des membres à l'époque de leur admission. Sur cette base le statut-type a établi six classes de pensionnés dont la retraite va de 100 à 200 florins.

1. Lois des 28 décembre 1887 et 30 mars 1888.

Moyennant une rétribution supplémentaire, l'ouvrier assure, à son décès, une pension à sa veuve ou à ses orphelins, pour la première, la pension — qui court jusqu'à la mort ou au remariage de la bénéficiaire — est égale au $\frac{1}{3}$ de la pension du mari ; pour les seconds, la pension, acquise jusqu'à l'âge de 14 ans, est égale au $\frac{1}{6}$ ou au $\frac{1}{3}$ de cette même pension, suivant que leur mère est ou non vivante.

L'Autriche comptait en 1900, 183 caisses de pensions réunissant un effectif de 160.732 membres.

Le chiffre des recettes s'est élevé à 12.228.450 couronnes. Les dépenses ont atteint 6.932.549 couronnes.

Le taux moyen des pensions est de 224 couronnes.

L'excédent des recettes soit : 5.295.901 couronnes est allé grossir le fond de réserves qui s'est trouvé ainsi élevé à 76.545.937 couronnes.

Chapitre IV

RUSSIE

La législation sociale de la Russie est encore des plus rudimentaire, aussi ne faut-il pas s'étonner si les mesures de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs sont loin d'avoir atteint le développement qu'elles ont pris dans des pays plus avancés.

Voici en quelques mots l'état actuel de la législation russe :

Jusqu'en 1861, année où fut signé le fameux ukase de libération, les ouvriers étaient attachés aux mines et aux usines sidérurgiques en qualité de serfs. En vertu du principe de la corvée obligatoire, l'État les employait dans ses mines ou les octroyait gratuitement à des particuliers à la seule condition que leur position soit au moins égale à celle des ouvriers employés dans les mines et usines domaniales.

Les particuliers propriétaires de serfs devaient, en cas d'accident ou de maladie, les soigner gratuitement dans des hôpitaux à ce destinés.

Actuellement, les exploitants ne sont pas tenus de

créer des caisses de prévoyance en faveur de leurs ouvriers, mais ils y sont autorisés par les dispositions suivantes de la loi :

« Pour affermir les liens entre les mines et les usines et la population ouvrière et pour encourager cette dernière au travail des mines et de la métallurgie, il est permis aux particuliers d'établir des associations ouvrières ayant pour but de secourir les ouvriers malades ou nécessiteux, d'assister les vieillards, de protéger les veuves et les orphelins, de propager la morale parmi les ouvriers, de trancher les différends relatifs au travail et de prendre toutes les mesures utiles au bien-être des ouvriers.

L'établissement des associations est laissé à l'accord réciproque des ouvriers et des propriétaires qui doivent prendre pour base les règles des associations des mines domaniales. Les présidents des Conseils d'administration des dites associations doivent être désignés par les propriétaires.

Si, pour une cause quelconque, il ne se fonde pas d'associations, les hôpitaux des mines et usines qui existaient avant l'affranchissement des serfs seront conservés et le propriétaire aura le droit de prélever une certaine rétribution pour l'entretien et le traitement des malades.

Les ouvriers des mines et usines blessés dans leur travail doivent être soignés par les propriétaire jusqu'à complète guérison. »

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE I

LES CAISSES DE RETRAITE ANTÉRIEURES A LA LOI DU 24 JUIN 1894.

Lors du dépôt des différentes propositions de loi dont nous parlerons ci-après et qui devaient aboutir à la loi du 29 juin 1894, les exploitants et concessionnaires de mines crurent de leur devoir de faire connaître au Gouvernement et au Parlement les observations que ces propositions leur paraissaient comporter, tant au point de vue des principes qu'au point de vue de la pratique (1).

Nous n'insisterons pas sur les objections théoriques

1. Ces observations furent réunies en une brochure intitulée : « Observations présentées au nom des concessionnaires et exploitants des mines diverses de la Loire, du Nord, du Pas-de-Calais..., au sujet des propositions de loi de MM. Reyneau, Waldeck-Rousseau, Émile Brousse, Marius Chavanne et autres membres de la Chambre des Députés, concernant les caisses de secours et de retraite des ouvriers mineurs. » Imp. Chaix, 1883.

basées sur le principe—d'ailleurs fort sujet à controverse — que la propriété des mines jouit de tous les privilèges de la propriété privée ordinaire et que le droit d'intervention de l'État limité à la partie technique ne saurait, en aucun cas—étant exceptionnel, partant de stricte interprétation — être étendu aux rapports existant entre les exploitants et leurs ouvriers.

Au point de vue pratique, les réclamants faisaient ressortir que l'intervention du législateur était inutile en l'espèce puisque les mineurs se trouvaient déjà, du fait de l'initiative de leurs employeurs, pourvus des institutions de prévoyance que la loi éventuelle avait pour but d'organiser.

La suppression de ces institutions et leur remplacement par des organismes nouveaux seraient « contraires à la liberté des conventions, aux principes généraux de la législation du pays, autant qu'aux droits que les concessionnaires tiennent de leur contrat. » Enfin le mémoire déclarait que le système existant était, à tous égards, préférable à une organisation nouvelle qui « n'améliorerait certainement pas les conditions morales et matérielles de l'ouvrier, l'isolerait de ses chefs, aboutirait à des conséquences contraires à ses véritables intérêts » et n'aurait pour effet que de « détruire dans ses bases un système d'assistance fondé depuis l'origine des exploitations, développé avec le temps et satisfaisant à tous les

besoins de la grande famille ouvrière des mines(1). »

Tel était le séduisant tableau que l'optimisme — bien naturel — des exploitants traçait de la situation des ouvriers mineurs au point de vue de la prévoyance; l'examen de cette situation que nous allons faire très rapidement ne nous conduira peut-être pas à d'aussi riantes conclusions.

DÉPARTEMENT DU NORD

Pensions de retraite organisées par la Compagnie des mines d'Anzin.

La Compagnie des mines d'Anzin, l'une des plus importantes compagnies minières de France, possède dans le département du Nord six concessions dont la superficie totale est de 21.779 hectares, et qui ont occupé en 1903, 12.700 ouvriers à la production de 2.940.000 tonnes de houille.

A la date du 10 décembre 1886, le conseil de régie des mines d'Anzin a adopté un nouveau règlement sur les pensions des ouvriers; règlement qui peut se résumer comme suit :

La Compagnie s'engage à verser à la Caisse nationale des Retraites pour la vieillesse au nom de tout ouvrier qui effectuera un versement égal une somme

1. *Op. cit.*, p. 23.

représentant 1.50 0/0 du salaire de l'ouvrier. Les deux versements seront inscrits sur un livret individuel.

L'âge de l'entrée en jouissance est fixé à 50 ans.

Les versements effectués par la Compagnie sont à capital aliéné ; pour ceux qu'il effectue lui-même, l'ouvrier a le choix entre le capital aliéné ou réservé.

Les versements de la Compagnie cesseront dès que l'ouvrier aura atteint l'âge de 50 ans ; le titulaire du livret pourra à son choix différer l'époque de la jouissance de sa pension en continuant ou en cessant ses versements personnels.

Pour tout ouvrier du fond qui, après deux ans au moins de services à la Compagnie, retournera au fond à son retour du service militaire, la Compagnie versera par fractions, tant que cet ouvrier restera au fond et pendant un délai égal à la durée de sa présence effective sous les drapeaux, une somme représentant les versements qu'elle aurait fait à son profit, s'il avait continué son travail sans interruption et s'il avait gagné durant cette période les mêmes salaires que pendant l'année qui a précédé son départ.

Pour tout ouvrier malade ou blessé, la Compagnie versera jusqu'à ce qu'il puisse reprendre son travail une somme égale à 1.50 0/0 du salaire qu'il gagnait lorsqu'il a cessé de travailler, à la condition toutefois que cet ouvrier fasse partie d'une société de

secours mutuels et que la dite société effectue pour lui des versements égaux. Si l'interruption du travail dure plus d'un an, les versements de la Compagnie seront suspendus à moins d'une décision spéciale de la Régie.

Le règlement n'aura pas d'effet rétroactif au cas où à l'époque de la liquidation, il donnerait aux ouvriers des avantages inférieurs à ceux qui résulteraient de l'ancien règlement.

En outre des pensions dont il vient d'être parlé, la Compagnie se réserve d'accorder à ceux de ses ouvriers qui auront effectué des versements à la Caisse nationale des Retraites, ce qu'elle appelle une « majoration pour longs services » calculée comme suit :

Lorsque l'ouvrier remplira la double condition d'avoir 35 ans d'âge et dix ans de service ininterrompus à la Compagnie, il sera tenu un compte spécial de ses nouvelles années de travail dont le total ne pourra excéder quinze.

A chacune de ces années correspondra un supplément de 3 francs pour les ouvriers du fond et assimilés (machinistes du fond et moulineurs, mécaniciens et chauffeurs de chemins de fer) et de 1 fr. 50 pour les ouvriers du jour.

Pour les ouvriers mariés et vivant avec leurs femmes, la majoration sera doublée.

Sur ces bases, la Compagnie d'Anzin a établi sept tarifs de pension applicables :

Tarif n° 1 : aux ouvriers du fonds mis à la retraite à cause de leur âge ou de leurs infirmités, et qui comprend : 1° la rente liquidée par la Caisse nationale des Retraites, 2° la majoration pour longs services, calculée comme il a été dit plus haut, c'est-à-dire avec maximum de 45 francs pour l'ouvrier célibataire et de 90 pour l'ouvrier marié vivant avec sa femme ;

Tarif n° 2 : aux ouvriers du jour, mis à la retraite à cause de leur âge ou de leurs infirmités et qui comprend les mêmes allocations que le précédent, sauf les différences provenant du taux de la majoration dont le maximum est ici de 22 fr. 50 pour l'ouvrier célibataire et de 45 francs pour l'ouvrier marié vivant avec sa femme ;

Tarif n° 3 : aux ouvriers du fond ne pouvant plus travailler par suite de blessures graves ou d'infirmités prématurées contractées en travaillant. La pension de cette catégorie d'ouvriers comprend les allocations du tarif n° 1 majorées d'un supplément à fournir par la Compagnie et limité par cette double condition que le maximum de l'allocation soit de 180 francs par an et que le total de la pension n'exécède pas 400 francs (sans distinction entre les ouvriers célibataires et mariés) ;

Tarif n° 4 : aux ouvriers du jour se trouvant dans la même situation que les précédents. La pension

comprend les allocations du tarif n° 2 majorées dans les mêmes conditions qu'au tarif n° 3, sauf que le maximum de la majoration est de 150 francs et celui de la pension, de 320 francs ;

Tarif n° 5 : aux veuves d'ouvriers du fond et assimilés pensionnés ou ayant droit à la pension au moment de leur décès.

La pension comprend la part de rente viagère attribuée à la veuve par la Caisse nationale des Retraites, à l'âge fixé pour l'entrée en jouissance de cette rente, d'après les versements personnels de l'ouvrier pendant le mariage ; le montant de la prime maximum de 90 francs résultant des longs services du mari. En cas de mariages successifs, le total des primes cumulées ne pourra jamais dépasser 90 francs.

Si la veuve est âgée de plus de 40 ans, la prime pour longs services sera majorée, soit à titre provisoire, soit à titre définitif, de façon que la pension totale ne soit pas inférieure à 70 francs.

Tarif n° 5 : aux veuves d'ouvriers du jour pensionnés ou ayant droit à la pension au moment de leur décès. La pension est établie conformément au tarif n° 5 sauf les différences énoncées aux tarifs 1 et 2 entre les ouvriers du fond et ceux du jour.

Tarif n° 7 : aux veuves d'ouvriers du fond ou du jour tués dans les travaux ou morts des suites de blessures reçues en travaillant avant d'avoir pu reprendre aucun travail. La première comprend : 1° la part

de rente viagère attribuée à la veuve par la Caisse nationale des Retraites ; 2° une allocation de 180 francs par an fournie par la Compagnie qui se réserve d'accorder, en outre, dans certains cas, un secours annuel renouvelable pouvant s'élever jusqu'au chiffre même de l'allocation viagère ; 3° le montant de la majoration pour longs services.

Pensions de retraite aux mines de Douchy (Nord).

La Compagnie donne des retraites à ses vieux employés et ouvriers, sans que ceux-ci aient à subir la moindre retenue sur leurs salaires.

Sont admis à la retraite tous les employés et ouvriers du fond ou assimilés ayant atteint l'âge de 60 ans et comptant au moins trente années de service ou reconnus incapables de travailler par suite de blessures reçues ou d'infirmités contractées au service de la Compagnie.

La pension est fixée pour les employés (portions inclus) au $1/100$ du traitement annuel multiplié par le nombre des années de service.

Les veuves touchent les $2/5$ ou le $1/3$ de la pension dont jouissait le mari, ou de celle à laquelle il aurait eu droit, suivant qu'elles sont âgées de plus de 60 ans ou de 50 à 60 ans.

La pension des lampistes du fond et bouteux

varie de 300 à 360 francs, suivant leurs états de services.

La pension des ouvriers du fond ou assimilés est de 120, 144, 180 ou 240 francs suivant leurs états de services.

Leurs veuves reçoivent des pensions variant entre 60 et 150 francs, les orphelins 60 francs et les orphelines 36 francs jusqu'à l'âge de 12 ans. En cas de remariage les veuves reçoivent une somme équivalente à dix-huit mois de pension à titre de liquidation.

Les ouvriers retraités, leurs veuves et leurs orphelins continuent à jouir des avantages de logement, de chauffage et de secours médicaux donnés par la Compagnie aux ouvriers actifs.

L'ouvrier admis à la retraite devient « escailleur » c'est-à-dire qu'il est occupé dans les carreaux des fosses au mesurage et à l'épierrage des charbons d'escaillage délivrés gratuitement par la Compagnie, à tous ses ouvriers, aux pompiers et aux bureaux de bienfaisance des communes voisines. Les preneurs sont tenus de payer, pour ce travail de mesurage et d'épierrage, une somme de 5, 10 ou 15 centimes par hectolitre selon la catégorie à laquelle ils appartiennent.

Ces sommes sont partagées à la fin de chaque quinzaine entre tous les travailleurs, en parties égales. Le montant de la part : « la boîte » s'élève à une dizaine de francs par mois.

Enfin tout ouvrier du fond, en activité, qui a vingt-quatre ans au moins de services consécutifs, reçoit de Compagnie, à titre de gratification, une journée supplémentaire de 3 fr. 50 à 4 francs (selon sa classe) par quinzaine, ce qui constitue une sorte d'anticipation de pension.

Nous avons donné quelques détails sur le fonctionnement des caisses de retraite afférent à deux compagnies houillères du département du Nord, nous allons maintenant examiner dans leurs grandes lignes et dans le seul but d'en faire ressortir les divergences et les analogies, les mêmes institutions des autres compagnies de ce département.

La Compagnie de Thivencelles et Fresnes-Midi n'a pas de caisse de retraite, elle accorde à ses anciens ouvriers des pensions dont le taux minimum est fixé de la manière suivante :

Chaque année passée par l'ouvrier au service de la Compagnie produira pour la pension mensuelle :

De 12 à 18 ans. . . . 0 fr. 33

De 18 à 50 ans. . . . 0 fr. 66

Après 60 ans . . . , 0 fr. 33

Le chiffre de la pension mensuelle ainsi obtenue peut être augmenté suivant la valeur des services rendus par l'ouvrier, les blessures qu'il a reçues, les actes de courage et de dévouement qu'il a accomplis.

La Compagnie de *Fresnes-Midi* fait ainsi face, sans

participation des ouvriers, aux frais qu'entraînent les mesures de prévoyance. La Compagnie de Douchy use d'un système mixte qui consiste à subvenir seule — nous l'avons vu — aux frais de la Caisse de retraite et à laisser aux ouvriers seuls le soin de subvenir aux charges de la caisse de secours.

Quant aux autres sociétés exploitantes du département du Nord, elles alimentent leurs institutions de prévoyance.

1° Par une retenue de 3 0/0 sur les salaires ;

2° Par une allocation de 1 0/0 sur les mêmes salaires, faite par la Compagnie ;

3° Par divers produits accessoires : amendes, intérêts du fonds de réserves, dons....

La Compagnie d'Aniche accorde à tout ouvrier à qui une blessure grave interdit tout travail une pension de retraite fixe de 120 à 480 francs, selon l'âge, et le temps passé au service de la Compagnie. La même pension est accordée aux vieux ouvriers reconnus incapables de tout travail, à condition qu'ils soient restés quinze ans au moins au service de la Compagnie.

La veuve d'un ouvrier retraité reçoit une pension variant entre 72 et 180 francs ; la veuve de l'ouvrier tué reçoit 360 francs et chaque enfant 36 francs.

Ces pensions peuvent être supprimées ou réduites pour des motifs graves dont le Conseil d'administration de la Compagnie est seul juge.

Les mêmes règles, avec une légère différence de tarif, sont appliquées par les Compagnies d'Azincourt et de l'Escarpelle. A la Compagnie de Nœux-Vicoigne, le service est combiné de façon à ce que les ouvriers puissent bénéficier du temps passé dans l'une ou l'autre de ces deux concessions. La pension varie entre 180 et 300 francs.

DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Comme leur huit voisines du département du Nord, les dix-huit Compagnies houillères du Pas-de-Calais possèdent des Caisses de prévoyance. Deux de ces dix-huit caisses (Lens et Courrières) ne sont alimentées que par des retenues sur les salaires des ouvriers ; une (Bruay) est entièrement à la charge de l'exploitant ; les autres tirent leurs ressources d'une retenue de 3 0/0 sur les salaires, d'une subvention de 1 0/0 accordée par les Compagnies et de diverses recettes accessoires.

Nous donnerons quelques détails sur les pensions accordées par les Caisses de Liévin et de Courrières.

La Caisse de Liévin (Règlement du 9 avril 1890) est alimentée :

- 1° Par une retenue de 3 0/0 sur les salaires ;
- 2° Par un don de la société égal à 1 0/0 de ces mêmes salaires ;

3° Par le produit des amendes ;

4° Par l'intérêt payé par la société des fonds de la Caisse ;

5° Par les dons.

La Commission administrative de la Caisse comprend, sous la présidence de l'Ingénieur-Directeur, deux agents de la société désignés par elle et trois ouvriers par siège d'extraction.

Des pensions sont accordées aux ouvriers reconnus impropres au travail, à condition qu'ils comptent au moins quinze ans de service à la Compagnie. Le taux varie de 360 à 720 francs. Les veuves des pensionnés ont droit au $\frac{1}{3}$ de la pension de leurs maris.

Les ouvriers incurables ou âgés, n'ayant pas droit à une pension de retraite, reçoivent, s'ils ont au moins cinq ans de service à la Compagnie, un secours temporaire établi sur les bases suivantes :

Années de service	Secours
—	—
5 à 10.	192 fr.
10 à 15.	240 fr.

Les orphelins d'ouvriers tués ou de pensionnés reçoivent jusqu'à l'âge de 13 ans un secours qui est fixé à 96 francs pour les garçons et à 72 francs pour les filles.

La Caisse de Courrières (Règlement du 1^{er} jan-

vier 1872) est alimentée, nous l'avons vu, uniquement par une retenue opérée sur les salaires et qui varie, selon le taux de ces derniers, entre 1 fr. 50 et 0 fr. 50 par quinzaine.

Des pensions sont accordées aux ouvriers incapables de travailler par suite de blessures, aux veuves des ouvriers tués, à leurs orphelins, père et mère, et aux ouvriers à qui leur âge interdit tout travail, à condition qu'ils soient restés quinze ans au moins au service de la compagnie.

De plus, des secours temporaires dont le taux varie selon le sexe des bénéficiaires entre 0 fr. 40 et 0 fr. 50 sont alloués aux orphelins, frères et sœurs des ouvriers tués.

Les pensions d'invalidité varient entre 180 et 360 fr. selon le salaire du pensionné ; les pensions de veuves sont fixées à 192 francs.

La gérance de la caisse appartient à une commission présidée par le directeur de la Compagnie et qui compte 18 membres élus pour un an.

Voici quelques chiffres relatifs aux diverses Compagnies houillères du Pas-de-Calais autres que Liévin et Courrières.

LENS

Années de services	Pensions
—	—
10 à 15.	365 fr.
15 à 20.	455 fr.
20 à 25.	631 fr.
25 et plus.	720 fr.

FERFAY (Règlement du 1^{er} décembre 1875).

Durée minimum de services : 15 ans.

Pensions de 120 à 360 francs.

MARLES

Durée minimum de services : 15 ans.

Pensions de 144 à 288 francs.

BRUAY (Règlement du 1^{er} octobre 1891).

Entièrement à la charge de la Compagnie.

Durée minimum de services : 15 ans.

Age minimum : 50 ans.

Pension : 288 francs.

DROCOURT (Règlement de 1881).

Durée minimum de services : 15 ans.

Pensions de 240 à 360 francs.

CARVIN (Règlement du 4 septembre 1890).

Durée minimum de services : 15 ans.

Pensions : 200, 260 et 360 francs.

BÉTHUNE (Règlement du 1^{er} juillet 1894).

Durée minimum de services : 10 ans.

Pensions de 360 à 790 francs.

DÉPARTEMENT DE LA LOIRE

Caisses de retraites des Compagnies houillères de la Loire.

Le bassin houiller de la Loire, le plus important de France après celui de Valenciennes, comprend 72 concessions de mines de combustibles minéraux. On sait que, réunies autrefois entre les mains d'une seule société exploitante (1), les quatre grandes Compagnies

1 Voici en quelques mots, l'histoire des mines de la Loire. En 1837, les 65 concessionnaires se réunirent pour former trois grandes Compagnies qui fusionnèrent à leur tour en 1844 et 1845 ; ému à juste titre de cette centralisation et craignant que son extension ne dégénérât en monopole, le gouvernement rendit deux décrets, le premier, en date du 23 octobre 1852, interdit la réunion non autorisée de concessions de même nature, le second, en date du 17 octobre 1854, fractionna les mines de la Loire en quatre groupes. 1^o Compagnie des houillères de Saint-Étienne, 2^o de Montrambert, 3^o de Rive-de-Gier, 4^o de la Loire.

gnies de Saint-Étienne, de la Loire, de Montrambert et de la Béraudière ont aujourd'hui une existence autonome ; mais, lors du démembrement de la Compagnie unique elles ont stipulé qu'elles resteraient solidarisées pour tout ce qui concerne les mesures de prévoyance en faveur des ouvriers invalides ou des veuves et orphelins des ouvriers morts dans l'exercice de leur travail. Tout ouvrier passant d'une de ces Compagnies à une autre conserve l'intégralité de ses droits et il a été, dans ce but, créé un fonds de réserve alimenté à frais communs qui devait, en outre, servir des pensions non plus seulement d'invalidité, mais aussi de vieillesse.

Des délégués ouvriers participent à l'administration de cette caisse qui sert les pensions ci-après :

Pour les ouvriers infirmes, 365 francs par an, pour les veuves, 219 francs, pour les enfants des ouvriers infirmes ou orphelins et les enfants des ouvriers morts par accident, 91 fr. 25

Pour les ouvriers âgés de plus de 55 ans ayant trente ans de service effectif, dans les exploitations diverses des grandes Compagnies solidarisées, le minimum assuré est de 300 francs par an, cette pension augmentant de 25 francs par année de travail supplémentaire, au delà de trente ans.

Cette caisse est alimentée par un prélèvement sur le salaire des ouvriers (3 0.0, y compris les caisses de secours) et par un versement égal opéré par

les Compagnies, versement majoré d'un quart, en vue d'alimenter un fonds de garantie auquel sont réservés tous les dons et legs.

Plus tard, les autres Compagnies houillères de la Loire se sont unies à ce mouvement et se sont solidarisées en vue de former une caisse unique sous le nom de « Caisse centrale ». L'administration de cette caisse est confiée à un Conseil composé par moitié d'ouvriers élus par leurs camarades et de délégués des exploitants choisis parmi les directeurs, administrateurs et employés supérieurs.

L'engagement de chaque Compagnie est pris pour vingt ans et subsiste même en cas d'épuisement de la mine ; en cas de liquidation ou de déconfiture d'une des Compagnies pendant cette période, le déficit, s'il y en a un, est supporté par les autres.

Ces conditions sont en vigueur depuis 1868, et servent de base à la liquidation imposée par la loi du 29 juin 1894.

Cette situation a subi un changement partiel dont il y a lieu de faire état. Depuis 1883, la Compagnie de Montrambert a cessé de prélever aucune retenue sur le salaire de ses ouvriers ; elle alimente seule les caisses de secours et de retraites ; de plus, elle a inséré en 1890, dans son règlement, que les pensions seraient majorées comme suit :

Blessés atteint d'invalidité permanente, 547 fr. 50 au lieu de 300 francs.

Veuves des ouvriers morts de leurs blessures, 273 fr. 75 au lieu de 180 francs.

Les ouvriers du fond ayant 55 ans d'âge et trente ans de service dont vingt au moins au fond reçoivent une pension de 547 fr. 50 au lieu de 300 francs ; les ouvriers du jour ou ceux qui ont moins de vingt ans de fond reçoivent 456 fr. 25 ; le tout indépendamment de la majoration de 25 francs par année de service supplémentaire, réservée aux ouvriers encore attachés à la Compagnie de Montrambert à la date fixée pour la retraite.

Les veuves reçoivent la moitié des pensions allouées à leurs maris ; de plus, il est servi aux ouvriers infirmes, âgés de 50 ans et ayant vingt-cinq ans de service, une pension établie sur les mêmes bases mais diminuée de 25 francs par an, pour chaque année en-dessous de 55 ans.

Ces conditions sont réservées aux ouvriers qui n'ont eu avec la Compagnie aucune difficulté juridique, les autres ne bénéficiant que des pensions prévues par les statuts antérieurs.

Dans le dernier article de son règlement de 1890, la Compagnie de Montrambert déclare « qu'il devra prendre fin au moment de l'application de la loi projetée sur les caisses de secours et de retraite. »

DÉPARTEMENT DU GARD

Le département du Gard renferme 58 concessions de mines de combustibles minéraux qui ont occupé, en 1903, 8.410 ouvriers à la production de 1.909.000 tonnes de charbon.

Avant 1894, la plupart des Compagnies possédaient des caisses de secours, mais il en était peu qui fussent dotées de caisses de retraite ; les deux principales, cependant, Bessèges et la Grand'Combe avaient établi en faveur de leurs ouvriers des institutions de ce genre.

Compagnie de la Grand'Combe

Le service des retraites y est assuré par un système mixte fonctionnant de la manière suivante : Tous les ouvriers et employés sont *obligatoirement* affiliés à la *caisse de secours*, qui, outre les charges ordinaires de ces sortes de caisses, assure des pensions de retraite à tout ouvrier ayant au moins 55 ans d'âge, vingt années de service consécutif et dont la somme des années d'âge et de travail égale 80. Le taux de la pension varie de 120 à 150 francs.

La caisse de secours est alimentée : 1° par une retenue de 3 0/0 sur les salaires ; 2° par les amendes ; 3° par les intérêts à 3 0/0 des fonds de ré-

serve, servis par la Compagnie ; 4^e par les dons de la Compagnie.

A côté de cette caisse de secours fonctionne une *caisse des retraites, facultative* celle-ci, alimentée par une retenue de 10/0 sur les salaires et une allocation accordée par la compagnie, pendant une période de quinze ans (1870-1885), et qui s'élève à 10/0 des bénéfices.

La gestion de la caisse est confiée à un comité composé d'employés et d'ouvriers que préside le directeur de la Compagnie.

Ont droit à une retraite les déposants justifiant de 55 ans d'âge et de vingt à vingt-cinq ans de service à la Compagnie. (Il faut que la somme des années d'âge et de service atteigne 80).

Le taux de la pension est établi d'après le tarif de la Caisse nationale de Retraite pour la vieillesse (Lois de 1850-1886), les versements étant faits à capital aliéné. De plus, la Compagnie s'engage à doubler la rente ainsi obtenue, pendant la période de quinze ans précitée.

La moyenne des retraites obtenues par les ouvriers participant à la fois à la caisse de secours et à la caisse de retraite est de 680 francs.

Compagnie de Bessèges

La Compagnie des houillères de Bessèges possède une caisse de retraite qui n'a de commun avec sa

caisse de secours que le Conseil d'administration.

Alimentée par une retenue de 1 0/0 sur les salaires et une allocation égale de l'exploitant, elle assure à tout invalide ou à tout ouvrier ayant au moins 55 ans d'âge et trente ans de service une pension de 600 francs réversible par moitié sur la tête de la veuve non remariée et des orphelins jusqu'à 14 ans.

Notons en passant que la caisse de retraite de la Compagnie de Bessèges est une des rares dont le règlement ne comporte pas la draconienne « clause de déchéance ».

DÉPARTEMENT DE SAÔNE-ET-LOIRE

Le département de Saône-et-Loire renferme 24 concessions de mines de houille qui ont occupé en 1903, 6.000 ouvriers et produit 1.800.000 tonnes de combustibles.

La plupart de ces concessions sont entre les mains soit de MM. Schneider et C^{ie}, soit de la Compagnie des mines de Blanzv.

La première de ces sociétés (Creusot, Montchanin et Longpendu) où la caisse de retraite est organisée depuis 1877, assume seule et sans participation des ouvriers la charge de son service. Elle verse pour cela, annuellement, à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, au nom de tout ouvrier âgé de 25 ans au moins et comptant trois ans de service à la

Compagnie, une somme équivalant à 3 0/0 du salaire si l'ouvrier est marié et à 2 0/0 dans le cas contraire.

La Société de Blanzÿ possède une caisse de retraite organisée par le règlement du 1^{er} janvier 1854, modifié par celui du 1^{er} janvier 1882. La Compagnie en fait seule les frais et verse à tout ouvrier justifiant de 55 ans d'âge et de trente ans de service une retraite variant entre 450 et 600 francs.

AUTRES DÉPARTEMENTS

Dans les départements autres que ceux dont nous venons de parler et dont l'importance est capitale puisqu'ils fournissent à eux seuls environ 85 0/0 de la production française, des institutions de prévoyance ont été également organisées.

C'est ainsi que dans le département de la *Nièvre*, la concession de Decize, appartenant à MM. Schneider et C^{ie}, est dotée d'une organisation analogue à celle que nous avons vue appliquée aux mines du Creusot.

Dans l'*Allier*, la Compagnie de Commentry-Fourchambault fournit des retraites de vieillesse variant entre 180 et 140 francs.

Dans l'*Aveyron* et dans le *Tarn*, les caisses sont organisées sous la forme mutualiste et alimentées par un prélèvement sur les salaires, sans aucune participation des exploitants.

Enfin, dans un certain nombre (16) d'exploitations à personnel restreint, des bassins houillers secondaires (*Cantal, Haute-Saône, Ardèche* (1)...) les exploitants assurent leurs ouvriers par l'intermédiaire de Compagnies d'assurances à qui elles versent les retenues prélevées sur les salaires et leurs propres cotisations.

CHAPITRE II

CRITIQUE DES CAISSES DE RETRAITES ANTÉRIEURES A LA LOI DE 1894

Les chiffres que nous avons cités suffisent à donner une idée générale de la situation des caisses de retraite antérieures à la loi de 1894. A première vue, cette situation paraît assez satisfaisante et l'on pourrait peut-être s'étonner — ce fut d'ailleurs la principale objection des exploitants — que le législateur ait cru devoir intervenir en une matière où l'initiative privée s'était aussi largement exercée.

Il nous suffira de relever quelques-unes des critiques adressées à ce système pour montrer à quels aléas et à quels risques il laissait place, aléas et risques qu'il était du devoir du législateur de conjurer, puisque leur répercussion atteignait cette chose sacrée entre toutes : la vieillesse du travailleur.

1. Ces départements renferment respectivement : 6, 7 et 8 concessions de mines de combustibles,

Nombre insuffisant des caisses. — Tout d'abord, il faut bien reconnaître qu'en dépit des louables efforts des exploitants, les caisses de retraites, particulièrement de retraites d'âge, n'étaient pas assez répandues.

Il résulte du lumineux rapport établi par M. l'Ingénieur en chef Keller (*Annales des mines*, 8^e série, tome V, p. 391, ssq.) que 98 0/0 des ouvriers employés dans les houillères françaises participaient dès 1882 à des institutions de prévoyance. Mais, au point de vue particulier qui nous occupe, il ne faudrait faire état qu'avec la plus extrême prudence de ce chiffre rassurant. Si, en effet, il était pleinement applicable aux secours entendus stricto sensu, c'est-à-dire aux subventions payées jusqu'à son rétablissement à l'ouvrier malade ou blessé et aux différents avantages : médicaments, écoles, frais funéraires..... à lui accordés, il n'en est malheureusement pas de même au point de vue des retraites. La multiplicité des institutions et la variété des formes par elles adoptées, n'ont pas permis, lors de l'enquête dont le rapport précité a fourni le compte rendu, de distinguer nettement la part des retraites dans le montant global des secours distribués ; malgré ce défaut de précision, il est indéniable, et M. Keller n'a pas manqué de le constater, qu'avant la loi de 1894, trop peu d'exploitants avaient songé à constituer des retraites d'âge. Les caisses faisaient le plus souvent défaut et,

quand elles existaient, la vieillesse des assurés n'en restait pas moins aléatoire et précaire par le fait des vices d'organisation que nous allons examiner rapidement.

Diversité des règlements. — Un premier défaut résultait de l'excessive diversité des règlements, diversité qui s'applique aussi bien aux recettes des caisses qu'à leurs dépenses. C'est ainsi qu'on rencontrait des caisses alimentées conjointement par les ouvriers et les patrons, d'autres auxquelles ne participaient que les premiers ou les seconds ; ici, les caisses de retraites étaient confondues avec celles de secours, là elles en étaient distinctes, ailleurs enfin, le service était confié à des Compagnies d'assurances ; la retenue imposée aux ouvriers était tantôt fixe, tantôt proportionnelle au salaire ; le taux de la retraite variait également dans des proportions considérables.

Ce manque d'homogénéité et cette variété de formes rendaient tout contrôle impossible et s'il avait été fait droit à la demande de certains parlementaires qui, lors de la discussion de la loi, déclaraient qu'il valait mieux conserver le système existant en donnant à l'État un simple droit de surveillance, on se serait heurté, à raison même de cette variété, à des difficultés d'application telles qu'on n'aurait pu y remédier qu'en édictant un statut-type obligatoire

pour toutes les caisses, ce qui, il faut l'avouer, aurait étrangement ressemblé à une loi.

Sujétion des caisses vis-à-vis de l'exploitant. —

Un autre reproche que l'on a fait — et avec juste raison — aux caisses organisées par les Compagnies, vise l'état de dépendance dans lequel elles se trouvaient vis-à-vis de l'exploitant.

Les ressources des caisses, en effet, sauf quelques cas trop rares où la retraite était constituée au moyen du livret individuel (1), étaient versées à la Compagnie avec l'actif de laquelle elles se confondaient. Elles étaient donc intimement liées au sort de cet actif: si les affaires étaient prospères, la situation de la caisse était assurée, mais si — et les exemples connus des faillites des Compagnies de Terrenoire et de Bessèges en sont de tristes illustrations — l'exploitation venait à péricliter et à sombrer, l'épargne du malheureux ouvrier la suivait dans sa chute et tel qui croyait s'être assuré le pain de ses vieux jours, se trouvait tout à coup réduit à la mendicité du fait de l'impéritie de l'exploitant ou de la mauvaise fortune de l'entreprise.

Encore cela aurait-il pu s'expliquer chez les Compagnies qui faisaient seules les frais du service de la

1. Les ouvriers qui avaient cette bonne fortune étaient au nombre de 20.649, représentant 16 0/0 de l'effectif total.

prévoyance (1) car, ici, l'ouvrier ne subissait aucune perte réelle, il lui manquait tout à coup, il est vrai, un espoir depuis si longtemps caressé qu'il devenait une quasi-certitude, mais du moins ce n'était là qu'un manque à gagner et jamais « *lucrum cessans* » n'a été aussi dur à supporter que « *damnum emergens* ».

Mais il était un autre cas où le système confinait à la spoliation, c'était celui où l'ouvrier avait contribué de ses deniers à la formation de la caisse. Le versement était le plus souvent obligatoire, il aurait donc semblé corrélatif que la retraite fût garantie, mais comme les fonds de la caisse étaient confondus avec l'avoir de la Compagnie, si celle-ci venait à disparaître, l'épargne de l'ouvrier était emportée dans la tourmente et cela d'une manière d'autant plus irrévocable, qu'avant la loi de 1895, la jurisprudence refusait tout privilège aux fonds provenant de l'épargne ouvrière ; un jugement rendu le 22 mai 1890 par le tribunal correctionnel de Lyon est topique à cet égard.

A la merci des aléas commerciaux de l'entreprise, l'ouvrier se trouvait d'autre part à la discrétion pour ainsi dire absolue du Conseil d'administration de la caisse ; or, comment était composé ce Conseil ? Tan-

1. Ces caisses groupaient 28,869 ouvriers, soit 25 0/0 de l'effectif.

tôt il se confondait avec celui de la Compagnie, tantôt il en était distinct, mais le directeur en était, à peu près régulièrement, président et les membres étaient fort rarement ouvriers, même quand cela était, les ouvriers étaient choisis par la direction et l'on devine aisément les considérations qui devaient dicter son choix. Or ce Conseil d'administration qui était en fait dans les mains de l'exploitant avait un pouvoir considérable. C'est ainsi que le règlement des mines d'Aniche porte :

Art. 12 : Les pensions, même acquises et fixées, peuvent être réduites ou supprimées pour des motifs graves dont le Conseil d'administration est seul juge (1).

Le règlement des mines de *Nœux-Vicoigne* contient un article 9 ainsi rédigé :

« La Commission de la caisse de secours a et con-

1. Cet article a été reconnu illégal par la Cour de cassation qui, dans un arrêt du 18 juin 1872, adoptant les conclusions de la Cour de Douai, du 24 novembre précédent, déclarait que le Conseil d'administration d'une caisse de secours ne saurait constituer une sorte de Tribunal arbitral dispensé de tout contrôle; que le pouvoir de juger aussi bien que la compétence des juges étant d'ordre public, on ne saurait y déroger que sous les conditions prévues à l'article 1006 du Code de procédure civile exigeant que le compromis désigne nettement l'objet du litige, conditions auxquelles ne satisfait nullement l'article 12 précité. — Affaire Quicampoix-Vuillemain. *Dalloz* 1872.1.173.

En sens contraire, V. arrêt de la Cour de Douai, du 15 dé-

serve le droit de modifier le présent règlement et d'augmenter ou de diminuer le taux des secours et pensions selon la situation de la caisse. »

Le règlement des mines de *Courrières* dit dans son article 10 :

« La Commission conserve le droit de diminuer selon les circonstances le taux des pensions, si l'état de la caisse venait à l'exiger. »

A *Blanzv* « Toute retraite peut être suspendue ou supprimée par ordre du gérant, pour des motifs très graves dont il sera seul juge. »

A *Lens*, l'article 12 du règlement porte :

« En cas d'épidémies ou de malheurs imprévus qui menaceraient la caisse d'un prompt épuisement, le Conseil prendrait telles mesures qu'il jugerait convenables et réduirait, au besoin, les indemnités et ce, après avoir pris l'avis de M. l'agent-général. »

Aux mines de *Bruay*, l'article 9 est ainsi conçu :

« Les pensions de retraite sont desservies par une caisse spéciale alimentée par les fonds de la Compagnie et dont elle entend toujours rester entièrement maîtresse. »

cembre 1886, infirmant un jugement du Tribunal de Béthune, du 5 août précédent et donnant au Conseil d'administration de la caisse de secours des mines de Vendin-lez-Bethune, le droit de réduire de moitié les pensions acquises, pour cause d'insuffisance des ressources de la caisse. — Affaire Depretz contre Bureau.

La clause de déchéance. — Outre cette mainmise de fait que les Compagnies exerçaient sur les caisses de retraite, elles s'étaient de par ailleurs réservées un pouvoir pour le moins aussi exorbitant en insérant dans les statuts la trop fameuse « clause de déchéance », clause pour ainsi dire de style et qui se libellait généralement ainsi :

« Tout ouvrier quittant volontairement la Compagnie ou qui en est renvoyé perd tous droits à la retraite ».

On a dit grand bien de la stabilité du personnel, on a prétendu qu'elle était intimement liée à la prospérité de l'industrie et que sans elle nulle entreprise ne saurait exister ; nous n'en voulons pas disconvenir, mais nous estimons que c'est payer bien cher cette stabilité que de l'acheter au prix de l'aliénation de toute liberté : la clause de déchéance n'étant pas autre chose.

L'ouvrier, en effet, est tenu par les fonds qu'il a versés à la Compagnie en vue de s'assurer une retraite et il se trouve ainsi lié à l'entreprise par un lien qui n'est pas éloigné de ressembler à celui qui attachait autrefois le paysan à la terre seigneuriale. Cette transposition du servage dans la vie économique moderne ne laissait pas, on l'avouera, que d'être d'une intransigeance quelque peu médiévale.

De plus, la clause de déchéance donnait à l'exploitant un pouvoir considérable en lui laissant la faculté

de se libérer des frais de la retraite en congédiant l'ouvrier avant qu'il n'ait rempli les conditions d'âge ou de service nécessaires pour l'obtenir, pouvoir d'autant plus arbitraire que l'ouvrier perdait en même temps, tous les prélèvements opérés sur son salaire (1) ; nous ne voulons certes pas prétendre que les Compagnies aient abusé de cette liberté, mais quand on a le pouvoir de faire une chose on est bien facilement porté à croire qu'on en a le droit et ce n'est qu'au pays de la raison pure qu'on peut impunément mettre l'homme entre son intérêt et son devoir (2).

Mauvaise situation financière des Caisses. — Nous avons vu quels reproches théoriques pouvaient être

1. Il nous faut signaler ici, une très honorable exception : la Compagnie des mines de Béthune avait en effet inscrit dans son règlement l'article suivant :

« Si, pour des motifs sérieux qu'elle serait seule maîtresse d'apprécier, la Compagnie décidait le renvoi d'un ou plusieurs ouvriers, elle rembourserait à ces ouvriers la retenue de 1 1/2 0/0 sur les salaires versés à la caisse des retraites ; mais si l'ouvrier quitte la Compagnie de son plein gré, il perd tous droits à la retraite et au remboursement des retenues faites pour la caisse des retraites. »

2. La jurisprudence, d'ailleurs reconnaissait parfaitement le droit de renvoi entraînant suppression des pensions et perte des retenues. C'est ainsi que la Cour de Douai, dans un arrêt du 28 mai 1884, confirmant purement et simplement un jugement du Tribunal de Béthune du 18 février précé-

faits aux caisses de retraite dues à l'initiative privée ; au point de vue pratique elles étaient entachées d'un vice des plus graves, qui les aurait, sans nul doute, acculées, si le législateur n'y avait mis bon ordre, à des difficultés dont elles n'auraient pu triompher : ce

dent, déclare ; en ce qui concerne les pensions de retraite, des articles 6 et 7 du règlement (des mines d'Aniche), il résulte que, pour obtenir cette pension, il faut avoir travaillé au moins pendant quinze années consécutives aux mines de la Compagnie et de plus être par son âge ou ses infirmités impropre à tout travail.

Ainsi le droit, à la retraite étant subordonné à la coexistence de ces deux conditions, le défaut de l'une d'elles constitue contre une demande de pension une fin de non-recevoir insurmontable.

.... En donnant congé à Pierreux, sans lui faire connaître les motifs de son renvoi, Vuillemin n'a fait qu'user d'un droit strict, dont les responsabilités qui lui incombent ne lui permettent pas toujours de se départir.

Par ces motifs, déclare Pierreux mal fondé dans sa demande, l'en déboute et le condamne aux dépens.

(Affaire Pierreux c. Compagnie des mines d'Aniche).

Dans le même sens cf. jugement du tribunal civil de Saint-Étienne du 10 décembre 1888. Le sieur Besset, congédié par la Compagnie des mines de Montrambert, demandait le remboursement des sommes par lui versées, et subsidiairement que la Compagnie le reprît à son service pour lui permettre de remplir les conditions d'âge et de service nécessaires à l'obtention de sa pension.

Le tribunal rendit le jugement suivant : « Attendu, sur le premier chef, qu'en droit, la caisse centrale de retraites n'est pas tenue de rembourser les sommes au moyen desquelles

vice résultait de leur déplorable situation financière.

Remarquable exemple de ce qu'on a appelé « l'imprévoyance dans la prévoyance » elles ne possédaient, pour ainsi dire, pas de fonds de réserve, or, on sait de quelle importance est le rôle de ce fonds dans toute institution ayant pour but l'assurance sur la vie.

Sauf dans les dix compagnies qui avaient adopté le système du livret individuel avec versement à la Caisse nationale des Retraites, le déficit était par-tout.

Il résulte d'une enquête dont les résultats ont été publiés en 1898, par les soins de l'*Office du Travail* (1), que les fonds de réserve existant en 1892,

elle s'alimente. et qu'en fait, depuis un très long temps, les Compagnies font seules face à ces charges sans le concours des ouvriers ;

Sur le deuxième chef, que les principes de liberté absolue qui régissent les rapports des patrons et des ouvriers, s'opposent à ce qu'une Compagnie puisse être contrainte à occuper le demandeur pendant un temps quelconque ;

Attendu qu'il est sans doute regrettable que des retraites proportionnelles ne soient pas accordées aux ouvriers qui se trouvent dans les conditions du demandeur, mais que c'est là une lacune qu'il n'appartient pas à l'autorité judiciaire de combler, puisque les statuts font la loi des parties :

Déclare Besset mal fondé dans sa demande, l'en déboute et le condamne aux dépens.

(Affaire Besset c. Caisse centrale des retraites).

1. « Les caisses patronales des Établissements industriels ».

s'élevaient à la somme de 8.302.000 francs, alors que, calculés en supposant appliqué aux pensions le tarif de la Caisse nationale des Retraites, ils auraient dû atteindre la somme de 32.001.565 francs, une simple soustraction montre que le déficit était de 23.698.565 francs (1). Si l'on veut bien observer que ce déficit ne s'appliquait qu'aux fonds destinés à garantir les retraites acquises et que pour les retraites en cours d'acquisition il n'existait pas le moindre fond de réserve, on sera amené à reconnaître que la situation était loin d'être aussi brillante que le prétendait le généreux optimisme des exploitants et que les efforts très louables et très sincères qu'ils avaient faits dans le but de doter leur personnel d'institutions de prévoyance n'avaient guère abouti qu'à démontrer leur impuissance.

1. C'est ainsi que M. Dujardin-Beaumetz, représentant de la Société anonyme des mines de Carmaux, déclarait dans la déposition faite par lui devant la Commission chargée d'examiner les différents projets de loi en faveur des ouvriers mineurs, qu'aux mines de Carmaux le capital nécessaire à garantir les droits acquis s'élevait à la somme de 1.856.000 francs, tandis que la réserve n'était que de 178.000 francs, soit un déficit de 1.678.000 francs (*Ch. des dép.* Annexe à la séance du 1^{er} juin 1886, n° 777, p. 28).

QUATRIÈME PARTIE

PRÉPARATION ET VOTE DE LA LOI DU 29 JUIN 1894

CHAPITRE I

Précédents législatifs de la loi du 29 juin 1894.

Le vote et la discussion du texte qui devait devenir la loi de 1894, furent précédés et préparés par de nombreuses propositions de lois émanant des membres de la Chambre des députés et dont nous allons donner une rapide analyse.

11 décembre 1879. *Proposition de M. Nadaud et d'un certain nombre de ses collègues.*

Le projet demandait la création d'une caisse de retraite obligatoire pour tous les ouvriers de l'industrie et de l'agriculture. Il posait le principe de la cotisation tripartite de l'État, du patron et de l'ouvrier.

Prise en considération le 4 mai 1880 par 400 voix contre 3, la proposition fut renvoyée à la Commis-

sion d'assurance et de prévoyance sociales où elle donna lieu à un projet plus spécial émané de M. Brossard et relatif aux caisses centrales de secours et de pensions des ouvriers mineurs.

11 décembre 1880. *Proposition de M. Brossard.*

« Songeant à la vieillesse de ces vaillants pionniers de l'industrie » et voulant « leur faciliter les moyens de se procurer une pension pour la dernière partie de leur vie », M. Brossard, après avoir rappelé ce qu'avaient fait à cet égard les législations étrangères, demande la création de caisses centrales dans les districts miniers ; ces caisses jouiraient d'avantages analogues à ceux dont bénéficient les sociétés de secours mutuels ; elles seraient « alimentées surtout par les cotisations auxquelles consentiront l'ouvrier et le patron en vertu du contrat qui se forme librement entre eux ».

Le 14 novembre 1881, M. Nadaud déposa un rapport sur les deux propositions de loi dont il vient d'être parlé, concluant à l'adoption d'un « texte élaboré par MM. Maze et Guyot et accepté par la Commission le 1^{er} avril 1881 ».

Ce texte, écartant la proposition Brossard, n'avait pour objet que de réglementer le fonctionnement de la Caisse nationale des Retraites pour la vieillesse et de fixer le montant des allocations à accorder par l'État

tant aux sociétés de secours mutuels qu'à la dite caisse, à titre de bonification d'intérêts.

La législature prit fin avant que le projet ne vint en discussion.

21 novembre 1882. *Proposition de MM. Reyneau et Gilliot.*

Partant du principe que le législateur a le devoir d'intervenir dans les relations du capital et du travail « surtout lorsqu'il s'agit d'industries ayant pour origine une concession faite par l'État, régies par une législation où l'intervention de l'autorité publique expressément stipulée », les auteurs de la proposition demandaient que les Compagnies fussent tenues : 1° d'établir une caisse de secours en cas de maladie ou de blessure, 2° de faire ouvrir à chacun de leurs ouvriers un compte individuel à la caisse des assurances en cas d'accidents et de décès et à la Caisse nationale des Retraites.

L'âge de la retraite était fixé à 45 ans, la durée du service à vingt-cinq.

Ces différentes institutions étaient alimentées par un prélèvement sur les salaires, une quote-part égale de la Compagnie, une retenue de 10 0/0 sur les redevances, une retenue égale sur les sommes allouées aux propriétaires tréfonciers, les subventions de l'État, et les dons et legs.

La caisse était administrée dans chaque groupe

minier par une Commission composée pour deux tiers de délégués ouvriers et pour un tiers de délégués des Compagnies. Cette Commission décidait également du chiffre des pensions, de l'âge d'entrée en jouissance et du taux des versements à effectuer.

30 novembre 1882. *Proposition de M. Brousse et cinquante-deux de ses collègues.*

D'après ce projet, tout exploitant de mines devait constituer des caisses de secours et de retraites dont les statuts seraient soumis à l'approbation du ministre des Travaux Publics.

Les ressources de ces caisses étaient : 3 à 6 0/0 des salaires, 10 à 15 0/0 des dividendes distribués, des subventions de l'État, des dons et legs. Les caisses étaient solidarisées et centralisées par bassin minier avec transfert des retenues de caisse à caisse et de bassin à bassin.

Administrées par les ouvriers, ces caisses étaient facultatives pour eux.

30 novembre 1882. *Proposition de M. Waldeck-Rousseau et trente-deux de ses collègues.*

Déclarant dans son préambule que « les conditions particulières du travail si pénible et si dangereux imposé aux mineurs justifiaient une coopération plus large de l'État avec des ouvriers qui, dans un certain sens, peuvent être considérés comme tra-

vaillant pour lui, » le projet trouvait sa justification dans les articles 15, 16 et 20 du décret du 3 janvier 1813 et demandait la création d'une caisse de secours et d'une caisse de retraites. Ces caisses étaient facultatives et les ouvriers fixaient le montant de leur versement. La même cotisation était imposée aux concessionnaires, quant à l'État il était tenu de verser une allocation égale aux $\frac{3}{5}$ de l'une de ces cotisations, jusqu'à concurrence de 3 francs par mois. Le projet adoptait le système du livret individuel et de la retraite après vingt-cinq ans de services, sans condition d'âge.

13 mars 1883. *Proposition Chavanne et Girodet.*

Posant le principe que l'État a le devoir de « protéger la Société contre les abus, d'où qu'ils viennent » et le droit « de modifier les monopoles qu'il concède » les auteurs font de la création d'une caisse nationale de prévoyance et de retraites pour les ouvriers mineurs, une application de la théorie et de la « tutelle administrative. »

Le projet prévoyait l'institution d'une caisse centrale de prévoyance, alimentée par une retenue de 5 0/0 sur les salaires et une allocation égale des exploitants, de plus l'État abandonnait à cette caisse le produit des redevances sur les mines (1).

1. Ce qui correspond à une allocation de 4.832.947 francs. Chiffre de 1903.

L'assurance était obligatoire et réalisée par le livret individuel. Le taux de la retraite était fixé à 2 francs par jour après vingt-cinq ans de travail, sans condition d'âge.

Les quatre dernières propositions de lois qui précèdent furent renvoyées à une Commission qui, par l'organe de M. Mazon, prépara un projet en 23 articles (1) dont l'économie générale est la suivante :

Conformément à la thèse qui sera reprise à la Chambre des députés par M. Audiffred et combattue au Sénat par M. Cuvinot, M. Mazon fait dépendre la légitimité de l'intervention du législateur du caractère spécial de la propriété des mines. Celles-ci sont sous l'empire d'un droit exceptionnel plus rigoureux et plus étroit que celui qui s'impose aux autres industries. Conçédées gratuitement par l'État, elles n'appartiennent aux concessionnaires que sous la réserve de nombreuses restrictions relatives tant au côté technique qu'au côté économique de l'exploitation, ces dernières résultant des titres II et VII du décret-loi du 3 janvier 1813. On ne saurait contester que l'État a conservé sur les mines, au point de vue des rapports entre ouvriers et patrons un droit de surveillance et d'intervention, d'où résulte, pour le législateur, le pouvoir d'imposer aux Compagnies la con-

1. *Chambre des députés*, 3^e législature, session de 1885. Annexe n° 3.695.

tribution aux caisses de secours et de retraites dans les conditions qu'il détermine.

Le projet Mazon établit, dans chaque exploitation, une caisse de prévoyance alimentée par une retenue de 5 0/0 sur les salaires, une contribution égale des exploitants, une retenue de 10 0/0 sur les redevances tréfoncières, une subvention de l'État, les dons et legs et le produit des amendes. Toutes les caisses particulières d'un même arrondissement minéralogique sont centralisées et solidarisées.

Les pensions sont servies par la Caisse nationale de Retraites, selon le système du livret individuel.

Les pensions acquises continuent à être servies par les Compagnies ; celles en cours d'acquisition sont liquidées partie selon les conditions de la loi du 18 juin 1850, sur la Caisse nationale des Retraites, partie conformément aux règles spéciales à la Compagnie où les ouvriers sont employés.

Le reste du projet est relatif aux caisses de secours, nous n'avons pas à nous en occuper ; notons, cependant, un article 11 qui crée un fonds spécial réservé que le Conseil d'administration de la caisse locale répartit, sous forme de gratifications renouvelables aux ouvriers mineurs justifiant de 50 ans d'âge et de vingt-cinq ans de service.

La troisième législation prit fin avant que le projet présenté pût venir en discussion, mais il fut aussitôt repris comme « bases d'études » le 19 novem-

bre 1885, par M. Audiffred et huit de ses collègues (1) et le 23 du même mois, par M. Émile Brousse et cinquante-cinq de ses collègues (2).

Par un rapport sommaire (3), M. Laur, conclut au renvoi de ces propositions à une Commission.

Celle-ci procéda à une enquête parlementaire où furent successivement entendus patrons et ouvriers et dont le compte rendu détaillé fut fourni à la Chambre, le 1^{er} juin 1886 (4).

Comme suite à ce rapport préliminaire, M. Audiffred déposa le 21 mars 1887, sur le bureau de la Chambre, un rapport définitif contenant le texte qui devait venir en discussion (5).

Partant des mêmes principes que M. Mazon, M. Audiffred donne comme base à son projet le caractère spécial de l'industrie minière, qui n'est pas une industrie libre « elle existe au même titre que celle des chemins de fer avec laquelle elle peut être assimilée, en vertu de concessions faites par l'État.... Sur toutes deux l'État a conservé des droits qui l'autorisent à intervenir dans certains actes de leur ges-

1. *Ch. des députés*, 4^e législature. Annexe n° 61.

2. — — — 89.

3. — — — 225.

4. Cette enquête, portait à la fois, sur les propositions de lois dont nous avons parlé et sur le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs. *Ch. des députés*, 4^e législature. Annexe n° 777.

5. *Ch. des députés*, 4^e législature. Annexe n° 1665.

tion et de leur administration.... Ce droit de l'Etat, d'intervenir dans l'exploitation intérieure des mines, de prendre part à la gestion de ces industries, de régler la marche de la production, de prendre des dispositions dans l'intérêt des ouvriers, n'est pas formulé seulement dans la loi de 1810 qui a précédé les concessions de mines, il est écrit dans toutes les lois postérieures et il n'a jamais été contesté. »

C'est ainsi que le décret du 3 janvier 1813, « véritable règlement d'atelier » oblige l'exploitant à procurer des soins aux ouvriers victimes d'accidents ou « malades » ; mais ce texte n'a rien d'immuable et le Gouvernement en l'édicant n'a pas renoncé au droit de le modifier. Les conceptions sociales ont changé depuis 1813 et les mesures de prévoyance et d'assistance qu'elles comportaient doivent être complétées et améliorées. Les exploitants, d'ailleurs, ont intérêt à rendre moins précaire la situation de leur personnel, la loi actuelle, « loi d'apaisement et de concorde » leur permettra de le faire, et, tout en même temps, par une entente plus complète des différents facteurs du travail, elle sera de nature à éviter les conflits, contribuant ainsi à diminuer quelque peu l'âpreté de la lutte sociale.

Le projet élaboré par la Commission réalise l'assurance contre les trois risques : maladies, accidents, vieillesse. A chacun de ces risques correspond un titre spécial.

Des caisses de prévoyance sont instituées au profit des employés et ouvriers des exploitations *houillères* (art. 1) ; elles sont alimentées par les mêmes cotisations et allocations que celles prévues au projet Mazon (1) (art. 2) ; étant donné le salaire moyen des ouvriers, ces différentes contributions doivent atteindre une somme de 110 francs par ouvrier et par an.

Sur ces 110 francs, 20 francs servent à alimenter les caisses de maladie établies dans chaque exploitation et solidarisées par arrondissement minéralogique ; (art. 3 sqq.) ; 25 francs sont versés à la caisse d'assurance contre les accidents, qui comprend toutes les concessions de mines de houille et dont la gestion est confiée à la Caisse des dépôts et consignations (art. 15).

Le reliquat, soit 65 francs est versé, à capital réservé, à la Caisse nationale des Retraites. Chaque ouvrier reçoit un livret individuel ; s'il est marié, la moitié des versements est faite au nom de sa femme (art. 23 et 24).

Les pensions acquises continuent à être servies par les Compagnies. Quant aux pensions en cours d'acquisition, elles seront liquidées, partie selon les conditions de la loi sur la Caisse nationale de Retraites, d'après les versements inscrits sur les livrets, et

1. V. p. 125.

partie, pour la période antérieure, conformément aux règles spéciales de la Compagnie où les ouvriers sont actuellement employés (art. 25).

Pour soulager les misères imméritées et pour venir en aide aux ouvriers mineurs qui, faute de versements antérieurs, n'auraient pas droit à une pension, il est créé dans chaque caisse de secours pour maladie, pendant une période de vingt ans, un fonds spécial réservé pour servir des gratifications renouvelables aux ouvriers justifiant de 50 ans d'âge et de vingt-cinq ans de service dans les mines.

Ce fonds est alimenté par un prélèvement supplémentaire de 5 francs ajouté au prélèvement annuel de 20 francs dont est dotée la caisse de maladie (art. 7).

Les autres dispositions du projet règlent l'organisation et le fonctionnement des Conseils d'administration des caisses locales et centrales et le montant des indemnités à fournir par ces caisses à l'ouvrier et à sa famille.

Les débats à la Chambre des députés

Le projet Audiffred vint en première délibération à la Chambre, le 22 mars 1888. Seul, le titre des accidents ne fut pas discuté, M. Basly ayant fait admettre par l'Assemblée qu'il convenait de le distraire du débat et de le renvoyer à la Commission chargée d'élaborer à ce sujet un projet général applicable à tous

les ouvriers de toutes les industries, projet qui devait devenir la célèbre loi du 8 avril 1898.

M. Thellier de Poncheville prit le premier la parole et, soutenu par M. Ricard, il s'éleva contre la théorie qui tirait de la loi de 1810, le droit pour le législateur d'imposer des mesures de prévoyance spécialement réservées aux ouvriers mineurs. L'orateur s'attache ensuite à démontrer l'inutilité de la loi proposée ; les annexes du rapport montrent que 98 0/0 des ouvriers mineurs sont déjà pourvus d'institutions de prévoyance, le fonctionnement de celles-ci n'est, peut-être, pas parfait, mais le mieux est de les conserver en les améliorant et sauf à venir en aide à celles qui, de par la modicité de l'exploitation, seraient incapables de faire face à leurs charges. D'autre part, le taux de la retenue, outre qu'il est trop élevé, a le tort d'être uniforme, les risques variant d'une région à l'autre. Enfin, il y a danger à centraliser « dans un trésor unique, mis entre les mains de l'État dont la responsabilité se trouve ainsi lourdement engagée » la totalité des retenues opérées en vue de la constitution des retraites et que l'orateur évalue à 10 millions par an. Pour conclure, M. Thellier de Poncheville demande que les versements ne soient faits à la Caisse nationale des Retraites qu'en cas d'absolue nécessité et « là seulement où il n'y aura pas de caisse professionnelle corporative ayant assez de surface pour garantir une

retraite » ; de plus, les exploitants d'un même arrondissement minéralogique seraient autorisés à se syndiquer pour fonder des caisses de retraite régionales.

Les conclusions de M. Thellier de Poncheville passèrent, nous le verrons dans le texte de la loi, où ils devinrent l'article 4, article resté d'ailleurs lettre morte, aucune caisse syndicale ou patronale n'ayant voulu assumer cette lourde tâche.

Après M. Thellier de Poncheville, MM. de Mun, Freppel et Laroche-Joubert prirent part à la discussion générale.

Dès que le passage à la discussion des articles fut décidé, deux contre-projets furent présentés, le premier par M. Basly et dix de ses collègues, le second par M. Émile Brousse. Tous deux furent retirés par leur auteurs pour être représentés à la deuxième délibération.

M. Rondeleux prit alors la parole pour demander que les retraites soient à la charge exclusive des exploitants et qu'il y soit pourvu par une allocation prélevée sur les bénéfices d'après les états de redevances et dont le taux fixé annuellement par le gouvernement ne pourrait dépasser 80 0/0 des dits bénéfices.

M. Pesson, fortement appuyé par M. Loubet, alors ministre des Travaux Publics, demanda ensuite que l'article premier qui déclarait la loi applicable seule-

ment aux houillères fut étendue à toute l'industrie minérale.

Un amendement déposé par M. de la Batie et tendant à exclure les ouvriers étrangers du bénéfice de la loi, fut repoussé par la Chambre, cette disposition étant de nature à provoquer à l'étranger des mesures analogues à l'égard de nos nationaux. D'ailleurs, la loi organique sur la Caisse nationale des Retraites admettant les étrangers au bénéfice de cette institution, il était difficile de leur faire, dans l'industrie minérale, une condition spéciale.

La fin de la séance fut occupée par le discours de M. Dujardin-Verkinder qui s'éleva contre le taux exagéré du versement imposé tant à l'ouvrier qu'au patron et déposa un amendement tendant à ce que la loi se borne à fixer un chiffre minimum (3 0/0) qui pourrait être majoré par l'accord des parties intéressées.

Séance du 24 mars 1888. — A la séance suivante, le 24 mars, le rapporteur, répondant au discours de M. Dujardin-Verkinder déclara que le chiffre de la retenue proposé par la Commission n'avait rien d'excessif et que tout autre ne permettrait pas de faire face aux dépenses nécessitées par l'application de la loi.

Soutenu par M. Camelinat, combattu par MM. Jaurès, Loubet et Audiffred, M. Laroche-Joubert déve-

loppa ensuite un amendement tendant à mettre les institutions de prévoyance à la charge exclusive des employeurs en leur imposant un versement égal à 8 0/0 des salaires.

Après avoir adopté les articles 1 et 2 du projet de la Commission, la Chambre passa à la discussion et au vote des articles 3 et suivants, relatifs aux caisses de secours dont nous n'avons pas à nous occuper.

Séance du 26 mars 1888. — La séance du 26 mars 1888 s'ouvrit sur le dépôt d'un amendement présenté par M. de Mun et tendant à autoriser les caisses locales et centrales prévues par l'article 3, à assurer concurremment avec la Caisse nationale des Retraites, le service des pensions. « Le devoir social de l'État, disait l'orateur, est de garantir la justice et de protéger la faiblesse, mais de là à en faire l'assureur universel, il y a toute la distance qui sépare la justice sociale du socialisme d'État. »

Après une discussion à laquelle prirent part MM. Thellier de Poncheville, Basly, de Clerq et Audiffred, la Chambre décida de passer à une seconde délibération.

Deuxième délibération à la Chambre des députés. — Cette seconde délibération fut liquidée dans la séance du 5 juillet 1889. Dans l'intervalle des deux lectures, la Commission avait, conformément à la dé-

claration de son rapporteur, examiné les amendements présentés et les observations apportées à l'appui en tâchant de donner satisfaction aux systèmes qui lui avaient paru mériter d'être pris en considération.

La séance s'ouvrit sur un discours de M. Jacques Piou qui s'éleva contre le « système de l'assurance obligatoire introduit dans notre législation à la faveur d'une équivoque. » M. Audiffred lui répondit en faisant valoir que la loi proposée n'était pas une loi d'exception, qu'elle ne faisait que « régulariser les institutions existantes, en apportant dans ces institutions, plus de justice, plus d'équité et une meilleure répartition des ressources. »

Après une courte discussion, la Chambre adopta un projet en 22 articles dont l'économie générale, en ce qui concerne les retraites, peut se résumer comme suit :

L'assurance est obligatoire et s'applique à tous les ouvriers et employés *des houillères*.

La retraite est obtenue au moyen de versements égaux de l'ouvrier et du patron, faits, à capital réservé, soit à la Caisse nationale des Retraites soit à des caisses analogues, d'après le système du livret individuel.

Un fonds spécial réservé dont le Conseil d'administration règle annuellement l'importance est créé dans chaque caisse pour fournir des gratifications

renouvelables aux ouvriers mineurs infirmes et sans retraites qui justifient de 50 ans d'âge et de vingt-cinq ans de service.

L'entrée en jouissance de la pension est fixée à 55 ans.

Les caisses de retraites, actuellement existantes, seront liquidées conformément à leurs statuts.

Les pensions acquises continueront à être servies aux ayants droit, conformément aux statuts des anciennes caisses.

Les Grèves de 1889, 1891 et 1893.

La loi ainsi votée par la Chambre fut renvoyée au Sénat qui, sur le rapport de M. Béral, déposé le 12 juillet 1889, conclut à un ajournement pour instruction et renseignements.

Ainsi, dès l'abord, il apparaissait nettement que la Haute-Assemblée n'était en rien favorable au projet et à l'idée-mère dont il dérivait : l'assurance obligatoire ; aussi usa-t-on de toutes les lenteurs, et de tous les attermoiements que permet la procédure parlementaire : nomination de Commission, renvoi, enquêtes, contre-enquêtes, tant et si bien que l'on put craindre, un moment, de voir définitivement abandonner le texte que la Chambre avait déjà mis si longtemps à élaborer.

Mais les ouvriers mineurs, à qui tardait de voir la réalisation de la réforme promise, surent habilement ramener sur eux l'attention de l'opinion publique, partant des pouvoirs constitués.

Trois grèves, en effet, dont il est aisé de deviner le bien commun, éclatèrent dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais, depuis le premier vote de la Chambre jusqu'à la promulgation de la loi.

LA GRÈVE DE 1889. — La première, celle de 1889, fut de courte durée. Elle avait pour objet une demande de relèvement de salaires auquel consentirent les Compagnies en les majorant d'une prime de 10 0/0 que la hausse continue des charbons permit, en août 1890 de porter à 20 0/0.

LA GRÈVE DE 1891. — Malheureusement, cette hausse fut arrêtée en 1891, et les salaires, par contre-coup, manifestèrent une tendance à baisser. Il s'ensuivit une certaine effervescence dans le bassin tout entier. A la suite d'une affaire purement locale, le délégué de la Compagnie de Béthune demanda, dans une réunion syndicale tenue à Lens, de recourir à la grève générale. On décida de faire voter tous les mineurs qui, par 13.062 voix contre 7.315, se prononcèrent pour la cessation du travail.

Le 8 novembre 1891, ce résultat était proclamé ; les délégués présentèrent un cahier de leurs revendica-

tions dont les deux principales étaient : un relèvement des salaires et le vote de la loi sur les caisses de retraites. Les Compagnies répondirent par une fin de non-recevoir et, le 16 novembre, la grève générale était déclarée.

Le Gouvernement proposa alors la médiation d'une Commission arbitrale de cinq membres, les ouvriers refusèrent et élirent une délégation purement ouvrière qui se mit en rapport avec une délégation patronale nommée par le Comité des houillères du Nord et du Pas-de-Calais.

Par un louable esprit d'apaisement et de conciliation, les représentants des Compagnies acquiescèrent aux désirs exprimés par les ouvriers et, le 29 novembre, le Comité arrêta la rédaction du formulaire, fameux dans le monde minier, sous le nom de « Conventions d'Arras ».

Les Conventions d'Arras. — Le paragraphe 2 était ainsi conçu : « Il a été arrêté que les Compagnies « prendraient pour bases des salaires de tous les « ouvriers du fond, les salaires de la période de « douze mois qui a précédé la grève de 1889, en y « ajoutant les deux primes de 10 0/0 qui ont été « accordées depuis et qui seront maintenues intégrale-
« lement. Il est bien entendu que cet engagement
« sera maintenu *le plus longtemps possible.* »

Le paragraphe 3 contenait le vœu, *émis à l'unani-*

mité par les délégués des deux parties, que la loi sur les caisses de secours et de retraites fût votée le plus tôt possible par le Parlement.

Le 30 novembre 1891, une réunion générale des délégués de syndicat vota, à l'unanimité, la cessation de la grève, le lendemain la reprise du travail était partout opérée.

LA GRÈVE DE 1893

Deux ans se passèrent dans un calme à peu près complet pour aboutir à la grève de 1893, plus importante et plus grave que toutes celles qui l'avaient précédée. Elle a son origine dans les Conventions d'Arras dont nous venons de parler.

En 1892, les prix de vente commencèrent à baisser, et cette baisse, qui s'accrut en 1893, amena une légère diminution de salaire. Les ouvriers oubliant le dernier paragraphe de l'article 2 précité qui disait que «... ces engagements seraient maintenus le plus longtemps possible » y virent une violation d'un traité qui leur apparaissait comme définitif, puisque fixé par une Commission arbitrale ; le mécontentement général qui en résulta, se traduisit d'abord par des violences exercées contre des ouvriers belges accusés de travailler à vil prix.

Le 10 septembre 1893, les délégués des syndicats réunis en congrès à Lens, invitèrent, sous peine de

grève immédiate, les compagnies à donner satisfaction aux ouvriers (1) ; celles-ci répondirent en déclarant que leur situation commerciale ne leur permettait pas pareilles libéralités.

Par 81 voix contre 11 la grève générale fut décidée pour le 18 septembre, elle dura jusqu'au 4 novembre avec un caractère de violence et de désordre qui put faire craindre les pires éventualités.

Elle se termina par la défaite des ouvriers qui ne purent faire triompher aucune de leurs revendications ; le dernier écho de leurs efforts vint mourir à la Chambre des députés qui, dans sa séance du 14 novembre 1893, repoussa successivement, par 381 voix contre 107 et 347 contre 127, deux propositions émanant, l'une de M. Lamendin et tendant à assurer le réembauchage des ouvriers renvoyés pour faits de grève, l'autre, de M. Basly, et ayant pour objet d'allouer une somme de 200.000 francs aux mineurs sans travail.

Discussion et vote de la loi au Sénat. — Si le mouvement de 1893 n'avait pas eu les résultats immédiats qu'en attendaient ses auteurs, du moins leur procura-t-il l'avantage de stimuler, en leur

1. Ceux-ci demandèrent notamment que les salaires fussent augmentés de 10 0/0 et que les ouvriers de plus de 40 ans, ne fussent plus renvoyés (Clause de déchéance).

faveur, le zèle du monde parlementaire. Et, à ce propos, il peut n'être pas sans intérêt de constater que la plupart des mesures protectrices dont bénéficiaient les ouvriers mineurs — nous verrons plus tard que la loi du 31 mars 1903 est la résultante immédiate de la grève de 1902 — sont intervenues à la suite de mouvements analogues. Faut-il y voir une simple coïncidence ou, au contraire, un éclatant démenti aux théories que professent les doux rêveurs, abbés de Saint-Pierre de la paix sociale ? C'est là un problème que notre incompetence, ne sachant résoudre, doit se borner à poser.

Quoi qu'il en soit, le Sénat, après la grève de 1891, avait repris l'étude de la proposition votée par la Chambre et, le 26 janvier 1893, M. Cuvinot (1) déposa un rapport fort étudié et fort remarquable qui, sauf quelques légères modifications, particulièrement au titre IV traitant des dispositions transitoires et réglementaires, devait devenir le texte définitif.

Le Rapport Cuvinot. — Adversaire résolu de l'idée qui avait présidé à la rédaction du rapport discuté devant la Chambre, M. Cuvinot déclare que rien, dans la loi du 21 avril 1810 ni dans le décret du 3 janvier 1813, ne donne à l'État le droit d'imposer aux mineurs ou à leurs employeurs des mesures spé-

1. Sénateur de l'Oise.

ciales de prévoyance. Le précédent invoqué du décret du 26 mai 1813 et de l'ordonnance du 25 juillet 1817 — Caisses de l'Ourthe et de Rive-de-Gier — est également sans valeur, ces textes ne font qu'autoriser et encourager la formation de sociétés de secours mutuels.

« Cette thèse de l'arbitraire pur et simple, thèse qui légitime par avance les prétentions les moins soutenables, thèse pleine de dangers pour le Gouvernement », le rapporteur la repousse car « si elle était fondée, le projet qui nous a été transmis ne serait d'aucune utilité puisque le Gouvernement pourrait contraindre les exploitants à prendre à leur charge exclusive les frais des caisses de retraites et de secours.

Mais alors l'intervention du législateur est-elle admissible ? et peut-elle se produire sous la forme d'une loi spéciale ? « S'il s'agissait, répond M. Cuvilot, de créer pour les ouvriers mineurs une loi de privilège, de leur accorder, à titre de faveur exceptionnelle, le concours et les subventions de l'État, nous n'hésiterions pas à dire non. » Mais la question des retraites ouvrières « est à la veille d'être discutée (1) » et dans l'intérêt même de son succès, il convient de ne pas généraliser dès le début. La loi qu'on nous propose se justifie donc, parce que, si on a soin de n'y introduire que des dispositions qui pourront

1. Le projet Constans venait d'être renvoyé par la Chambre à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

ultérieurement s'appliquer à l'ensemble des travailleurs, elle fournira un précédent commode et constituera un champ d'expérience dont les enseignements pourront être féconds.

Ainsi, M. Cuvinot ruinait d'un coup la théorie des adversaires de la loi qui la combattaient au nom du fameux principe de l'unité de législation et conférait à la future loi de 1894 son véritable caractère : celui d'une loi expérimentale.

Passant ensuite à l'examen du projet voté par la Chambre, M. Cuvinot s'élève contre le système admis des versements faits à des caisses syndicales, où seraient réunies les ressources destinées d'une part aux retraites, de l'autre, aux secours en cas de maladie. Il y a là une confusion fâcheuse qu'il convient de faire disparaître, en établissant une distinction très nette entre les contributions afférentes à chacun des risques.

De même, il lui paraît impossible d'admettre la création d'un fonds spécial réservé, destiné à venir en aide aux anciens ouvriers mineurs dans le besoin : « impôt perpétuel établi sur ceux qui travaillent au profit de ceux qui les ont précédés dans la vie. »

La Chambre avait décidé que les versements seraient faits à capital réservé et non aliéné, « ce dernier mode étant la mise en œuvre de sentiments égoïstes, qu'une haute conception de la prévoyance ne permet pas d'encourager » ; se plaçant sur un

terrain plus utilitaire, M. Cuvinot propose, au contraire, que les versements soient faits à capital aliéné, ce qui permettrait à l'ouvrier d'acquérir, avec une retenue de 3 0/0 sur son salaire, une pension égale à celle que lui vaudrait une retenue de 4,50 0 0 versée à capital réservé.

Sur ces bases, la Commission propose au Sénat un dispositif en quatre titres et trente-quatre articles. Dès l'abord, on sépare complètement les caisses de retraites des caisses de secours, chacune d'elles ayant ses ressources propres et son mode d'administration distinct.

L'assurance-vieillesse n'est pas obligatoire ; les ouvriers qui ne pourraient ou ne voudraient pas participer au bénéfice des caisses de retraite seront libres de le faire, sous la seule condition d'avoir atteint leur majorité (1), dans ce cas, l'exploitant est dispensé des versements qui lui incombent, en vertu de l'article 2 (art. 1 et 3).

La somme destinée à former le capital constitutif des retraites est fixée à 3 0/0 des salaires, majoration consentie par les intéressés ; une moitié de cette somme est fournie par l'ouvrier, l'autre par le patron (art. 2.)

Les versements sont faits soit à la Caisse natio-

1. Tandis que l'assurance-vieillesse était facultative, l'assurance-maladie était obligatoire dans le projet Cuvinot.

nale des Retraites, soit à une caisse syndicale autorisée. Ils sont faits à capital aliéné ; toutefois, si le titulaire du livret le demande, le versement de la partie prélevée sur son salaire sera fait à capital réservé (art. 2 et 6).

L'âge de l'entrée en jouissance de la pension est abaissée à 50 ans (au lieu de 55.)

Le titre IV du projet traite des dispositions transitoires et réglementaires.

Une distinction est établie entre les caisses dont la charge incombe à l'exploitant seul et celles qui sont alimentées en totalité ou en partie par les ouvriers, — caisses de prévoyance.

Pour les premières, le projet admet que les pensions acquises restent à la charge des anciennes caisses (art. 24).

En ce qui concerne les pensions en cours d'acquisition, rompant avec le système adopté par la Chambre et que l'on a appelé « de la superposition » parce qu'il prévoyait le fonctionnement parallèle des anciennes institutions et du nouveau régime, la Commission fait ressortir les inconvénients qu'il y aurait à laisser ainsi subsister parte in quâ pendant de longues années, des institutions que la loi avait pour objet de supprimer ; elle propose, en conséquence, de substituer à la liquidation par arrérages une liquidation en capital opérée soit en une fois, soit par annuités successives (art. 25).

Notification du montant de la rente et de la date éventuelle d'entrée en jouissance est faite aux intéressés dans les trois mois; en cas de désaccord, les ayants droit peuvent porter le différend devant les tribunaux qui statuent comme en matière sommaire et jugent d'urgence (art. 25).

En ce qui concerne les caisses de prévoyance, elles doivent se transformer de manière à laisser place aux institutions créées par la loi, toutefois, elles conservent la charge des engagements pris par elles, notamment pour le paiement des pensions. Les Conseils d'administration procéderont à cette liquidation et, en cas de besoin, voteront les ressources nécessaires pour y faire face (art. 29).

En cas de contestation sur les mesures à adopter, il sera statué par une Commission arbitrale dont la composition indiquée par le rapporteur devait passer dans la loi.

Discussion et vote de la loi au Sénat.— *Première délibération.*— Le rapport Cuvinot vint en première lecture au Sénat les 3, 16, 17, 21, 23, 24 février et 2 mars 1893.

A la discussion générale, M. Déprez prit la parole en faveur du projet présenté auquel il reprocha, toutefois, de laisser à l'ouvrier la faculté de se libérer des retenues et des versements correspondants ;

pour lui, l'assurance, pour être efficace et effective, doit être obligatoire.

M. Viette, alors ministre des Travaux Publics se prononça dans le même sens : « le principe de la faculté inscrit dans la loi revient à donner un conseil judiciaire aux sages et à émanciper les prodigues... L'obligation doit être imposée à l'ouvrier comme au patron, parce que l'ordre doit venir des deux côtés et non d'un seul. »

Après le passage à la discussion des articles, MM. Déprez et Maxime Lecomte déposèrent un amendement tendant à élever le prélèvement sur les salaires de 3 à 4 0/0, afin de fournir aux mineurs une retraite dont le chiffre ne soit pas dérisoire. Par 108 voix contre 97, le Sénat repoussa cet amendement.

A la séance du 17 février, nouvel amendement de M. Maxime Lecomte qui, soutenu par M. de Marcère et le ministre des Travaux-Publics, combattu par M. Lenoël, demande la modification de l'article 3 du projet, lequel, nous l'avons vu, laisse à l'ouvrier la faculté de ne pas opérer de versements pour la constitution des retraites. Cet amendement eut le sort du précédent et fut repoussé par 181 voix contre 67.

La séance du 21 février fut en partie occupée par la discussion des articles du projet relatifs aux caisses de secours dont nous n'avons pas à nous occuper. Puis fut abordée la discussion de la question

très délicate de la liquidation des anciennes caisses.

Tout d'abord, M. Blavier demanda que le système de la procédure par commission arbitrale fut rendue applicable au cas où il s'agissait de pensions à la charge exclusive des exploitants.

M. Maxime Lecomte, soutenu par M. Viette, ministre des Travaux Publics, déposa un amendement dans ce sens, tendant à faire, sans distinction d'espèces, de la commission arbitrale, non pas seulement un juge souverain mais « un amiable compositeur » qui s'efforcera d'appliquer les anciens statuts et de liquider d'après eux les pensions en cours d'acquisition. Étant entendu, toutefois, que, dès qu'une question de droit serait en jeu, les Tribunaux reprendraient leur compétence

Devant ces divergences de doctrine, le Sénat renvoya l'ensemble du titre IV à la Commission, laquelle, dans la séance du 2 mars 1893, déclara, par l'organe de son rapporteur, qu'elle acceptait le principe des amendements présentés. Le titre IV ainsi remanié fut adopté par le Sénat qui décida de passer à une seconde délibération.

Deuxième délibération du Sénat. — Cette seconde délibération occupa le Sénat à deux reprises différentes séparées par quatre mois d'intervalle, durant les séances du 16 mars et 12 juillet 1893.

Dans la première, le ministre des Travaux Publics,

reprenant l'amendement présenté par MM. Déprez et Maxime Lecomte, lors de la première délibération, demanda, comme une mesure de conciliation, que le taux des versements fût élevé de 3 à 4 0/0 des salaires, ce chiffre lui paraissant une moyenne entre celui de 6 0/0 réclamé par les ouvriers et celui de 3 0/0 accepté par les patrons. M. Viette s'engageait à considérer ce chiffre comme définitif et à faire tous ses efforts pour qu'il ne fût pas majoré par la Chambre. Dans ces conditions, le Sénat revint sur son premier vote et adopta le chiffre de 4 0/0.

M. Blavier prit ensuite la parole pour demander que l'âge d'entrée en jouissance fût élevé de 50 à 55 ans (chiffre fixé par la Chambre), cette période de cinq ans permettant à l'ouvrier de majorer sa pension de 33 0/0. M. Lacombe en fit l'objet d'un amendement qui, pris en considération par la Commission devait trouver place dans le texte définitif.

Séance du 12 juillet 1893. — La discussion, nous l'avons vu, ne devait être reprise que le 12 juillet suivant. C'est que, dans l'intervalle, comme en réponse à une question à lui posée par M. Déprez, au cours de la séance du 4 mai, le faisait connaître le ministre des Travaux Publics, la Commission avait été saisie d'un contre-projet de M. Lacombe qui modifiait profondément le texte de la Commission, en ce qui concerne les dispositions transitoires et réglementaires. M. Lacombe laissait à chaque intéressé le soin de

choisir entre la liquidation par arrérages et la liquidation immédiate en capital, à condition que celle-ci n'eût pas pour effet d'augmenter les charges qu'aurait fait supporter aux ouvriers, l'application pure et simple des statuts.

La séance du 12 juillet 1893 fut, en presque totalité, consacrée à la discussion du titre IV. M. Cuvinot fit part au Sénat des modifications apportées par la Commission du texte primitif et desquelles il résultait ce qui suit :

1° Les pensions acquises, et dues par l'exploitant, continuent à être payées par lui.

2° Les pensions à la charge de l'exploitant et encore en cours d'acquisition constituent un véritable contrat dont les clauses doivent être respectées. De tous les systèmes en présence, le moins préjudiciable à l'ouvrier et le moins onéreux pour le patron est d'édicter que le montant des pensions sera calculé par application des règlements *ou des usages* en vertu desquels ces pensions sont accordées et, si la rente en résultant pour l'ouvrier est inférieure au chiffre promis par le patron, la différence sera à la charge de ce dernier.

3° En ce qui concerne les caisses de prévoyance, il convient tout d'abord de réunir les intéressés et de les consulter sur les mesures qu'il leur paraît opportun de prendre pour assurer l'exécution des engagements à la charge des caisses.

En cas de désaccord entre les intéressés, ceux-ci auront la faculté de recourir à une commission arbitrale dont la composition est de nature à offrir toutes garanties ; si enfin les intéressés n'arrivent pas à s'entendre et refusent de recourir à la commission arbitrale, c'est aux tribunaux de droit commun qu'il appartiendra de statuer.

Le ministre de Travaux Publics, M. Viette, ne se déclara pas pleinement satisfait du système de la commission à qui il reprocha son « respect hiératique des contrats ». Il soutint ensuite un amendement de M. Maxime Lecomte aux termes duquel l'ouvrier dont la pension était en cours d'acquisition avait la faculté d'opter soit pour le statu quo pur et simple soit pour la liquidation immédiate de ses droits éventuels.

M. Cuvinot, soutenu par M. Félix Martin, défendit le projet de la commission et l'amendement précité fut repoussé par 183 voix contre 50, tandis que l'ensemble de la loi mis aux voix était adopté.

VOTE DE LA LOI A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — Renvoyé à la Chambre le 20 juillet 1893, le projet du Sénat fit l'objet d'un rapport déposé le 13 février 1894, par M. Audiffred (1) qui proposait de l'accep-

1. Documents parlementaires. *Chambre des députés*. Session de 1894. Annexe, n° 381.

ter purement et simplement « afin de rendre immédiatement applicable, une loi qui, sans être parfaite, réalise de sérieux progrès. »

Le rapport vint en discussion à la Chambre, le 9 juin 1894. M. de Ramel prit le premier la parole pour présenter trois amendements ayant pour objet : le premier, d'imposer aux ouvriers étrangers des retenues dont bénéficieraient seuls les ouvriers français ; le second, d'imposer au budget de la Guerre un versement journalier de 0 fr. 10, au nom des ouvriers mineurs sous les drapeaux ; le troisième, de ramener à 50 ans l'âge d'entrée en jouissance de la pension. M. de Ramel terminait en demandant au ministre des Travaux Publics des éclaircissements sur la manière dont devait s'opérer la liquidation des anciennes caisses.

Répondant à l'orateur, M. Barthou, ministre des Travaux Publics pria la Chambre de n'apporter aucun amendement afin de ne pas retarder le vote d'une loi « déjà soumise à une trop longue élaboration. »

MM. Basly et Lamendin, au nom de leurs collègues du groupe socialiste, déclarèrent alors qu'ils voteraient la loi « tout en réservant pour l'avenir, leur droit d'y apporter des modifications. »

Au cours de la discussion par articles, M. Souhet demanda que l'article 2 fût modifié de façon à ce que la cotisation de l'ouvrier fût réduite à 3 0/0 et celle du patron élevée à 6 0/0 des salaires. Combatut

par M. Leydet, l'amendement fut repoussé par 401 voix contre 47.

Les autres articles du projet ne donnèrent pas lieu à discussion, à et l'imposante majorité de 494 voix contre 2, la Chambre vota l'ensemble de la proposition de loi.

Votée le 9 juin, celle-ci fut promulguée vingt jours plus tard et devint la loi du 29 juin 1894.

CINQUIÈME PARTIE

COMMENTAIRE DE LA LOI DU 29 JUIN 1894

CHAPITRE I

Titre premier

L'exposé de la préparation parlementaire de la loi du 29 juin 1894 nous a permis d'en donner une idée plus que générale en en faisant ressortir à la fois les tendances directrices et les détails intéressants ; il nous reste néanmoins à analyser les articles de la loi relatifs aux caisses de retraites, ce ne sera d'ailleurs que d'une manière succincte ; ce sujet ayant été déjà traité, mieux et plus juridiquement que nous ne saurions avoir l'ambition de le faire (1).

La loi est divisée en quatre titres. Le premier contient un seul article lequel porte que, dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente

1. Voyez notamment : AGUILLON, *Législation des mines en France*, édit., 1903, p. 845 sqq.

loi (1) les exploitants, ouvriers et employés des mines seront soumis aux obligations et bénéficieront des avantages édictés par les titres II et III. Toutefois les ouvriers et les employés dont le traitement dépasse 2400 francs, ne bénéficieront que jusqu'à concurrence de cette somme des dispositions.

L'article premier pose ainsi le principe fondamental de la loi : la prévoyance obligatoire avec contribution du patron.

Les dispositions de la loi sont applicables aux ouvriers et employés *des mines* sans distinction de sexe ou de nationalité. C'est, nous le savons, un élargissement du projet primitif qui ne s'appliquait qu'aux *houillères*. Lors de la séance à la Chambre du 22 mars 1888, M. Albert Pesson, soutenu par M. Loubet, ministre des Travaux publics, demanda que la loi fut rendue applicable aux mines de *combustibles minéraux*. Pour donner satisfaction à cette demande, la commission remania son projet et, lors de la deuxième délibération, la Chambre adopta un texte édictant que la loi serait applicable à tous les ouvriers et employés des *mines, minières et carrières souterraines*.

Ce texte fut adopté par la commission du Sénat,

1. Ce délai fut trouvé insuffisant étant donné les difficultés d'application d'une mesure législative aussi nouvelle et dut être prorogé jusqu'au 1^{er} juillet 1895 par la loi du 19 décembre 1894.

mais sur les observations de M. Blavier, celle-ci, entre les deux délibérations, supprima les mots *minières et carrières souterraines*.

L'article 31 de la loi vient d'ailleurs pallier cette exclusion en édictant que les *minières et carrières souterraines et à ciel ouvert* pourraient être assimilées aux mines par décret rendu en Conseil d'État, sur la proposition du ministre des Travaux publics, dont le pouvoir, remarquons-le, est ici pleinement arbitraire, n'étant limité par aucune disposition de forme ou de fond. Il faut d'ailleurs rendre, à la sagesse des gouvernants et aussi à l'inertie des intéressés, cette justice qu'il n'a jamais été fait abus de ce pouvoir arbitraire, aucun décret de cette nature n'ayant jusqu'ici été demandé ou rendu.

La loi est applicable à tous les ouvriers et employés *français ou étrangers*. Deux amendements successivement présentés à la Chambre, le 22 mars 1888 par M. de la Batie et le 9 juin 1894 par M. Ramel, en vue d'exclure les ouvriers étrangers furent repoussés pour les raisons fort sages que nous avons données d'autre part.

Les ouvriers du fond sont tous soumis à la loi, sauf pourtant s'ils sont délégués mineurs, mais de multiples demandes parlementaires tendent à faire rentrer ces derniers dans le droit commun des mines (1).

1. C'est chose faite aujourd'hui, grâce à la loi du 2 avril 1906.

Pour les ouvriers du jour il faut faire la classique distinction déjà signalée par nous entre les dépendances légales « et les industries annexes. » Les ouvriers occupés dans les « dépendances légales » bénéficient sans aucun doute de la loi. En ce qui concerne au contraire les ouvriers des « industries annexes » il résulte de l'article 9 qu'ils ne peuvent être agrégés aux sociétés de secours que sur la demande des parties intéressées et sous l'autorisation du ministre des Travaux publics.

Bien que le texte soit peu explicite à ce sujet, on peut, croyons-nous, estimer que les mots « parties intéressées » vise le Conseil d'arrondissement de la Société de secours et l'exploitant ; quant au consentement nominal et unanime des ouvriers, il n'est pas indispensable, celui de la majorité suffit.

Le texte de l'article 1^{er} porte « les ouvriers et *employés* ». Que faut-il entendre par ce mot « employé », dont M. de la Batie demandait à la Chambre la suppression tandis que, dans la même séance du 22 mars 1888, MM. Albert Pesson et Loubet en réclamaient une définition précise. Malgré leurs efforts, ils ne purent aboutir qu'à une chose : la limitation à 2400 fr. des traitements soumis à la retenue. La loi est donc applicable à tout le personnel du service actif, depuis le modeste employé jusqu'au puissant Directeur. Cependant, parmi les employés de bureau, la circulaire du 30 juin 1894 fait une distinction qui exclut

« les employés se rattachant à l'administration purement financière de l'affaire ou les employés de simple agence de vente ».

Le chiffre de 2400 francs fixé par le paragraphe 2 de l'article 1^{er} a son origine dans une prescription analogue ajoutée, à la séance du 5 juillet 1889 par la commission de la Chambre à son texte primitif et qui fixait ce chiffre à 4000 francs.

La Commission du Sénat estima ce paragraphe inutile, la limitation du placement et du chiffre de la rente viagère étant déjà imposée par la loi du 20 juillet 1886 sur la Caisse nationale des Retraites. Cependant, à la deuxième délibération le Sénat vota le texte actuel.

Comme le faisait remarquer M. Sibille, à la séance du 3 juin 1904, l'article 1^{er} édicte bien que l'on ne peut bénéficier de la loi que jusqu'à concurrence de 2400 fr., mais n'ajoute pas que les charges seront supportées dans la même limite.

La simple équité, comme le lui répondait le ministre des Travaux publics, M. Barthou, a fait que les intéressés ne sont soumis aux obligations de la loi que dans la mesure où ils bénéficient de ses avantages. Ils n'en résulte pas moins que l'exploitant est tenu de verser au nom et pour le compte des Ingénieurs et Directeurs, qui, en général, s'en soucient assez peu, la somme de 96 francs par an $\frac{(2400 \times 4)}{100}$.

Titre II

Le titre II de la loi de 1894, intitulé « des pensions de retraites » se compose de quatre articles.

L'article 2 pose le principe du versement obligatoire opéré soit à la Caisse nationale des Retraites, soit à une des caisses prévues à l'article 4 c'est-à-dire à une caisse syndicale ou patronale (1). Le montant du versement est égal, sauf majoration consentie par les parties intéressées à 4 0/0 du salaire, dont moitié fournie par l'ouvrier et moitié à la charge du patron.

Le versement est fait en principe à capital aliéné, toutefois la part prélevée sur le salaire de l'ouvrier peut, sur la demande expresse de celui-ci, être versée à capital réservé.

Nous avons vu d'autre part les discussions et les controverses auxquelles donnèrent lieu tant le principe de l'obligation que la question du versement dans une caisse de l'État, et celle du montant de ce versement ; nous n'y reviendrons pas et nous nous contenterons d'examiner rapidement la façon dont cet article a été appliqué dans la pratique.

1. Cette partie de l'article 2 est, nous l'avons vu, restée lettre morte, aucune caisse syndicale ou patronale ne s'étant constituée.

Les versements sont, en fait, tous opérés à la Caisse nationale des Retraites, c'est donc la Caisse des dépôts et consignations qui gère les fonds déposés au nom et pour le compte de souvriers mineurs, et ce, en conformité de règles posées non seulement dans la loi mais encore dans un décret du 14 août 1894 et dans une instruction en cent trente-six articles et quatorze modèles publiées par la Caisse des dépôts.

Tous les mois l'exploitant inscrit sur un bordereau la somme destinée à être versée à la Caisse nationale des Retraites, tous les trois mois, un bordereau spécial est joint aux trois bordereaux mensuels et remis avec les sommes correspondantes soit à la Caisse centrale à Paris, soit dans les départements, à la caisse de la Trésorerie Générale ou à celle de la recette particulière.

Le montant de la somme versée est inscrite au livret individuel par l'agent local des Finances. Le montant de la pension correspondante est calculée à Paris et n'est portée au livret qu'à partir du dixième jour du troisième mois.

Le système du livret individuel qui n'existait avant 1894 que dans dix Compagnies minières, constitue une des plus heureuses innovations de la loi. Théoriquement, il est au-dessus de toute critique. Il a l'avantage de constituer pour l'ouvrier un titre qui le suit partout, il devient pour lui une propriété et

quels que soient les avatars qu'il doive subir de son fait ou de celui de la Compagnie qui l'occupe, les versements effectués lui garantissent à un âge donné, une pension exactement proportionnée à l'importance de ses sacrifices.

Malheureusement, la procédure d'emploi du livret individuel offre par sa complication de nombreux inconvénients ne serait-ce qu'en raison de la fréquence et de la multiplicité des déplacements. Nous verrons plus tard quels sont les remèdes que l'on s'est proposé d'apporter à cet état de choses qui n'est de nature à contenter ni l'ouvrier qui n'en comprend pas l'utilité et qui n'ayant que trop rarement son carnet en main finit par s'en désintéresser à peu près complètement, ni le patron qu'elle oblige à de multiples travaux d'écriture et de comptabilité et qui, mandataire légal de son personnel est civilement responsable si, par sa faute ou par sa négligence, un préjudice quelconque est causé à l'intéressé (1).

Le chiffre de 4 0/0 des salaires ne fut adopté comme taux du versement qu'après de longues discussions, les uns le trouvant trop onéreux pour le patron et trop lourd pour l'ouvrier, les autres, au

1. Cf. dans ce sens : Jugement du tribunal de Rennes en date du 26 janvier 1900; affaire veuve Cloute contre Compagnie des mines de Pontpéan. *Revue de législ. des mines*, 1902, p. 117.

contraire, estimant qu'il ne devait donner qu'un chiffre de pension dérisoire.

Quoi qu'il en soit, si nous prenons pour bases les chiffres relatifs à l'année 1904 nous voyons qu'il a été versé de ce chef à la Caisse nationale des Retraites :

$$245.310.000 \times 004 = 9.812.400 \text{ francs.}$$

Le nombre des ouvriers étant de 189.300, la part afférente à chacun d'eux ressort à :

$$9.812.400 : 189.300 = 51 \text{ fr. } 83.$$

L'âge d'entrée en jouissance est fixée à 55 ans, il peut être reculé sur la demande de l'intéressé mais, à partir de cet âge, les versements cessent d'être obligatoires. Il va sans dire que, si l'ouvrier veut bénéficier de cette disposition, il n'en résulte pas que le patron soit tenu de l'imiter, et la participation de l'un n'implique pas celle de l'autre.

Les versements sont faits à capital aliéné ; toutefois sur sa demande, l'ouvrier peut opérer les siens à capital réservé. La loi du 20 juillet 1886, sur la Caisse nationale des Retraites, laisse à ce point de vue toute liberté aux déposants. La Commission de la Chambre avait proposé l'obligation du « capital réservé » qui fut adopté malgré la vigoureuse protestation de M. Ricoud qui déposa un amendement ayant pour but d'imposer l'obligation du « capital aliéné ». Le Sénat choisit un juste milieu entre ces deux extrêmes et proposa le texte actuel.

Sans insister sur les raisons sentimentales ou morales qui militent en faveur du premier système, nous nous contenterons de montrer par l'exemple classique la différence des résultats auxquels on aboutit selon qu'on aliène ou qu'on réserve ses versements.

52 francs par an (nous avons vu plus haut que c'était le chiffre versé au nom de chaque ouvrier mineur) versés sans interruption à partir de 20 ans, produisent à capital aliéné :

Une rente de 363 francs à 55 ans.

— — de 586 francs à 60 ans.

A capital réservé :

Une rente de 232 francs à 55 ans.

— — de 369 francs à 60 ans.

Soit une différence d'environ 35 0/0.

LA CAISSE NATIONALE DES RETRAITES

Les pensions sont acquises et liquidées dans les conditions prévues par la loi du 26 juillet 1886 sur la Caisse nationale des Retraites.

Gérée par la Caisse des dépôts et consignations, celle-ci a pour objet de constituer des pensions viagères à un âge qui varie, au choix de l'intéressé, entre 50 et 65 ans. Le chiffre de ces pensions ne peut excéder 1200 francs ; jusqu'à 360 francs elles sont incessibles et insaisissables.

La pension se compose de tous les versements de l'assuré augmenté des intérêts composés et, pour les pensions à capital aliéné, des chances de mortalité calculée d'après une table connue dans le monde des actuaires sous le nom de table C. R.

Un décret pris au mois de décembre de chaque année fixe le taux d'intérêt qui doit être appliqué l'année suivante en tenant compte du taux moyen des placements de fonds en rentes sur l'État effectués par la Caisse au cours de l'année précédente.

En sus de ces divers avantages, les déposants (à l'exception des étrangers) voient leurs rentes majorées par l'État des primes à eux allouées par la loi du 31 décembre 1895, modifiée par diverses lois de finances.

Les versements sont faits d'après le système du livret individuel lequel implique que, si le déposant est marié, tous les versements profitent par moitié à son conjoint.

Article 3. — La combinaison des articles 2, 3 et 4 montre que les retraites doivent être acquises et liquidées selon les règles en vigueur à la Caisse nationale des Retraites.

C'est ainsi qu'est applicable aux mineurs l'article 13 § 5 de la loi du 20 juillet 1886, article dont nous avons indiqué la teneur et qui prescrit que le versement fait pendant le mariage par l'un des conjoints

profite à l'autre pour moitié. Cette règle s'applique incontestablement au versement de 2 0/0 provenant de la retenue effectuée sur le salaire de l'ouvrier. Il n'en est pas de même pour le versement de l'exploitant, véritable don, qui peut, au gré de son auteur, être réparti entre les deux conjoints ou fait en totalité au compte du mari. Toutefois, si, usant de la faculté à lui conférée par le paragraphe dernier de l'article 2, l'exploitant prend à sa charge une partie du versement supérieur à la moitié, il ne peut faire bénéficier le mari seul que jusqu'à concurrence de cette moitié.

Est également applicable aux pensions établies par la loi de 1894, l'article 71 de la loi de 1886 sur l'invalidité prématurée qui prévoit qu'en cas d'accidents graves ou d'infirmités dûment constatées, la pension peut être liquidée avant l'âge d'entrée en jouissance et au prorata des versements effectués au moment de cette liquidation. Ces pensions anticipées peuvent être majorées à l'aide d'un crédit mis annuellement à la disposition du ministre de l'Intérieur.

Article 5. — L'article 5 prévoit le cas où, pour soulager les veuves et les orphelins d'ouvriers mineurs décédés, les exploitants, d'accord avec les ouvriers, cherchent à compléter les dispositions de la loi par l'organisation de ressources ou de suppléments de rentes reversibles sur la tête des survivants. Mais,

pour que ces bonnes intentions aboutissent à des résultats certains et pour que les ouvriers soient mis à l'abri des risques inhérents à toute entreprise industrielle, il importe que, comme les pensions elles-mêmes, ces libéralités soient gagées par le versement d'un capital destiné à garantir les engagements pris. Ces fonds de garantie doivent être versées à la Caisse des dépôts et consignations.

L'article 5 ne vise d'ailleurs qu'un cas spécial : celui des libéralités fixées par *conventions*, il n'est applicable ni aux libéralités occasionnelles ni à l'hypothèse prévue par l'article 2, dans laquelle, à la suite d'un accord intervenu entre l'ouvrier et l'exploitant, ce dernier effectue, à titre permanent ou occasionnel, un versement supérieur au 2 0/0 du salaire exigé par la loi.

L'administration n'a d'ailleurs ni le droit d'évaluer les valeurs déposées en garantie, ni l'obligation de vérifier si elles correspondent aux engagements pris ; tout au plus peut-elle, comme le dit la circulaire du 30 juin 1894... « attirer l'attention de l'exploitant sur les erreurs manifestes commises dans l'évaluation des engagements ou dans l'appréciation des valeurs de garantie... »

Dans le but d'établir une sorte de publicité qui permette aux intéressés de faire valoir devant les tribunaux les droits que leur confère l'article 5, le dernier paragraphe de cet article impose à l'exploiti-

tant l'obligation de transmettre chaque année au ministre des Travaux Publics le compte rendu des mesures prises en exécution du dit article. La circulaire du 30 juin 1894 a indiqué d'une façon explicite la forme que devait revêtir ce compte rendu.

Il comprend deux parties : la première donne l'état : 1° de tous les engagements, pensions ou rentes en cours de jouissance ; 2° de tous les engagements contractés soit pour rentes viagères, soit pour indemnités en capital fixe à échéance déterminée. La seconde indique le montant des capitaux disponibles ou le détail des valeurs déposées en garantie, en indiquant la base de leur évaluation.

L'omission par l'exploitant de l'envoi des dits comptes rendus a pour sanction une amende de 16 à 200 francs qui peut être portée à 500 francs en cas de mauvaise foi et sans qu'il puisse être bénéficié des circonstances atténuantes (art. 31).

L'article 5, inspiré par un sentiment de sage prudence, n'a pas toujours été accueilli avec faveur. D'aucuns ont craint que toutes ces précautions n'aboutissent qu'à « tarir la source des générosités patronales et à supprimer toutes ces conventions spéciales dont tant de vieux travailleurs de la mine bénéficient actuellement (1). » Il n'en est pas moins vrai

1. GRUNER, *Société d'Économie Sociale*. Séance du 17 décembre 1894.

qu'il y a là une garantie de premier ordre pour l'ouvrier et tout en même temps, pour nous servir des termes mêmes de la circulaire ministérielle précitée, « un exemple pour l'exploitant de la nécessité de la constitution de ces réserves trop oubliées seules. »

CHAPITRE II

Titre III de la loi du 29 juin 1894

Les Sociétés de secours.

Le titre III de la loi de 1894 prévoit l'organisation obligatoire dans les exploitations minières de sociétés de secours en faveur des ouvriers et employés.

La caisse de chaque société de secours est alimentée, par un prélèvement sur le salaire de 20/0 au maximum, par une contribution de l'exploitant égale à la moitié du dit prélèvement, par des sommes allouées par l'État sur les fonds de subvention aux sociétés de secours mutuels, par les dons et legs, par le produit des amendes (art. 6).

Obligatoirement les statuts doivent fixer : 1° la qualité des secours, en argent et en soins médicaux et pharmaceutiques, à allouer aux ouvriers que la maladie ou des infirmités empêchent de travailler ; 2° la quotité des secours à allouer aux familles des ouvriers décédés.

En outre, les statuts peuvent autoriser l'allocation de certains secours accordés à des familles des mem-

bres participants ou appelés sous les drapeaux et permettre l'octroi de secours renouvelables aux veuves et aux orphelins des membres décédés (art. 7).

La société est administrée par un conseil composé de neuf membres au moins dont le tiers est désigné par l'exploitant et les deux autres tiers nommés par un collège électoral composé de tous les ouvriers et employés du fond et du jour, français, jouissant de leurs droits politiques et inscrits sur la dernière feuille de paye.

Sont éligibles les électeurs non illettrés, âgés de 25 ans au moins et travaillant dans l'exploitation depuis cinq ans (art. 10, 11).

Le vote a lieu par scrutin de liste, les membres sont nommés pour trois ans et renouvelables par tiers tous les ans (art. 12).

Les statuts sont dressés par le premier conseil et soumis à l'approbation du préfet et du ministre des Travaux Publics (art. 14).

En somme, on le voit, au point de vue des sociétés de secours, la loi de 1894 n'a rien innové elle n'a fait que créer une nouvelle forme de sociétés de secours mutuels : la mutualité obligatoire.

Ces sociétés étant tenues (art. 15) d'adresser chaque année au ministre des Travaux Publics, un état statistique et financier de leur situation, il est facile de se rendre un compte exact de leur importance et de leurs opérations.

Voici quelques chiffres relatifs à 1904 (1).

199 sociétés fonctionnant dans 33 départements, ont groupé 193.548 participants dont 186.556 ouvriers et 6.992 employés. L'effectif moyen des sociétés ressort donc à 972 membres. En 1903, le nombre des sociétés était supérieur de 3 et celui des participants inférieur de 4.576.

En fait la presque totalité du personnel minier, est affiliée aux sociétés de secours, quelques milliers d'ouvriers seulement n'en font pas partie, par suite soit d'abstention volontaire, soit du peu d'importance de l'exploitation où ils sont occupés.

L'effectif est réuni de la manière suivante dans les 199 sociétés :

Nombre des membres	Nombre des sociétés
De 1 à 200.	59
De 201 à 500	56
De 501 à 1000	29
De 1001 à 1500	18
De 1501 à 2000	12
De 2001 à 3000	14
De 3001 à 4000	2
De 4001 à 5000	2
De 5001 à 7000	3
De 7001 à 9000	3
Au-dessus de 9000	1

1. D'après le volume annuel de statistique minérale publié par le ministère des Travaux Publics en 1905.

Le nombre des malades a été de : 128.722, soit 660,0 des sociétaires; le nombre des jours de maladie a été de 2.188.652, soit 17 jours en moyenne par malade.

Sur les 193.548 sociétaires, 207, soit 1,07 0/00, sont morts par suite d'accidents du travail; 1574, soit 8,1 0/00 sont décédés pour d'autres causes.

On sait que les caisses de secours sont alimentées au moyen d'un prélèvement sur les salaires (1) d'une allocation de l'exploitant et de diverses autres ressources dont l'intérêt est très secondaire comme on peut s'en rendre compte par l'examen du tableau ci-après (2) :

	Recettes	0/0 du total	par membre
Retenues sur les salaires.	4.131.400 fr. 77	59,34	21 fr. 35
Versements de l'exploitant.	2.075.660 fr. 96	29,81	10 fr. 72
Allocations de l'Etat . . .	2.484 fr. 57	0,04	0 fr. 01
Amendes (infligées par la société)	1.858 fr. 27	0,03	0 fr. 01
Amendes (infligées par l'ex- ploitant).	474.283 fr. 46	6,81	2 fr. 45
Intérêts des fonds	107.968 fr. 31	1,55	0 fr. 56
Recettes diverses	168.317 fr. 90	2,42	0 fr. 87
Totaux. . . .	6.961.974 fr. 24	100	37 fr. 97

1. Le taux de la retenue varie selon les sociétés entre 1 et 2 0/0 du salaire.
2. Chiffres pour 1904.

Le montant total des recettes s'est donc élevé en 1904 à 6.961.974 fr. 24 (7.014.780 fr. 08 en 1903) dont plus de la moitié est fourni par les ouvriers, ceux-ci ont versé chacun 21 fr. 35 lesquels joint aux autres recettes ont formé un versement total de 35 fr. 97 par sociétaire.

Les dépenses effectuées en 1904, par les sociétés de secours s'élèvent à 6.887.216 fr. 52, au lieu de 6.454.913 fr. 28, en 1903.

En résumé, l'exercice 1904 se solde pour les sociétés de secours par un excédent de recettes de 74.752 fr. 72. Ce chiffre est assez faible si on le compare à celui de 1903 qui s'élevait à 559.866 fr. 80. Néanmoins, son appoint a permis à la réserve d'atteindre à la fin de l'exercice 1904, le chiffre global de 3.024.282 fr. 24.

L'article 16 de la loi du 29 juin 1894, prescrit que la part de cette réserve qui n'est pas indispensable aux besoins du service soit déposée à la Caisse des dépôts et consignations. Le montant des dépôts opérés en exécution de cet article était au 31 décembre 1904, de 2.290.313 fr. 98.

A cette même date une société comptant 158 membres se trouvait sans réserve aucune, le chiffre de ses dépenses égalant celui de ses recettes ; une autre composée de 1773 membres accusait un déficit de 1799 fr. 55 soit 1 fr. 01 par membre,

Les 197 autres sociétés avaient à la fin de 1904,

une réserve s'élevant à 15 fr. 78 par participant et à 43, 4 0/0 de leurs recettes de l'année.

Ces quelques chiffres suffisent à indiquer que la situation financière des sociétés de secours est pleinement satisfaisante.

Statistique des Sociétés de Secours depuis leur origine jusqu'en 1904.

Années	Nombre des Sociétés	Membres	Malades	Jours de maladie	Recettes		Dépenses		Fonds de réserve	
					fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.
1896	190	154.696	103.981	1.543.874	4.876.	413,86	4.350.	040,50	526.	373,36
1897	190	158.770	113.721	1.631.221	5.146.	830,67	4.677.	279,49	469.	551,18
1898	191	164.434	122.049	1.749.220	5.456.	311,09	5.077.	369,15	378.	941,94
1899	191	170.674	128.592	1.817.927	5.816.	720,78	5.420.	536,03	396.	184,75
1900	197	178.876	141.030	2.042.776	6.418.	020,74	6.015.	810,21	402.	210,53
1901	203	185.794	120.107	2.059.614	6.681.	095,19	6.428.	974,57	252.	120,62
1902	203	186.741	118.082	2.147.590	6.317.	175,98	6.675.	839,95	358.	663,97
1903	202	188.972	123.067	2.035.627	7.014.	780,08	6.454.	913,28	559.	866,80
1904	199	193.548	128.722	2.188.652	6.961.	974,24	6.887.	216,52	74.	757,72
MONTANT TOTAL DE LA RÉSERVE (1)									3.024.282,24	

(1) Dans ce chiffre est compris le montant de l'encaisse au 1^{er} janvier 1896, soit : 805.008 fr. 46.

CHAPITRE III

Titre IV de la loi de 1894

Le titre IV est, nous l'avons vu, celui qui, lors de l'élaboration parlementaire de la loi donna lieu à le plus de discussions. C'est qu'en effet il a pour but de solutionner le plus complexe de tous les problèmes que la loi avait à résoudre : la liquidation des anciennes institutions.

Toutes les mines, ou à peu près, possédaient avant 1894 des caisses de prévoyance, et la loi a eu pour but moins de créer un état de choses nouveau que de remédier aux inconvénients et aux défauts de l'état de choses existant. Il fallait donc régler le passage de l'ancien régime au nouveau et prévoir comment s'effectuerait la transformation des anciennes institutions ou plus exactement leur suppression et leur remplacement par les organes prévus dans la loi. La multiplicité et la complexité des formes adoptées par les anciennes caisses ne permettaient pas de poser une règle uniforme indifféremment applicable aux unes et aux autres. Nous avons vu comment M. Cuvinot fit adopter par le Sénat le texte

auquel la Chambre devait se rallier et qui établit une distinction primordiale entre les caisses alimentées par l'exploitant seul : caisses patronales, et celles dont les ressources provenaient des cotisations de l'ouvrier, soit seul, soit aidé par son patron : caisses de prévoyance.

Cette première distinction une fois faite, il restait à en établir une seconde entre les pensions d'ores et déjà acquises et celles en cours d'acquisition.

Nous allons examiner rapidement quelles sont les solutions que le titre IV de la loi a donné à ces diverses hypothèses.

I. — INSTITUTIONS PATRONALES. — α) *Pensions acquises*. — La transformation des institutions patronales est réglée par les articles 21 et 22 ; le premier ne fait que consolider les droits acquis en déclarant que les pensions dues par l'exploitant continueront à être servies par lui, conformément au règlement particulier de l'entreprise.

β) *Pensions en cours d'acquisition*. — Le second a trait aux pensions en cours d'acquisition ; il est une application du système de la superposition qui, par respect pour les conventions et dans le but de ne léser aucune des parties contractantes laisse subsister les règlements en vigueur à côté de l'organisation nouvelle. Mais en stipulant que, si la rente

acquise en vertu de cette dernière est inférieure à celle promise par l'exploitant, la différence reste à la charge de celui-ci.

La loi n'apporte ainsi aucun préjudice à l'ouvrier qui touche dans son intégralité la pension sur laquelle il était en droit de compter et de son côté l'exploitant n'a, dans aucun cas, à supporter une charge plus lourde que celle qu'il s'était volontairement imposée.

Mais pour être complet et afin de ne prêter à aucune subtilité d'interprétation, l'article 22 devait prévoir le cas où le patron, qui ne relevant que de lui-même n'a pas à s'embarrasser d'un règlement, ne servirait les pensions promises qu'en vertu d'une pratique admise et dès longtemps tacitement acceptée par son personnel et par lui. C'est pourquoi notre article stipule que le montant des pensions sera calculée en conformité des règlements *ou des usages* en vertu desquels les pensions étaient précédemment accordées. Ces usages doivent, bien entendu, être assez anciens et assez réguliers pour constituer une sorte de droit coutumier ayant même valeur et même autorité qu'un règlement écrit.

Nous verrons que dans son article 25, la loi donne à l'ouvrier le droit, sous certaines conditions de formes, de renoncer au bénéfice de la loi. Le mineur employé dans une exploitation pourvue de caisse patronale se trouvait donc, au moment de la mise

en application de la loi dans l'alternative suivante : demander ou non l'application de l'article 25. Selon que son choix se fixait dans un sens ou dans l'autre sa situation, au point de vue de la retraite, était l'une ou l'autre des suivantes :

1° *Il renonce à bénéficier de l'article 25, il accepte, par conséquent la loi.* — Dans ce cas la partie de la pension acquise est liquidée conformément aux règlements et usages et le chiffre en est d'ores et déjà déterminé. A l'avenir, l'ouvrier effectue à la Caisse nationale des Retraites les versements prévus par l'article 2 et, à l'âge de 55 ans, il touche une pension correspondante à la totalité de ses versements et augmentée de celle qui lui était due par l'exploitant, au moment de la liquidation précitée. Si le chiffre ainsi obtenu est inférieur au montant de la pension promise, la différence est à la charge de l'exploitant.

2° *L'ouvrier demande le bénéfice de l'article 25, il est, par conséquent, dispensé des versements prescrits par l'article 2.* — Dans ce cas, sa situation reste ce qu'elle était avant la promulgation de la loi, et il continue à vivre sous l'empire des anciens règlements.

Il est bien entendu que ces deux hypothèses ne sont applicables qu'aux ouvriers embauchés après la promulgation de la loi qui demeure pleinement impérative pour les autres. Encore le dernier paragraphe de l'article 22 autorise-t-il la dérogation aux deux

autres par conventions librement intervenues entre l'exploitant et son personnel.

Toutes les fois qu'il s'agit d'institutions patronales, le contentieux échappe à la compétence de la commission arbitrale prévue par l'article 24 et relève exclusivement de celle des tribunaux de droit commun.

II. — LES CAISSES DE PRÉVOYANCE. — La liquidation des caisses patronales ainsi réglée, il restait à légiférer sur ce même point en ce qui concerne les caisses de prévoyance.

Le principe adopté est à peu près le même que celui qui régit les institutions patronales. Les pensions acquises restent à la charge des anciennes caisses. L'ouvrier dont la pension est encore en cours d'acquisition, fait liquider la fraction correspondante à ses années de services. Ainsi se trouve réglé le passé, l'avenir l'est, comme pour les caisses patronales, c'est-à-dire que l'ouvrier peut demander l'application de l'article 25 et, dans ce cas, il continue à vivre sous l'empire du règlement de l'ancienne caisse, ou, au contraire, se soumet à la loi et, dans ce cas, il touche à 55 ans, une pension qui se compose : 1° de la fraction de pension liquidée ; 2° de celle obtenue par les versements prescrits par l'article 2.

De toutes façons, les caisses anciennes ne subsistent plus que pour les ouvriers embauchés antérieu-

rement à la promulgation de la loi ; elles n'ont plus pour but que d'assurer l'exécution des engagements du passé ou d'achever la constitution des retraites des ouvriers qui se seront prévalus de l'article 25.

Mais il ne suffisait pas de prescrire à ces institutions de tenir leurs engagements passés, encore fallait-il s'assurer qu'elles possédaient les ressources à ce nécessaire. Dans le cas d'institutions patronales, dépendant toutes d'exploitations puissantes et prospères, le crédit de l'entreprise répondait de l'exécution des engagements ; mais ici, rien de semblable, les caisses de prévoyance pratiquaient toutes ou à peu près le système de la répartition, c'est-à-dire qu'elles payaient les annuités échues avec les recettes de l'année courante. Nous avons vu à quel déficit énorme les avait conduites cette étrange façon de comprendre la prévoyance.

La loi de 1894, en prescrivant d'opérer les versements à des caisses désignées, enlevait aux caisses de prévoyance les ressources qui leur servaient à payer au jour le jour secours et pensions. Les réserves n'existant pour ainsi dire pas il fallait trouver le moyen de réaliser un actif capable de faire face au passif antérieurement contracté.

Ce moyen, le législateur n'a pas cru, — et la diversité des caisses de prévoyance explique cette abstention, — devoir l'édicter lui-même, et il a laissé aux intéressés le soin de résoudre ce délicat problème.

En effet l'article 24 déclare que : « Les intéressés
« seront appelés à se prononcer, dans un délai maxi-
« mum de six mois, sur les mesures à prendre à rai-
« son des engagements précités et sur le mode de
« réalisation des ressources nécessaires. »

La procédure à suivre est indiquée par l'article 29 et précisée par le règlement d'administration publique du 23 juillet 1894 et la circulaire ministérielle du 30 du même mois.

Les parties intéressées, ouvriers et exploitants, essaieront de s'entendre à l'amiable ; en cas d'impossibilité ils auront recours à la Commission arbitrale dont il sera parlé ci-après ; si, enfin, ils refusent ce recours, ce sera un liquidateur nommé par le tribunal qui procédera à la liquidation de la caisse.

Ainsi donc la loi qui cherche avant tout à ce que les choses se passent entre intéressés, prévoit d'abord une entente amiable, à défaut un tribunal arbitral, et ce n'est qu'en dernière analyse et comme moyen suprême qu'elle fait appel à l'autorité judiciaire.

Donc trois hypothèses possibles :

1° *Entente amiable.* — Le Conseil d'administration de la Caisse, à son défaut, l'exploitant, présente un projet de règlement de liquidation, sur lequel le personnel est appelé à voter. Prennent part au vote tous les ouvriers et anciens ouvriers, majeurs, des deux sexes, français ou étrangers. La majorité absolue est nécessaire et suffisante, elle engage tous les ouvriers,

même dissidents. Si elle n'est pas atteinte, il est procédé à un second vote pour savoir s'il y aura lieu à recours devant la Commission arbitrale, recours qui arrête toutes les opérations de liquidation en cours (loi 19-20 décembre 1894). La majorité relative suffit.

2° *Commission arbitrale.* — La Commission arbitrale dont la composition est déterminée par l'article 26 de la loi, comprend sept membres de droit nommés deux par le Conseil général des mines, deux par la Commission supérieure de la Caisse nationale des Retraites, deux par la Cour d'appel de Paris, parmi les conseillers, et un par la Cour des Comptes. A ces sept membres sont adjoints, pour chaque affaire, un délégué de l'exploitant et un délégué ouvrier. La Commission ne peut valablement statuer qu'avec un nombre impair de membres supérieur à cinq.

Cette Commission arbitrale qui n'est autre chose qu'un tribunal de conciliation est substituée aux intéressés et a pleins pouvoirs pour décider en leur lieu et place de la manière dont doit s'opérer la liquidation.

Le règlement d'administration publique du 26 juillet 1894 règle le fonctionnement de la Commission qui a siégé au ministère des Travaux Publics du 18 août 1894, au 12 février 1896, sous la présidence de M. le sénateur Cuvinot.

Le compte rendu de ses travaux a été publié dans les *Annales des Mines* ; — partie administrative,

1896, pp. 67 s qq. et pp. 327 s qq. — Nous en extrayons les renseignements suivants.

La Commission a statué sur 19 liquidations intéressant 42.000 ouvriers, et relatives aux Caisses de retraites des entreprises ci-après dénommées, dans l'ordre de date des sentences rendues.

Mines de St-Eloy (P.-de-D.).	Mines de Portes et Sénéchas
— Escarpelle (Nord).	(Gard).
— Rancié (Ariège).	— Decazeville (Aveyron).
— Carvin (Pas-de-Calais).	— Chapelle-sous-Dun
— Liévin (id.)	(Saône-et-Loire).
— Dourges (id.)	— Charb. des Bouches-du-
— Aniche (Nord).	Rhône (B.-d.-R ^{ne}).
— Ostricourt (P.-de-C.).	— Marles (Pas-de-Calais).
— Villebœuf (Loire).	— Nœux (id.)
— Meurchin (P.-de-C.).	— Vicoigne (id.)
— Courrières (id.)	— Carmaux (Tarn).

Les sentences portent sur trois points différents : pensions acquises ; pensions en cours d'acquisition ; ressources.

α) *Pensions acquises*. — Les pensions acquises ont toujours été maintenues, sauf dans deux cas, à Dourges où elles résultaient d'engagements d'une témérité excessive, et à Portes-et-Sénéchées en raison de la modicité et du peu d'avenir de l'entreprise. De plus les secours, indemnités et allocations, annuels, alloués facultativement ont été partout transformés en rentes viagères.

β) *Pensions en cours d'acquisition*. — Pour les pensions en cours d'acquisition, la Commission arbi-

trale a statué dans l'esprit de la loi en substituant aux droits anciens aléatoires et précaires des droits certains et définitifs. Elle a imposé le principe de la retraite d'âge sans conditions d'invalidité. Cet âge a été dans cinq cas, fixé à 55 ans ; plus généralement la Commission a admis une période transitoire de dix ans pendant laquelle l'âge de la retraite est supérieur à 55 ans.

La clause de déchéance a été abolie, au moins en principe. Dans trois Compagnies, l'ouvrier conserve en cas de départ ou de renvoi, l'intégralité de ses droits (Carmaux, Dourges, Ostricourt) ; dans une autre (Charbonnage des Bouches-du-Rhône), il en garde les deux tiers, dans treize autres, la moitié.

La pension est presque toujours reversible par tiers ou par moitié sur la tête de la veuve qui, en cas de remariage, reçoit en dot, deux ou trois années de sa pension.

Dans presque tout le bassin du Nord et du Pas-de-Calais, il a été prévu pour les anciens ouvriers arrivant à l'âge de la retraite, une pension minimum assurant les moyens d'existence indispensables, à la seule condition de compter quinze ans de service, limite qui, pour les mines de Courrières, a même été abaissée à dix ans.

Il n'a été accordé que des droits réduits aux ouvriers âgés de moins de 25 ans, leur âge leur permettant, en se soumettant à la loi, de s'assurer des pensions convenables.

Le taux des pensions d'invalidité a été généralement conservé pour les pensions d'âges ; il a même été augmenté dans quatre cas (Marles, Aniche, La Chapelle-sous-Dun et Charbonnages des Bouches-du-Rhône) et n'a été réduit qu'à Liévin, Meurchin et Nœux-Vicoigne. Pour cette dernière Compagnie ainsi que pour celles de Dourges et d'Ostricourt, la Commission a adopté, avec des modalités différentes selon les espèces, une solution spéciale, consistant à donner à la loi de 1894 un effet rétroactif, avec des versements de 4 0/0 censés effectués à la Caisse nationale des Retraites.

3° *Ressources.* — Les ressources ont été généralement fournies par un prélèvement sur le salaire de tous les ouvriers, anciens et nouveaux, et par une allocation égale de l'exploitant. Font exception à cette règle les mines de Nœux-Vicoigne où la charge tout entière incombe à l'exploitant.

Le taux de la retenue, qui a varié entre 1/2 0/0 à Carmaux, Ostricourt, et dans les Charbonnages des Bouches-du-Rhône, et 4 1/3 0/0 à Rancié, a été en moyenne de 1 0/0.

Les recettes ont été, en générale, versées conformément à l'article 23 à une caisse spéciale, dite caisse de liquidation, dont le Conseil d'administration était composé de délégués ouvriers et de représentants de l'exploitant.

Dans deux mines, — Decazeville et Saint-Éloy — il n'a été opéré que des retenues sur les salaires, à charge par l'exploitant de doubler en temps opportun la pension ainsi obtenue.

Dans quatres mines — Dourges, Chapelle-sous-Dun, Marles et Villebœuf — les retenues ont été attribuées à l'exploitant qui prend à sa charge tous les risques et frais de la liquidation.

Pour les ouvriers qui demanderaient à bénéficier de l'article 25, c'est-à-dire à être dispensés du versement prescrit par l'article 2, la Commission arbitrale a stipulé qu'ils subiraient une retenue supplémentaire de 2 0/0 sur leurs salaires.

Toutes les sentences qui instituent une caisse de liquidation prévoient que, dans un délai de dix ans au plus, il sera pris, sous l'approbation du ministre des Travaux Publics, les mesures complémentaires destinées à assurer le fonctionnement normal de la caisse. Cette revision est actuellement en cours.

III. — LIQUIDATION JUDICIAIRE. — A défaut, soit d'une entente amiable, soit du recours à la Commission arbitrale, il est procédé à la liquidation judiciaire de la caisse dans les formes suivantes :

A la requête de la partie la plus diligente, les tribunaux nomment un liquidateur chargé d'assurer la dite liquidation « au mieux des intérêts en pré-

sence ». Le rapport du liquidateur est rendu exécutoire par homologation du tribunal.

La jurisprudence s'est divisée sur le point de savoir quelle était l'étendue des pouvoirs du liquidateur ; pouvait-il, comme la Commission arbitrale, décider de l'avenir de l'institution en élaborant un règlement prescrivant qu'elle devait faire face à telles et telles charges, à l'aide de telles et telles ressources ? ou bien, au contraire, n'avait-il que le droit de « liquider » la caisse, c'est-à-dire d'en établir l'actif et de régler avec cet actif les droits acquis ou en cours d'acquisition ? Le tribunal de Saint-Étienne s'est prononcé pour la première interprétation ; nous croyons, avec les tribunaux d'Aix et de Villefranche que la seconde doit seule être admise.

Il ressort en effet, clairement de l'esprit, sinon du texte de la loi, que ses auteurs n'ont envisagé qu'à regret et comme suprême moyen la possibilité d'avoir recours à une intervention judiciaire. Dans ces conditions, il est à présumer qu'il était dans leurs pensées de n'accorder au liquidateur que les pouvoirs strictement nécessaires à l'accomplissement de sa mission. On peut regretter qu'ils n'aient pas cru devoir l'exprimer plus explicitement.

Sur les bases que nous venons de faire connaître a été opérée la liquidation du passé. Aucune caisse ancienne ne subsiste plus, toutes, ont fait place à des organismes nouveaux, établis en conformité des prescriptions de la loi.

La répartition entre les différentes modes de transformation prévus par la loi, s'est opérée de la manière suivante :

13 caisses avec 20.777 intéressés ont été transformées par entente amiable.

19 caisses avec 42.476 intéressés ont été transformées par sentence arbitrale.

6 caisses avec 9.010 intéressés ont été transformées par liquidation judiciaire.

Parmi les nouvelles caisses créées à la suite d'une entente amiable, beaucoup ont été établies sur des bases équitables et rationnelles soit qu'elles continuent un état de chose déjà solidement constitué, soit qu'elles fournissent à l'ouvrier les garanties qui lui manquaient auparavant. Malheureusement, il n'en a pas été toujours ainsi, trop souvent subsistent dans les caisses de liquidation les vices dont était infesté l'ancien régime et, pour ne citer que les deux plus graves, la clause de déchéance et l'absence de fonds de réserve.

Article 25. — L'article 25, dont nous avons eu déjà occasion de parler, laisse à l'ouvrier le droit de renoncer au bénéfice de la loi et de se dispenser des versements prévus par l'article 2. Il est bien entendu que l'ouvrier en se libérant de cette obligation libère *ipso facto* son employeur de la charge correspondante.

Pour être admis au bénéfice de l'article 25, il suf-

fit à l'ouvrier de faire, devant le maire de sa résidence qui est tenu de l'accepter et d'en donner récépissé, une déclaration à cette fin.

La circulaire ministérielle du 13 août 1896, a précisé les cas d'application et la portée de l'article 25. La déclaration n'a d'effet qu'à l'égard de l'entreprise dans laquelle une pension était en cours d'acquisition au moment de la promulgation de la loi (1). Il en résulte que l'ouvrier qui change d'exploitation ne peut se prévaloir de sa déclaration vis-à-vis de son nouvel employeur ; entre ce dernier et lui on ne saurait trouver le lien de droit dont l'article suppose nécessairement l'existence, et il ne saurait plus être question de ce fameux « respect hiératique des conventions » dont parlait M. Viette. L'ouvrier d'autre part, ne peut présenter une nouvelle déclaration puisque l'article 25 est uniquement applicable aux ouvriers embauchés antérieurement à la promulgation de la loi et aux pensions en cours d'acquisition au moment de cette promulgation. L'article 25 n'est jamais que suspensif et l'ouvrier qui s'en est prévalu peut toujours revenir sur sa déclaration même en demeurant dans la même entreprise.

D'une enquête faite en 1897, il résulte que le nom-

1. On l'a trop souvent oublié, c'est ainsi que dans plusieurs exploitations du Centre on a donné à l'article 25 une élasticité telle qu'on y a vu pour *tout ouvrier* un droit d'option.

bre des ouvriers ayant demandé à bénéficier et l'article 25 est de 27.000, représentant seulement le quart de ceux auxquels il était régulièrement applicable.

Articles 26, 27, 28, 29, 31. — L'article 26, dont nous avons déjà parlé, n'a d'autre objet, que de déterminer la composition de la Commission arbitrale.

L'article 27 attribue aux tribunaux civils compétence pour juger des différends que soulèverait l'application de la loi. Il est statué comme en matière sommaire et jugé d'urgence. Les intéressés bénéficient de l'assistance judiciaire ; ils ont de plus la faculté d'ester soit par action individuelle selon les principes du droit commun, soit par l'intermédiaire d'un mandataire collectif élu par eux sur convocation du juge de paix à qui doit être présentée une requête indiquant, en même temps que la nature et les circonstances du différend, les noms et domiciles de chacun des signataires (Seine, 25 juillet 1894 ; art. 22 sqq). Il suffit pour pouvoir être élu mandataire, d'être français et de jouir de ses droits civils et politiques. Tous actes et pièces à produire sont dispensés du timbre et enregistrés gratuitement.

L'article 28 accorde aux exploitants et aux caisses de prévoyance la faculté de déposer en totalité ou par annuités successives à la Caisse nationale des Retraites, le capital constitutif des rentes leur incombant. La Caisse inscrit les rentes au livret individuel de chaque ayant droit et en effectue le paiement

à partir de l'âge fixé pour l'entrée en jouissance.

Cette mesure qui a pour objet de donner plus de garantie aux retraites promises, a motivé une dérogation à la loi organique sur la Caisse nationale des Retraites ; dérogation qui permet de dépasser la limite de 500 francs imposée aux versements faits, au cours de la même année, au nom et pour le compte de la même personne.

L'article 29 prévoit qu'un règlement d'administration publique fixera les détails d'application de la loi. C'est en vertu de cet article qu'ont été pris le décret du 25 juillet 1894, complété par la circulaire ministérielle du 30 du même mois pour l'exécution des articles 23, 24, 26 et 27, et le décret du 14 août 1894 pour celle des articles 1, 2, 3 et 28.

L'article 30 prévoit des pénalités pour infraction aux articles 5 § 2, et 15 (1). Le paragraphe 2 de l'article 5 a trait, nous l'avons vu, à l'omission par l'exploitant de l'envoi des comptes rendus annuels ; l'article 15, dont nous n'avons pas à nous occuper, prescrit différentes mesures relatives à la comptabilité des sociétés de secours.

Les pénalités sont une amende de 16 à 200 francs

1. L'article 30 vise également l'article 23, mais c'est là une erreur du législateur, qui, ayant modifié le texte de l'article 23 de telle sorte qu'il ne comporte plus d'infraction possible, ne s'en est pas souvenu lors de la rédaction de l'article 30.

qui peut-être portée à 500 francs, en cas de mauvaise foi, et sans que puisse être admis le bénéfice des circonstances atténuantes. La constatation des infractions n'appartient pas seulement aux officiers de police judiciaire mais encore aux Ingénieurs des mines en vertu de leur double pouvoir d'agents de surveillance générale des mines et d'Inspecteurs du travail.

L'article 31 et dernier de la loi du 29 juin 1894 est, nous l'avons dit, resté lettre morte c'est celui qui prévoit l'assimilation aux mines des minières et carrières pour l'application de la présente loi.

CHAPITRE IV

APPLICATION ET CRITIQUE DE LA LOI DU 29 JUIN 1894

La loi du 29 juin a été fort bien accueillie par les intéressés et très régulièrement appliquée en ce qui concerne les caisses de secours. Pour la partie relative aux caisses de retraites, l'accord a été moins unanime ; les difficultés et les lenteurs qu'entraîne, nous le verrons, le fonctionnement du livret individuel, ont été pour beaucoup dans le peu d'empressement que les ouvriers ont mis à bénéficier de la loi ; de plus la lointaine échéance à laquelle ils voyaient la réalisation de leurs droits et la précarité de la retraite ainsi obtenue semblaient aux jeunes ouvriers hors de proportion avec les sacrifices que l'on exigeait d'eux ; quant aux ouvriers âgés, ils n'ont pas eu de peine à se rendre compte que le peu d'années qui les séparait de l'âge fixé pour l'entrée en jouissance ne leur permettait d'espérer qu'une pension minime au point d'être dérisoire.

Aussi la loi n'a-t-elle été appliquée que dans les

entreprises puissantes où les exploitants ont usé de leur autorité pour convaincre leur personnel du bénéfice qu'ils avaient à s'y soumettre ; bénéfice incontestable, répétons-le, mais qui, n'étant pas immédiat, échappait aux mentalités forcément simplistes de ceux à qui il était réservé (V. *Tableau ci-dessous*).

**Montant de la Pension servie en vertu de la loi de 1894
aux ouvriers mineurs retraités à 55 ans.**

ANNÉES	Nombre d'années de versements	Pension moyenne	OBSERVATIONS
1903.....	8	44,12	<i>L'augmentation moyenne annuelle de la pension est : Pendant les 30 ans : 1896-1915, de 11 fr. 06. Pendant les 20 ans : 1906-1925, de 14 francs.</i>
1904.....	9	51,55	
1905.....	10	59,38	
1910.....	15	108,17	
1915.....	20	169,24	
1920.....	25	243,22	
1925.....	30	331,38	

L'exploitant d'ailleurs en tenant la main à ce que la loi fût strictement appliquée, faisait preuve d'une sage prudence, car nous savons qu'il est personnellement responsable à l'égard de l'ouvrier et de sa femme de la pension à laquelle leur donnent droit les versements qui auraient dû être effectués en leurs noms.

Dans toutes les exploitations de peu d'importance

où le personnel est essentiellement nomade et qui n'ont le plus souvent qu'une existence éphémère, les intéressés ont, pour des raisons plus ou moins spécieuses, refusé de se soumettre à la loi. Le nombre de ces entreprises est de 116 ; mais hâtons-nous de remarquer que si elles représentent 37 0/0 du nombre total des exploitations, elles ne groupent que 4294 ouvriers soit 2 0/0 de l'effectif. Elles sont d'ailleurs situées dans des régions de peu d'importance au point de vue minier. C'est ainsi que, en 1896, dans l'arrondissement minéralogique de Bordeaux, la proportion par rapport au nombre des ouvriers munis de livrets de ceux à en munir était de 89 0/0, tandis qu'elle n'était que de 3 0/0, dans l'arrondissement minéralogique d'Arras, et de 2 0/0 dans celui de Chalon-sur-Saône.

Un cas fréquent d'inapplication individuelle s'est produit dans beaucoup de mines frontières où le personnel est composé en grande partie d'étrangers qui ne sont pas toujours très désireux de faire connaître leur véritable identité, ou qui ont été arrêtés par les frais d'ailleurs excessifs que demandaient leurs consuls pour la délivrance d'une traduction authentique des pièces à fournir.

Malgré ces défaillances, l'application de la loi a toujours tendu à se généraliser ; le tableau suivant indique l'accroissement du nombre des adhérents à partir de sa promulgation.

ANNÉES	Exploitations	Versements	Montant
1895. . .	120	357.808	1.865.944
1897. . .	168	751.855	5.282.593
1902. . .	206	1.044.140	8.259.090

(Chiffres extraits du rapport de la commission supérieure de la Caisse nationale des Retraites au Président de la République, sur les opérations et la situation de cette caisse en 1902.)

En outre des 4.294 ouvriers qui, comme nous l'avons dit, ont systématiquement refusé de se soumettre à la loi, il en est 34.739 qui ont renoncé à son application soit parce qu'ils étaient âgés de plus de 55 ans, soit parce qu'ils ont demandé le bénéfice de l'article 25. Ceux qui étaient en droit de le faire — car beaucoup ont donné à cet article une interprétation parfaitement illégale (1) — étaient au nombre de 107.070 ; il en résulte que le quart seulement a préféré la situation qui leur était faite par les règlements antérieurs, à celle que devait établir l'application de la loi.

Les options ont été particulièrement nombreuses dans les Compagnies de la Grand-Combe (Gard), de Lens (Pas-de-Calais) et de Blanzy (Saône-et-Loire) où, en raison des hautes retraites servies par les anciennes caisses, l'avantage d'agir de la sorte était manifeste.

1. V. *supra*, p. 87.

Quelques cas particuliers se sont produits dans cette application de l'article 25 ; c'est ainsi que, dans l'Aveyron, il a été invoqué par des ouvriers jouissant de pensions militaires ou affiliés à ces tontines connues sous le nom pléonasmique de « Prévoyants de l'Avenir ».

LE SYSTÈME DU LIVRET INDIVIDUEL

La principale critique que l'on a formulée contre la loi du 29 juin 1894, vise la pratique du livret individuel. En principe, le système est excellent ; le livret forme un titre constatant les droits acquis après chaque versement au profit de son titulaire à la disposition duquel il reste et qui peut l'emporter où bon lui semble ; mais son fonctionnement, quand il s'agit de collectivités aussi nombreuses que celle des ouvriers mineurs, n'est pas sans donner prise à de sérieuses critiques.

La procédure de l'inscription des versements est fort chargée et fort complexe ; la voici, dans ses grandes lignes.

L'ouvrier qui veut se faire délivrer un livret doit fournir une sorte de casier civil qui, une fois obtenu, est déposé par l'exploitant à la recette particulière avec une demande d'établissement de livret ; celui-ci ne parvient au postulant qu'au bout d'un délai dont on peut estimer le minimum à trois mois.

Au début de chaque trimestre, l'exploitant doit, à la fois, effectuer les versements et déposer chez le receveur particulier tous les livrets de son personnel avec le bordereau des sommes attribuées à chaque titulaire. Le receveur envoie ces livrets au trésorier-payeur-général qui les transmet à la Caisse des dépôts et consignations où sont inscrits les versements ainsi que les rentes correspondantes.

Le livret est ensuite retourné à l'exploitant, mais, la multiplicité des opérations et le temps qu'elles exigent, font que celui-ci ne dispose du livret que pendant quelques jours à la fin de chaque trimestre, parfois, même, il ne les revoit qu'une fois par semestre, à tel point que, dans certains arrondissements minéralogiques, celui de Toulouse en particulier, les exploitants ont pris l'habitude de laisser les livrets à demeure chez le receveur particulier.

En admettant même que l'exploitant ait en mains le livret, si les ouvriers en demandent communication ils n'en peuvent tirer grand profit. Comment se reconnaître au milieu de ces colonnes de chiffres, intelligibles pour un seul actuaire et qui, remarquons-le, ne sont pas toujours exacts et jamais totalisés. Dérouté par cette complication d'écriture, l'ouvrier à qui il suffirait de connaître le montant de la rente par lui acquise, finit par se désintéresser de son livret qui ne représente plus pour lui qu'un grimoire sybillin.

Ainsi s'il vient à quitter l'entreprise, il se préoccupe peu de le reprendre, le plus souvent d'ailleurs il ne le pourrait, et le nombre des livrets en souffrance ou définitivement abandonnés ne fait que croître chaque année.

Une enquête administrative montre que, deux ans après la mise en application de la loi, le nombre des livrets en souffrance atteignait déjà 16.000. Le Comité central des Houillères de France a fait procéder en 1902 à une étude approfondie de la question, d'où il est résulté qu'au 31 décembre 1901, ce nombre était de 43.562, dont 36.963 restés à la Compagnie et 7.599 chez le receveur. L'ensemble de ces livrets en souffrance correspondait à 356.645 francs de retenues opérées et non versées (1).

Cette enquête n'ayant pas porté sur l'ensemble des exploitations minérales, le Comité central des Houillères estime que l'on « est certainement au-dessous de la réalité en disant que, sept ans après la mise en application de la loi il y a plus de 50.000 livrets qui ont été créés par les mines françaises au profit d'ouvriers qui les ont abandonnés, au moins momentanément, pour une cause ou pour une autre. »

1. V. *Comité central des Houillères de France*. Note relative au fonctionnement des livrets individuels établis en exécution de la loi du 29 juin 1894 sur les pensions de retraites des ouvriers mineurs. Paris, 1902.

Le dépouillement de 26.754 des livrets ainsi abandonnés ayant indiqué comme moyenne de versements le chiffre de 385, la somme totale en souffrance atteint 2.900.000 francs.

Ces abandons volontaires de livrets ont pour cause fondamentale le peu de souci que manifestent les intéressés à l'égard d'un titre qu'ils n'ont jamais entre les mains. Le livret, nous l'avons vu, ne reste chez l'exploitant que quinze jours par trimestre au plus ; si, dans l'intervalle, l'ouvrier quitte la mine, son salaire lui sera payé déduction faite de la retenue de 20/0 qui ne sera portée sur son livret qu'après l'accomplissement des formalités sans nombre dont nous avons parlé. Quand le livret fait retour à l'exploitant, l'ouvrier a quitté le pays, le plus souvent sans laisser d'adresse et le livret reste en souffrance.

Et que de cas analogues peuvent se présenter : la fille qui se marie (1), le garçon qui part pour le service, l'ouvrier qui n'est pas uniquement mineur et qui passe tour à tour d'une usine dans une mine et de là à quelque autre travail, autant de catégories de titulaires pour qui le livret n'a que minime importance.

Il peut arriver aussi que l'ouvrier quitte l'entre-

1. Une Compagnie a déclaré au Comité central des Houillères que sur 931 livrets abandonnés, 296 l'ont été par de jeunes trieuses.

prise avant d'avoir fourni les pièces nécessaires à l'établissement du livret ; les retenues ont néanmoins été pratiquées ; pour ne pas que ces sommes leur restent en compte la plupart des exploitants ont essayé de les verser chez les receveurs particuliers dont quelques-uns les ont acceptées, et c'est ainsi que des sommes, parfois importantes, restent en souffrance, immobilisées dans des caisses publiques ou privées qui les détiennent sans les posséder.

A la fin de la grève générale des mineurs de 1902, la Chambre des députés institua une Commission (1) chargée de « rechercher les causes des conflits et les conditions d'exploitation dans le domaine minier français. » Cette Commission procéda à une vaste enquête dont les résultats ont été consignés dans cinq volumes imprimés en 1903. Un questionnaire, envoyé dans tous les centres miniers, comportait une rubrique spéciale intitulée « Questions de prévoyance » à laquelle les intéressés devaient répondre en faisant connaître les observations que leur suggérerait la loi du 29 juin 1894.

Ce qui frappe à la lecture des dépositions ouvrières, c'est la défiance qu'inspire aux intéressés l'organisme lointain, qu'est la Caisse nationale des Retraites. Ils demandent que la gérance leur en soit confiée ou, tout au moins, que plusieurs délégués ouvriers

1. M. DRON, président.

fassent partie du Conseil d'administration. Ils voudraient que des rapports annuels sur la situation de la Caisse fussent adressés aux syndicats, à défaut, à la mairie du lieu de l'exploitation où les intéressés pourraient en prendre connaissance. Faute de ce contrôle, ils estiment qu'ils sont les dupes de la Caisse des Retraites qui fait chaque année à leur détriment un bénéfice de plusieurs millions, à cause du grand nombre de livrets abandonnés par leur propriétaires (1).

On le voit, ce qu'il faut avant tout, c'est faire l'éducation de l'ouvrier, c'est faire comprendre à cet homme, qui n'est ni un sociologue ni un actuaire ; qu'il a intérêt à l'application de la loi et pour cela il faut qu'il ait une preuve tangible et claire de son fonctionnement, preuve qui ne saurait résulter que de la détention effective aussi fréquente et aussi prolongée que possible du livret qui, dans l'état de choses actuel, est un peu partout, excepté chez son titulaire.

LES REMÈDES PROPOSÉS. — Pour parvenir à ce résultat, seul capable de populariser la retraite obligatoire, divers moyens ont été proposés.

Simplification du système actuel. — Le plus simple, parce que c'est celui qui apporterait le moins

1. *Commission des mines*, P. V-R. E., t. II, *passim*.

de changement à l'état de choses actuel, consisterait peut-être à espacer la date d'envoi des livrets à la Caisse des dépôts et consignations qui de trimestriels deviendraient annuels ; cela aurait l'avantage de diminuer le nombre de chiffres dont s'encombre le livret et au milieu desquels l'ouvrier ne se reconnaît plus ; exposés, en outre, à moins de déplacements, les livrets auraient moins de chance de s'égarer ; et les calculs, moins nombreux, risqueraient moins d'être inexacts ; enfin, et c'est là le grand point, ils pourraient être laissés plus longtemps à la disposition de leurs titulaires qui s'y intéresseraient davantage et à qui il suffit très largement de connaître l'accroissement annuel de leur pension.

Système de l'affichage périodique. — Si ce système paraît difficilement applicable, peut-être pourrait-on parvenir à faire connaître à l'intéressé le montant des versements faits en son nom et de la rente correspondante, ce qui, seul importe, en prescrivant aux Compagnies d'afficher tous les trois ou six mois aux lieux habituels des avis au personnel, un bordereau très simple dans lequel ces seules indications seraient énoncées ; la remise effective du livret serait ainsi évitée et l'ouvrier n'en serait pas moins informé de ce qu'il a intérêt à connaître (1).

1. D'après une déclaration faite par M. Basly, le 15 décembre 1897, à la Chambre des députés, ce serait là tout ce que demandent les ouvriers.

Système du faux livret et des fiches d'identité. — Quelques grandes Compagnies ont imaginé de tenir sous le nom de faux livret un double du livret véritable, c'est là une solution excellente mais trop onéreuse pour qu'on en puisse espérer la généralisation.

D'autres ont créé un système de fiches ou cartes d'identité qui portent les noms et prénoms de l'ouvrier, date et lieu de naissance et numéros d'ordre du livret. C'est un système préconisé par le Comité central des houillères de France qui demande seulement qu'on fasse disparaître de la fiche, toute indication d'origine (nom de la Compagnie, domicile du titulaire, date d'entrée et de sortie, cause du départ...) afin que l'ouvrier ne soit pas tenté de la faire disparaître dans la crainte que les renseignements qu'elle contient ne soient de nature à lui porter préjudice.

Système de mise à la charge des Compagnies de la tenue des livrets. — A titre accessoire, et pour assurer une exécution plus rapide des inscriptions, en évitant l'encombrement dans les recettes particulières, on pourrait, en conservant le système actuel, au lieu d'y accumuler tous les livrets à la même date, attribuer à chaque exploitant une date spéciale, afin de sérier la besogne des employés des Finances. Et pourquoi ne ferait-on pas un pas de plus et ne chargerait-on pas la Compagnie de la tenue du livret, sous le contrôle d'inspecteurs délégués de la Caisse

des dépôts et consignations dont les tournées seraient indéterminées et fréquentes.

Système des timbres. — Le Comité central des Houillères propose une mesure bien plus radicale qui n'aurait qu'un inconvénient, c'est de bouleverser de fond en comble l'économie de l'article 2 et primordial de la loi. Cette mesure consisterait à adopter le système de la carte et des timbres y apposés, usité en Allemagne, système qui suppose nécessairement une cotisation invariable tandis que la loi de 1894 proportionne la cotisation au salaire. Il faudrait donc à cette proportionalité substituer, comme en Allemagne, la division des salaires en un certain nombre de classes avec fixation de versements définis pour chaque classe.

La mesure préconisée par le Comité central des Houillères nécessiterait donc un travail fort long et fort coûteux qui ne serait peut-être pas compensé par le résultat à obtenir. Le système des timbres qui, à première vue, paraît pratique et l'est réellement jusqu'à un certain point, n'est pas sans présenter de sérieux inconvénients, ne serait-ce qu'en raison de l'encombrement résultant de l'envoi annuel de la carte d'identité munie de ses 52 timbres à un bureau central. Il est à remarquer d'ailleurs que, lors de la discussion et du vote à la Chambre des députés du projet de loi sur les retraites ouvrières

actuellement soumis au Sénat, la Commission, par l'organe de son éminent rapporteur, M. Guieysse, avait tout d'abord proposé exclusivement le système des timbres, puis, à la suite des débats, elle a laissé la faculté de prendre, soit le système des cartes d'identité avec timbres, soit celui du livret individuel (1).

Système Bellom du livret en double exemplaire. — Enfin un dernier système a été proposé par un auteur dont le nom fait autorité en matière d'assurances sociales, M. Maurice Bellom (2).

L'exploitant serait chargé de tenir le livret, sur le contrôle d'agents de la Caisse nationale des Retraites. Deux exemplaires du livret seraient établis au nom de chaque ouvrier. A la fin de chaque année, l'exploitant enverrait à la Caisse des dépôts l'exemplaire portant le détail des versements effectués, non sans

1. Article 3 du projet voté par la Chambre. « V. à ce sujet Musée Social. Supplément aux *Annales*. Jules Siegfried. Les Retraites ouvrières devant le Parlement, mars 1906. »

2. M. Bellom qui, remarquons-le, est un adversaire convaincu du système de la retraite obligatoire. — V. *Revue politique et parlementaire*, 10 avril 1906. « La liberté de la prévoyance et les retraites ouvrières » — a fait paraître sur ce sujet dans l'*Économiste Français*, (22 oct. 1902; 31 janv. 1903 une série d'articles fort remarquables qui ont été ensuite publiés en brochure sous le titre : *Questions de mutualité* (I, la mutualité scolaire; II, le livret individuel et les réformes nécessaires), Paris, 1903, Chaix.

avoir reçu de la dite caisse l'autre exemplaire vérifié par elle et portant inscription du chiffre de la rente éventuelle correspondant aux versements de l'année précédente. Les deux livrets seraient ainsi échangés régulièrement entre l'exploitant et la Caisse, de telle sorte que la mine en posséderait toujours un exemplaire qui pourrait être mis à la disposition de l'ouvrier soit momentanément, s'il désire le consulter, soit définitivement en cas de départ de la mine.

SYSTÈME DU PARTAGE ENTRE CONJOINTS,

Outre le vice fondamental dont elle est entachée à raison du fonctionnement du système du livret individuel, la loi de 1894, présente un défaut moins grave mais non sans importance auquel il semble qu'il serait d'ailleurs facile de remédier.

La loi du 20 juillet 1886 sur la Caisse nationale des Retraites ne prévoit pas les opérations de rentes sur deux têtes, reversibles sur le dernier survivant.

Le système en vigueur qui est celui du partage entre conjoints conduit à ce résultat fâcheux que, pour jouir de l'intégralité de la retraite, il faut que les deux membres du ménage arrivent respectivement à l'âge légal ; si sa femme prédécède, l'ouvrier se trouve privé d'une partie de sa pension. D'autre part, l'ouvrier célibataire en s'imposant les mêmes sacrifices, moins lourds pour lui, puisque, théoriquement

du moins, il n'a pas charge d'âmes, obtiendra une retraite plus élevée que son camarade marié. Il y a là comme une étrange prime au célibat ou à l'union libre que le législateur n'avait certes pas pourtant l'intention d'encourager.

Ne serait-il pas facile de remédier à cet inconvénient en donnant plus de souplesse au fonctionnement de la Caisse nationale des Retraites ? Depuis la loi de 1886, l'actuariat a fait assez de progrès pour le permettre et, sans aller jusqu'à demander que notre Caisse nationale d'assurance soit autorisée à pratiquer toutes les combinaisons dont usent les Sociétés privées, ne pourrait-on, à tout le moins, substituer au système irrationnel et immoral de la communauté du livret, celui de la reversibilité de la pension pour une part déterminée, sur la tête de la veuve ou des enfants mineurs ?

Enfin, le dernier reproche qui ait été fait à la loi de 1894, c'est celui d'avoir adopté le système de la capitalisation (1).

Jusque-là, en effet, toutes les institutions de prévoyance, tant publiques que privées opéraient par la répartition annuelle des ressources, en distribuant chaque année une somme à peu près équivalente à celle qu'elles recevaient.

Dans le système de la loi de 1894, au contraire,

1. V. *Revue de prévoyance et de mutualité*, 1895, t. IV, p. 653. Observation de M. Ledoux, ingénieur en chef des mines devant la Société d'économie sociale.

ce sont les associés qui assurent leurs propres retraites, qui représentent ce que produira la gestion des fonds déposés. C'est un grand avantage pour l'ouvrier qui peut ainsi quitter à son gré l'exploitation où il est employé et qui n'est plus à la merci de la faillite ou de la cessation de cette même exploitation.

Mais le système présente un inconvénient, c'est que les résultats n'en sont pas immédiats et qu'il y a forcément une période transitoire pendant laquelle la situation est des plus pénibles pour certains ouvriers.

C'est, en partie, dans le but de remédier à cette situation que fut proposée et votée la loi dont il nous reste à entreprendre l'étude : la loi du 31 mars 1903.

SIXIÈME PARTIE

DE LA LOI DE 1894 A LA LOI DE 1903.

CHAPITRE I

La longue élaboration de la loi de 1894, les amendements sans nombre auxquels elle a donné lieu, les discussions passionnées qu'elle a suscitées, sans parler des défauts que nous avons essayé de mettre en lumière, suffisent à montrer qu'elle ne fut pas acceptée avec un égal enthousiasme par tous les partis dont se compose le Parlement ; les uns la trouvant trop timide, d'autres, au contraire, trop radicale. Ce manque de cohésion et d'unanimité s'est traduit après la promulgation de la loi par le dépôt de multiples propositions tendant à la modifier.

Ces propositions étant aujourd'hui toutes caduques nous ne nous attarderons pas à les étudier ; nous nous contenterons de les énumérer rapidement ; à défaut d'autre enseignement, on en pourra tirer celui que la question des mines et des mineurs est toujours à l'ordre du jour de la Chambre et qu'il s'y trouve

sans cesse des avocats pour la mettre en avant et la défendre.

Proposition de loi de M. Jules Guesde et dix-sept de ses collègues (S. O. 1894. Ann. n° 707. — Déposée le 12 juin 1894, c'est-à-dire, avant même la promulgation de la loi, cette proposition tendait à exonérer les ouvriers de toute retenue sur les salaires. Les institutions de prévoyance auraient été mises à la charge exclusive des patrons moyennant une contribution de 10 0/0 des salaires ; 6 0/0 pour les retraites, 4 0/0 pour les caisses de secours.

Proposition de loi Basly (S. O. 1899. Ann. 786). — Déposé le 6 mars 1899, ce projet avait pour objet de modifier le titre III de la loi en ce qui concerne les sociétés de secours ; d'autre part, il excluait les « employés » du bénéfice de la loi.

Proposition de loi Basly (S. O. 1899. Ann. n° 798). — Déposé le 10 mars 1899, ce projet tendait à modifier l'article 22 de la loi de 1894 en prescrivant que « la partie de la pension antérieurement acquise doit toujours être liquidée. »

Projet de loi Basly, Lamendin, Desfarges et Defontaine. (S. E. 1901. Ann. n° 1543), — Déposé le 19 novembre 1900. Reprise de la proposition présentée le 12 juin 1894 par MM. Jules Guesde et consorts.

Projet de loi Odilon-Barrot. — Déposé le 24 octobre 1901, par M. Odilon-Barrot comme « ayant pour objet de modifier la loi du 29 juin 1894 et d'assurer le fonctionnement des caisses de retraites des ouvriers mineurs. La limite d'âge est ramenée à 50 ans. Le système de la capitalisation adoptée par la loi de 1894 est remplacé par celui de la répartition des intérêts du capital déjà encaissé, des deux tiers des versements annuels, de la moitié du produit des amendes. Ce système qui empêche l'accumulation des capitaux dans les caisses de l'État, assure aux intéressés une retraite de 576 francs. Les versements sont obligatoirement faits à capital aliéné. La pension est reversible par moitié sur la tête de la veuve et des orphelins âgés de moins de 18 ans.

Projet de loi Pierre Baudin (S. E. 1902. Ann. n° 2721). — Le 5 novembre 1901, M. Pierre Baudin, alors ministre des Travaux Publics, déposa à la Chambre un projet de loi tendant à l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs. Ce projet a pour objet de bonifier les pensions des ouvriers mineurs de manière à en porter le chiffre à 300 francs (1). Une somme annuelle de 5 millions serait nécessaire pour

1. Comme il n'y a guère que les ouvriers auxquels leur âge n'a pas permis d'effectuer de nombreux versements qui n'atteignent pas ce minimum, le projet Baudin a surtout trait au titre IV de la loi de 1894.

assurer le fonctionnement du système. La Caisse des dépôts et consignations en ferait l'avance au Trésor qui se rembourserait : 1° par des centimes additionnels à la redevance proportionnelle (1), 2° par le produit des adjudications de concessions de mines.

Ce projet, on le voit, suppose la transformation radicale de la loi organique du 21 avril 1810, puisqu'il substitue au principe, actuellement en vigueur, des concessions attribuées gratuitement par un acte arbitraire du gouvernement, celui des concessions obtenues aux enchères.

Proposition de loi Lasies. (S. E. 1902. Ann. n° 376). — Déposé le 24 octobre 1902, ce projet tendait à la modification de la loi de 1894, en ce sens qu'il prescrivait que les sommes provenant des livrets laissés en souffrance et des centimes et décimes non acceptés par les caisses du gouvernement seraient versés à la caisse des retraites des ouvriers mineurs, et serviraient à l'amélioration des pensions.

Proposition de loi Germain Périer. — Déposée le 24 mars 1902, cette proposition a pour objet d'obvier aux inconvénients du principe de la capitalisation qui fait que la loi du 29 juin 1894 ne produira

1. Ces centimes, évalués à quatre-vingt cinq, auraient fait de la redevance proportionnelle un impôt sur le revenu de 10 0/0.

ses effets complets qu'en 1925. Pour remédier à la fâcheuse situation qui est faite aux ouvriers retraités antérieurement à cette date, M. Germain Périer propose d'édicter que tout mineur ayant vingt-cinq ans de service et 50 ans d'âge jouira d'une pension dont le minimum est fixé à 365 francs, réversible par moitié sur la tête de sa veuve ou sur celles de ses orphelins.

Les ressources de la Caisse des Retraites se composent : 1° du tiers des versements annuels prescrits par l'article 2 de la loi du 29 juin 1894 ; 2° de centimes additionnels à la redevance proportionnelle dont le chiffre est fixé chaque année par la loi de finances ; 3° d'un droit de péage sur les houilles étrangères transportées par canaux français.

Proposition de loi de Ramel. — Présenté une première fois en 1900, le projet fut repris, en 1902, par son auteur. La pension acquise par la loi de 1894 étant insuffisante — M. de Ramel l'estime à 300 francs — il faut en améliorer les éléments constitutifs sans demander davantage au prélèvement sur les salaires. Pour cela, l'auteur propose : 1° la création d'un fonds commun majorant les pensions jusqu'à un minimum de 400 francs sans préjudice du chiffre supérieur qu'elles pourraient atteindre par la combinaison du compte individuel et de la répartition du fonds commun.

2° La continuation durant le service militaire des

versements, par les soins et à la charge du ministre de la Guerre, (0 fr. 10 par jour).

Les ressources affectées à la constitution du fonds commun sont les suivantes :

- 1° 15 0/0 au moins des redevances proportionnelles ;
- 2° 40/0 prélevés sur le salaire des ouvriers étrangers dont moitié à leur charge et moitié à celle du patron ;
- 3° Le produit des amendes ;
- 4° Les dons et legs.

A droit à la retraite tout ouvrier justifiant de 50 ans d'âge et de vingt-cinq ans de service.

Les versements sont faits obligatoirement à capital aliéné.

En cas de décès, la veuve ou les orphelins de moins de 16 ans touchent une assurance sur la vie dont le montant est fixé à 1000 francs.

En ce qui concerne les mesures transitoires, le projet déclarait que tout ouvrier qui aurait effectué des versements antérieurement à la loi de 1894 et qui se serait conformé aux anciens statuts ou à la sentence arbitrale réglant la liquidation, verrait sa pension majorée par l'État, jusqu'à concurrence de 360 fr.

CHAPITRE II

LA GRÈVE GÉNÉRALE DES MINEURS DE 1902

Parmi ces propositions de lois, les dernières en date avaient été provoquées, sinon imposées, par ce qui se passait alors dans le monde des mineurs. Depuis plusieurs années déjà, ceux-ci menaçaient les pouvoirs publics d'une grève générale dans le but d'obtenir du parlement le vote de lois donnant satisfaction aux trois revendications primordiales que les Congrès ne cessaient de proclamer : journée de huit heures ; minimum de salaires ; retraite de 2 francs par jour après vingt-cinq ans de service, sans condition d'âge.

Dans le courant de l'année 1902 la situation vint à s'aggraver par suite de l'entrée en jeu d'un facteur nouveau. Les Compagnies exploitantes avaient, nous l'avons vu, au moins dans les deux bassins houillers les plus importants, celui du Nord-Pas-de-Calais et celui de la Loire, passé avec leurs ouvriers des « conventions » majorant les salaires, pour un temps déterminé. L'industrie houillère traversa de 1897 à 1901

une période de prospérité absolument anormale, vers 1902, à la suite de diverses causes, une certaine lourdeur de l'industrie métallurgique, la fin de la guerre du Transvaal, la clôture de l'exposition, il y eut un arrêt dans ce mouvement de hausse ; arrêt fatal et prévu d'ailleurs par les Compagnies elles-mêmes, du moins si l'on en juge par les fonds de réserve considérables qu'elles avaient accumulés dans la période précédente (1). Pour être redevenue normale, la situation de l'industrie houillère n'en restait pas moins fort prospère, malgré cela, les Compagnies paraissaient disposées à donner son plein effet à la clause résolutoire inscrite dans les conventions.

Décidée en principe au Congrès de Lens (avril 1901) ajournée par le Comité national de la Fédération des mineurs de France à la suite du dépôt de deux propositions de loi, relatives : l'une à l'amélioration du régime des retraites (projet Basly), l'autre à la limitation de la durée du travail, la grève fut de nouveau votée, en mai 1902, par le Congrès d'Alais, puis ajournée à la suite d'un referendum

1. Un chiffre suffira à donner une idée de l'accroissement prodigieux des bénéfices réalisés par les Compagnies houillères du Nord et Pas-de-Calais de 1896 à 1902 : la plus-value moyenne des dividendes de 1901 était de 146 0/0 par rapport à 1896. Entre autres, les dividendes distribués par les Compagnies de Bruay, de Dourges et de Béthune avaient subi une hausse respective de 243,233 et 200 0/0.

Les conventions d'Arras, du 31 octobre, majorant les salaires d'une prime de 10 0/0, cessaient à partir du 31 mai 1902. Trois entrevues eurent lieu les 15 et 26 mai et le 9 juin entre les délégués des ouvriers et ceux des patrons. Ceux-ci déclarèrent ne pouvoir consentir qu'à ramener la prime à 5 0/0 ; les délégués ouvriers refusèrent cette transaction. Toutefois, le Congrès de Commentry, qui avait à son ordre du jour la question de la grève générale, devant se réunir le 24 septembre, les syndicats du Nord et du Pas-de-Calais résolurent d'attendre jusqu'à cette date avant d'en venir à une mesure définitive.

Dans le centre, les Compagnies du bassin de la Loire firent savoir qu'à dater du 16 août 1902, la prime de 9 0/0 accordée à leurs ouvriers par l'arbitrage du 6 janvier 1900 (arbitrage Jaurès-Gruner) serait réduite à 3 0/0.

Dans un bassin comme dans l'autre, les Compagnies invoquaient que la baisse du prix de vente des charbons les obligeait à une diminution corrélative du taux des salaires.

Sur ces entrefaites, le Congrès national des mineurs se réunissait à Commentry, le 24 septembre et, par 85 voix contre 8 abstentions votait la grève générale, laissant au comité de la Fédération nationale le soin de fixer le jour de la cessation du travail.

Celui-ci, dans une séance à huis-clos tenue à Pa-

ris, à la Bourse du travail, décida d'envoyer au Gouvernement et aux Compagnies une ultime sommation. Au premier, il demandait d'user de son influence pour faire aboutir les lois répondant aux revendications de la corporation ; aux secondes, il proposait la nomination d'une délégation de 13 membres chargée de discuter conjointement avec une délégation ouvrière les questions de rémunération et d'organisation du travail.

Le 3 octobre 1902, le président du Conseil répondait qu'il était disposé à faire toutes diligences pour que le Parlement hâtât dans la mesure du possible le vote des propositions de lois en faveur des ouvriers mineurs ; il terminait en exprimant l'espoir que les « ouvriers mineurs auraient assez de confiance dans le Gouvernement pour s'abstenir de résolutions extrêmes qui pourraient avoir pour effet de leur aliéner une partie des sympathies qui leur sont acquises. »

De son côté, le Comité central des houillères de France répondait le 6 octobre en déclinant l'offre de négociation sous le prétexte quelque peu spécieux que ses statuts « excluaient des délibérations de l'Association les conditions selon lesquelles il convient à ses membres de gérer leurs entreprises respectives. »

Le Comité national s'assembla de nouveau à Paris et le 8 octobre vota, à l'unanimité, la cessation du travail pour le 9 au matin. A cette date, il y avait déjà

32.000 grévistes dans le Nord et le Pas-de-Calais, et les mineurs de la Loire s'étaient mis en chômage dès le 8.

Le Comité national communiqua alors à la Presse un manifeste fort habilement rédigé dans lequel il s'adressait successivement au prolétariat français, aux commerçants, aux mineurs de tous les pays et aux soldats, « enfants du Peuple ». Une nouvelle lettre au président du Conseil exposait que la grève était dirigée non contre le Gouvernement mais contre les Compagnies. Enfin, un second appel au Comité des houillères provoquait de la part du président de cette Association un nouveau refus d'entrer en pourparlers.

Le 10, la grève est générale, les délégués des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais réunis en Congrès à Lens, décidaient par 112 voix contre 17 de donner au Comité de la fédération régionale, mandat de négocier avec les Compagnies. M. Basly adressa alors aux préfets du Nord et du Pas-de-Calais une lettre leur demandant d'insister auprès de ces dernières pour que des négociations soient entamées avec les délégués des grévistes sur les questions suivantes : 1° relèvement des salaires ; 2° établissement d'un minimum de salaires ; 3° suppression du surmenage ; 4° engagement de ne prononcer aucun renvoi pour faits de grève ; 5° contrôle des salaires. Les deux préfets acceptèrent la mission qui leur était

ainsi offerte et écrivirent aux directeurs des Compagnies qui répondirent en demandant un délai pour consulter leurs Conseils d'administration (1).

Le 19 octobre, la grève atteignait son maximum d'intensité, elle était générale dans 11 départements et englobait 111.266 grévistes.

Devant les retards apportés par les Compagnies à répondre à l'invitation des préfets, les députés des centres miniers interpellèrent le Gouvernement, dans les séances des 21 et 23 octobre ; à la suite d'une discussion fort éloquente et fort passionnée à laquelle prirent surtout part MM. Jaurès, Basly, Briand, Plichon et de Beauregard, la Chambre, par 375 voix contre 164, vota un ordre du jour de confiance proposé par MM. Gouzy, Sarrien, Étienne et Jaurès et invitant le Gouvernement à « user de toute son influence pour faire accepter l'arbitrage par les parties. »

D'ailleurs le moment était critique et le Gouvernement se devait d'agir énergiquement et sans tarder ; la grève des mineurs, en effet, avait eu des contre-

1. Entre temps, dans la nuit du 10 au 11, s'était produit le douloureux incident de Terrenoire, où, à la suite d'une collision entre grévistes et gendarmes, l'un de ces derniers tira un coup de revolver qui tua sur le coup un des manifestants et en blessa gravement un second, frère du premier. — V. à ce sujet, l'interpellation Briand à la Chambre des députés. Séance du mardi 21 octobre 1902.

coups fort graves ; les ouvriers déchargeurs de charbons étrangers dans les ports avaient déclaré la grève par solidarité. Des désordres si violents éclatèrent, à ce propos, à Dunkerque, que, durant la journée du 23 octobre, l'autorité civile dut remettre à l'autorité militaire le soin d'assurer l'ordre. Ces événements n'eurent, fort heureusement, ni suite, ni répercussion et la reprise du travail, votée par voie de referendum le 24, eut lieu, le 25 à Marseille et à Calais et le 26 à Dunkerque.

Sur l'ordre qui leur fut adressé télégraphiquement par le président du Conseil, les préfets du Nord et du Pas-de-Calais invitèrent, le 26 octobre, les directeurs des Compagnies à se soumettre à l'arbitrage, en insistant « sur les inconvénients et les périls de toute sorte qui pourraient résulter de la prolongation de la grève (1). »

Estimant que la proposition d'arbitrage était prématurée les délégués des exploitants entrèrent en négociation avec les délégués ouvriers. Deux entrevues eurent lieu, le 31 octobre, à Arras, et le 2 novembre, à Lille, à la suite desquelles les Compagnies s'engagèrent à examiner avec une grande bienveillance les circonstances atténuantes en faveur de la réintégration des ouvriers grévistes ; on convint que, pour éviter le surmenage, les longues coupes seraient

1. Dépêche de M. Combes, du 25 octobre 1902.

facultatives et toujours annoncées à l'avance ; pour le contrôle des salaires, on devait demander à l'Administration des mines de fournir périodiquement des statistiques permettant d'organiser ce contrôle ; enfin, « voulant donner un témoignage nouveau de leur désir de conciliation et rendre inutile un arbitrage qui ne peut que retarder la solution du conflit, les Compagnies proposent la concession suivante dont les délégués ouvriers apprécieront toute l'importance : *majorer à partir du 1^{er} janvier 1903 et ce, pendant une durée de cinq ans ou jusqu'au jour où une nouvelle loi interviendrait à ce sujet avant l'expiration de ce délai, les pensions de retraite acquises par les ouvriers mineurs réunissant la double condition de 55 ans d'âge et de trente ans de service, ayant cessé de travailler et dont la pension sera liquidée à partir du 1^{er} janvier 1903* (1).

Malgré cela, l'entente ne put se faire sur la question des salaires qui fut laissée à la décision d'arbitres dont la décision serait souveraine. Les arbitres choisis se réunissent au Ministère des Travaux Publics, le 3 novembre pour le Pas-de-Calais, le 7 pour le Nord. Les ouvriers des deux départements avaient désigné le même arbitre, M. Delafond, inspecteur général des mines, les Compagnies du Pas-de-Calais

1. A la suite des grèves de 1906, l'effet de cette stipulation a été prorogé pour un délai de 5 ans.

avaient désigné M. Brosselin, inspecteur général des Ponts-et-Chaussées en retraite, celles du Nord, M. Heurteau, directeur de la Compagnie des chemins de fer d'Orléans.

Les deux sentences conclurent « qu'il n'y avait pas lieu aux termes des conventions, dites d'Arras, de relever les primes actuellement en vigueur. »

Bien que les Compagnies n'aient promis la majoration des retraites qu'au cas où l'on pourrait éviter l'arbitrage, elles décidèrent de l'accorder, dans les conditions prévues. Les ressources y destinées seraient assurées par une contribution volontaire des Compagnies qui ne pourra excéder 3 0/0 des salaires.

On juge de la déception causée par les sentences arbitrales dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais. Un congrès tenu à Lens, le 8 novembre décida, de continuer la grève et proposa aux exploitants une nouvelle entrevue que ceux-ci refusèrent. Un deuxième congrès rassemblé à Lens vota la reprise du travail par 140 voix contre 40 et 4 abstentions.

Ainsi se terminait la grève dans le bassin de Valenciennes; déjà le travail avait repris, le 23, dans l'Allier, le 25, dans le Gard et le 30, dans l'Aveyron où les ouvriers avaient abandonné leurs revendications.

Le 15 novembre, la grève n'existait plus que dans la Loire, le Puy-de-Dôme, la Haute-Loire et le Tarn.

Dans la Loire, on décida de recourir à un arbi-

trage pour régler la question des primes aux salaires. M. Cholat, administrateur-délégué des mines de Saint-Étienne fut désigné par les exploitants et M. Briand par les ouvriers; M. Ballot-Beaupré, premier président de la Cour de cassation fut, en outre, choisi comme tiers-arbitre. Les arbitres avaient pour « mission exclusive de trancher le différend qui s'est élevé sur la question de savoir s'il y a lieu de supprimer, réduire, maintenir ou augmenter la prime des salaires. » Le 22 novembre, les arbitres commencèrent leurs travaux; n'ayant pu parvenir à s'entendre, ils firent, le 24, appel au tiers-arbitre qui, le 28, rendit une sentence aux termes de laquelle la prime réduite de 9 à 3 0/0 serait de 5 0/0 jusqu'au 30 juin 1903, de 4 0/0 jusqu'au 1^{er} janvier 1904 et de 3 0/0 jusqu'au 30 juin suivant. Cette sentence ayant été acceptée par les deux parties, le travail fut repris le jour même.

Dans le Puy-de-Dôme, l'expertise dirigée par M. Arthur Fontaine, directeur du travail au Ministère du Commerce, ayant constaté une baisse des cours, les salaires devaient, aux termes d'une convention entre patrons et ouvriers, être diminués; toutefois, les grévistes obtinrent satisfaction d'une façon indirecte, par la transformation du salaire à la tâche en salaire à la journée. La reprise du travail eut lieu le 5 décembre.

Dans le Tarn, l'entente s'établit le 17 décembre, en-

tre la Compagnie des mines de Cagnac, et M. Viviani représentant des ouvriers qui fit admettre la prorogation jusqu'au 1^{er} juillet 1903 de la prime de 5 0/0 qui devait tomber le 31 mars ; de plus, il fit admettre que la suppression de cette prime ne pourrait avoir lieu qu'après discussion entre les ouvriers et la Compagnie, sous forme d'arbitrage.

A Carmaux, la Compagnie ayant accepté de recourir à un arbitrage, choisit M^r Ménard, avocat à la Cour d'appel de Paris, tandis que M. Viviani était désigné par les ouvriers. La sentence rendue le 3 décembre ne fit que confirmer purement et simplement la sentence arbitrale du 20 mars 1892, donnant ainsi satisfaction aux ouvriers par le maintien jusqu'au 1^{er} janvier 1904 de la prime de 5 0/0.

Le 5 décembre 1902, la grève générale des mineurs était terminée ; elle avait duré cinquante-huit jours et entraîné 3,800.000 journées de chômage.

LES RÉSULTATS DE LA GRÈVE

La grève de 1902 présente, au point de vue de l'histoire sociale, une importance particulière, en ce sens qu'elle fut vraiment le premier essai de grève générale, ou, tout au moins, très généralisée (1). Les

1. Le bassin de Montceau fut complètement indemne, celui du Gard, à peine effleuré.

mineurs avaient espéré que l'arrêt complet de la production houillère appuyée sur la solidarité de classe empêchant soit l'importation soit le déchargement des charbons étrangers, paralyserait toute la vie industrielle du pays, forçant ainsi le Gouvernement à s'entremettre et le patronat à pactiser.

Les événements n'ont pas répondu à cette attente ; la continuation du travail dans quelques bassins, les stocks considérables que les exploitants avaient en réserve, la facilité d'importation que la solidarité internationale ne suffit pas à empêcher — les mineurs étrangers s'étant contentés d'envoyer à leurs camarades français, avec quelques subsides, l'expression de leur sympathie — telles sont les causes les plus importantes de cet échec partiel. Il faut y ajouter la divergence de vues résultant des différences dans les conditions économiques des divers bassins et du manque de direction unique. La Fédération nationale des mineurs avait adopté un programme de revendications très large ; sous la très habile direction de M. Basly, les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais abandonnèrent ce terrain dangereux et limitèrent leurs revendications à la question des salaires : ce qui leur assurait sinon la bienveillance du Gouvernement, à tout le moins sa neutralité.

Quoi qu'il en soit, le bilan de la grève ne se soldait pas moins par d'incontestables bénéfices pour les ouvriers, tout d'abord les primes aux salaires furent

consolidées, du moins pour un temps ; d'autre part, par un véritable coup de théâtre, les Compagnies du Nord et du Pas-de-Calais, prenant à leur charge les avantages que les ouvriers comptaient obtenir du Gouvernement, décidaient d'accorder une majoration des retraites, dans les conditions que nous avons vues.

Il ne restait plus au Gouvernement qu'à achever l'œuvre ainsi entreprise et à faire à la catégorie d'ouvriers non atteints par la générosité patronale une situation à peu près équivalente.

C'est là la cause et la fin de la loi du 31 mars 1903.

CHAPITRE III

LA LOI DU 31 MARS 1903

Dès le lendemain de la reprise du travail qui marqua la cessation de la grève de 1902, le Gouvernement déposa sur le bureau de la Chambre des députés un projet de loi tendant à l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs.

Présenté le 6 décembre 1902, par MM. Maruéjols et Rouvier, il fut renvoyé à la Commission du budget (1).

Dans l'exposé des motifs de son projet, le ministre des Travaux Publics déclarait que le Gouvernement avait voulu compléter l'œuvre spontanément entreprise par les Compagnies du Nord et du Pas-de-Calais en faisant aux ouvriers retraités avant le 1^{er} janvier 1903 une situation analogue à celle qui était faite par les exploitants aux ouvriers retraités postérieurement à cette date.

1. *Chambre des députés*, 8^e législature, S. E. 1902. Ann. n° 596.

L'ensemble du personnel visé par le projet et composant les « vieux mineurs » (1) peut se diviser en deux catégories, la première, formée par ceux qui ont définitivement abandonné la mine et qui, ou bien n'ont aucune retraite, ou bien en ont une en vertu, soit du titre II, soit du titre IV de la loi de 1894. La seconde catégorie se compose des vieux mineurs travaillant encore.

Les retraités du titre II de la loi de 1894, auront, lors de la pleine application de la loi, c'est-à-dire vers 1925, une pension qui, au taux moyen des salaires dans le bassin du Nord, peut être évaluée à 527 francs. Mais ceux qui seront pensionnés à 55 ans, et qui, pour une raison ou pour une autre, auront dû faire liquider leurs pensions au 1^{er} janvier 1903, c'est-à-dire après sept ans de versements, ne jouiront guère que d'une retraite de 37 francs.

Quant aux retraités du titre IV, on en peut évaluer le nombre à 9.000 dont 4.500 ont des pensions de moins de 300 francs, 1.500, des pensions variant de 300 à 360 francs et 3.000, des pensions de plus de 360 francs.

Par ces motifs, le Gouvernement demandait qu'une somme annuelle de 1 million fût inscrite au budget en vue d'améliorer les retraites des ouvriers mineurs,

1. On entend, par cette expression, l'ensemble des mineurs comptant 55 ans d'âge et trente ans de service.

le tiers de cette somme entièrement à la charge de l'État servirait à majorer les pensions du titre IV jusqu'à concurrence de 360 francs, en cas d'insuffisance, le crédit annuel serait partagé au prorata du montant des pensions.

Les retraités du titre II et les vieux mineurs assimilés, environ 25.000, auraient droit à des allocations également réparties entre tous les intéressés, à prélever sur une somme de 666.666 francs, fournie de compte à demi par les exploitants et l'État.

Allocations et majorations étaient déclarées cumulables avec les pensions obtenues en vertu de la loi du 29 juin 1894.

Telle était l'économie générale du projet présenté par le Gouvernement et dont son auteur exprimait ainsi la philosophie : « Nous avons voulu d'abord
« que l'État, au nom de la collectivité vint, à côté de
« l'intéressé et de l'exploitant, apporter, encore que
« tardivement, une part à l'effort de prévoyance qui
« a été fait pour la constitution de toute retraite.
« Pour ceux qui n'ont aucune retraite et ne peuvent
« se prévaloir d'un pareil effort dans le passé, il nous
« a paru, ensuite, que l'État et l'exploitant devaient
« coopérer pour établir l'équivalent de cette retraite
« avec la réduction corrélative à l'absence de l'effort
« personnel. C'est l'assistance que nous plaçons à
« côté de la prévoyance. »

ÉLABORATION PARLEMENTAIRE DE LA LOI.—Le projet Maruéjols fut déposé à la Chambre des députés le 6 décembre 1902, et renvoyé à la Commission du budget qui, après discussion, vota l'incorporation de ses articles dans la loi de finances de 1903. M. Jumel, rapporteur, conclut à l'adoption pure et simple du projet tel qu'il avait été préparé par le Gouvernement.

Le projet vint en discussion à la Chambre, le 3 mars 1903, dès l'ouverture des débats, MM. Laurens, Castelet et Drake demandèrent la disjonction.

Les orateurs déclarèrent que les dispositions proposées seraient inefficaces ; que ce projet « né du bruit, du tumulte et du désordre » n'avait pas sa place dans une loi de finances ; qu'il était préférable d'étudier dans leur ensemble, les modifications à apporter à la loi du 29 juin 1894 ; enfin, qu'il n'y avait aucune raison pour faire une loi spéciale aux ouvriers mineurs alors que la question des retraites ouvrières était à l'ordre du jour de la Chambre.

La disjonction fut combattue par MM. Junet, Jumel et Maruéjols.

Le rapporteur, M. Jumel fit valoir que c'était là « une loi de transaction et de bienfaisance rendue nécessaire non pas tant par les événements récents que par les imperfections de la loi de 1894 auxquelles il fallait à tout prix remédier ».

M. Maruéjols, ministre des Travaux Publics, déclara

rait de son côté, que c'était un « projet de loi empirique sorti des nécessités d'une heure cruelle » et que son but était justement, de combler, au moins en partie, les lacunes de la loi de 1894.

Après avoir entendu une réplique de MM. de Beauregard et Bertrand, appuyant la demande de disjonction, la Chambre repoussa la motion par 349 voix contre 187.

La discussion par articles s'ouvrit le lendemain (1) par le dépôt d'un amendement présenté par M. Guillaumin qui proposa de décider que les frais d'application des mesures prescrites soient prélevés sur le crédit d'un million ; il demandait, en outre, que la loi ne soit applicable qu'aux *anciens* ouvriers et employés des mines.

Cet amendement fut repoussé ; il en fut de même d'un autre dont l'auteur, M. Loque, voulait que le million prévu à l'article premier fût réparti également entre les ouvriers mineurs, ceux de l'industrie et ceux de l'agriculture âgés de 55 ans et justifiant de trente ans de travail salarié, ce qui, comme on le fit justement remarquer à M. Loque, aurait fourni à chacun une rente d'environ 1 franc par an.

Lorsque vint en discussion l'article 87, — alors article 57 *d* — qui met la moitié des allocations à la charge des exploitants, M. Léon Janet déposa un amende-

1. Séance du 4 mars 1903.

ment tendant à mettre entièrement à la charge de ceux-ci la somme de 1 million prévue par l'article premier à titre de compensation des avantages fiscaux dont ils bénéficient. L'amendement fut vivement combattu par M. Jaurès pour la raison que les retraites ouvrières ne sont pas une obligation patronale mais une obligation sociale. Frappant en maxime le principe qui doit, selon nous, présider à toute organisation d'assurance sociale, l'orateur ajoutait : « La règle
« pour l'institution des retraites doit être la triple et
« égale contribution de l'État, des salariés et des
« employeurs. » M. Millerand parla dans le même sens, affirmant que la loi ne créait pas un privilège mais un précédent qui liait le Gouvernement et la Chambre « pour l'accomplissement du grand projet
« qui est en quelque sorte le fonds commun de nos
« déclarations électorales : la caisse de retraites
« ouvrières pour tous, sans exception. »

L'amendement Janet fut repoussé par 393 voix contre 137. »

Un autre amendement, sur le même article, de MM. Paul Beauregard, Guillaïn et plusieurs de leurs collègues proposa de déterminer la part contributive de chaque exploitant, d'après le temps pendant lequel l'ouvrier serait resté à son service, les périodes de moins d'un an n'entrant pas en ligne de compte. Le rapporteur ayant fait valoir qu'étant donné la très grande mobilité du personnel ouvrier

dans certaines régions (1), cette justice « stricte, exacte et mathématique » était impossible à appliquer, l'amendement fut retiré par ses auteurs.

A propos de l'article 88 qui règle les formalités à remplir par les intéressés pour être admis au bénéfice de la loi, deux amendements furent présentés et retirés, après explication du rapporteur. Le premier, émanant de M. Beauregard, avait pour but d'exclure de la répartition de l'année, toute déclaration faite après les délais impartis. Le second, présenté par M. Bouveri, tendait à accorder le bénéfice de la loi, comme un droit, à tout ouvrier remplissant les conditions légales, et à obliger les exploitants à faire connaître eux-mêmes les noms des dits ouvriers.

L'article 89, qui fixe la composition de la commission chargée de l'examen des titres des demandeurs, fut voté sans discussion.

Il en fut de même pour l'article 90, après que le chiffre de 220 comme minimum de jours ouvrables dans une année, eût, sur la demande de M. Bouveri, remplacé celui de 250 proposé par la Commission.

Les autres articles de la loi furent adoptés purement et simplement.

Au Sénat, dans son rapport général sur le projet

1. Notamment en Meurthe-et-Moselle.

de budget de 1903, M. Antonin Dubost se montra favorable au projet voté par la Chambre (1), que le Sénat adopta sans discussion dans la séance du 26 février 1903.

Analyse des articles de la loi (2).

ARTICLE 84. — L'article 84 stipule qu'une somme de 1 million est affectée chaque année, pour un tiers à la majoration de la pension de plus de 50 francs acquise ou en instance de liquidation au 1^{er} janvier 1903, en vertu du titre IV de la loi du 29 juin 1894. Les deux autres tiers du crédit, soit 666.666 francs sont affectés à des allocations en faveur de tous autres ouvriers ou employés des mines justifiant de 55 ans d'âge et de trente ans de service au 1^{er} janvier 1903. A la différence de la loi du 29 juin 1894, celle du 31 mars 1903, n'est applicable qu'aux ouvriers de nationalité française.

L'article 84 fait, on le voit, une distinction entre les vieux mineurs retraités et non retraités qui forment deux catégories exclusives l'une de l'autre.

1. *S. O. Ann.* n° 102.

2. N. B. Le décret du 25 oct. 1906, portant création du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale à transféré, au titulaire de ce département toutes les attributions que la loi de 1903 avait données au Ministre des Travaux Publics.

L'article 64 de la loi de finances du 22 avril 1905 en fait deux catégories successives en décidant que tout ouvrier remplissant au 1^{er} janvier 1903, les conditions requises pour avoir droit à l'allocation passe dans la catégorie des majorataires, lorsqu'il viendrait à être retraité avec une pension comprise entre 50 et 360 francs.

ARTICLE 85. — Aux mineurs retraités, l'article 85 accorde une majoration de pension suffisante pour élever à 360 francs au maximum le chiffre des revenus de toute nature dont ils jouissent de leur chef ou de celui de leur conjoint, mais indépendamment de tout salaire en argent ou nature.

Pour uniformiser la situation des retraités qui varie, nous le savons, selon que la retraite est constituée à capital aliéné ou réservé et selon que son bénéficiaire est ou non marié, le paragraphe 2 de l'article 85 décide que, pour le décompte de la majoration, la retraite sera toujours ramenée à celle du célibataire, à capital aliéné.

ARTICLE 86. — L'article 86 reconnaît à tout ouvrier justifiant de 55 ans d'âge et de trente ans de service, le droit à une allocation limitée à 240 francs, y compris tous autres revenus, comme dans le cas précédent. L'allocation est acquise aux ouvriers qui, remplissant ces conditions au 1^{er} janvier 1903, n'ont

comme retraite liquidée à cette date que celle du titre II de la loi de 1894, c'est-à-dire les 20 à 40 francs de pension que le livrer individuel leur a permis d'acquérir.

Sont traités de même, les quelques anciens ouvriers retraités du titre IV dont la pension a été fixée à un chiffre inférieur à 50 francs par suite de la liquidation judiciaire de certaines caisses.

Ces deux catégories d'ouvriers sont donc assimilées aux non retraités, mais, pour tenir compte des conditions particulières dans lesquelles ils se trouvent, et notamment des sacrifices qu'ils se sont imposés pour se constituer une retraite dont le chiffre a été réduit, jusqu'à en devenir insignifiant par suite de circonstances indépendantes de leur volonté, l'article 86 autorise pour eux le cumul de la pension ainsi acquise avec l'allocation prévue par le paragraphe 2 de l'article 84.

ARTICLE 66. DE LA LOI DE FINANCES DU 17 AVRIL 1906.— Le nombre des parties prenantes ainsi défini par les articles 85 et 86 a été modifié par la loi de finances du 17 avril 1906 qui stipule, dans son article 66, que les majorations et allocations prévues par l'article 84 de la loi du 31 mars 1903, sont réversibles par moitié sur la tête du conjoint survivant et non remarié.

Un règlement d'administration publique, actuelle-

ment à l'étude doit déterminer les conditions d'application de cette réversibilité (1).

ARTICLE 87. — L'article 87 stipule que la part contributive des exploitants dans la constitution du fonds d'allocation, part qui, nous l'avons vu, s'élève à 333.333 francs, sera perçue au moyen de centimes additionnels aux redevances fixe et proportionnelle, centimes dont le chiffre est fixé annuellement par la loi de finances. Celle du 13 juillet 1903, article 5, a admis que la somme de 333.333 francs devait être également partagée entre les deux redevances en fixant, pour 1904, à 151,4 les centimes additionnels à la redevance fixe et à 3,9 ceux de la redevance proportionnelle.

Cette dernière devait, dans le projet du gouvernement, être seule surimposée. Elle est, en principal, de 5 0/0 du produit net, d'après les calculs de M. Maruéjols, les centimes nécessaires à constituer la somme mise à la charge des exploitants auraient été, au maximum, de 17, ce qui, même dans ce cas extrême, aurait fait supporter aux mines une taxe totale de 6,35 0/0, taxe qui n'a rien d'exagéré comparativement aux autres sources de revenus atteintes par notre système fiscal.

La Chambre ne crut pas devoir adopter les propo-

1. Règlement du 12 août 1906.

sitions du Gouvernement et supprima le mot « proportionnelle » du texte définitif.

Pour la détermination du nombre des centimes additionnels à la redevance proportionnelle, on évalue par approximation les revenus à attendre de l'année suivante, ainsi que cela se pratique chaque année pour le principal de la redevance proportionnelle (1).

ARTICLE 88. — L'article 88 règle la procédure selon laquelle les intéressés doivent faire leurs déclarations.

Celles-ci sont reçues, sous peine de forclusion, du 1^{er} janvier au dernier jour de février. Rédigées par le maire et signées du déclarant, elles sont transmises au Préfet, qui, après les avoir inscrites sur un registre ad hoc, en délivre récépissé.

ARTICLE 89. — Ces déclarations sont soumises à une commission dont l'article 89 fixe ainsi la composition: le préfet, président; l'ingénieur en chef des mines, les directeurs des contributions directes et de l'enregistrement, un exploitant et un ouvrier des mines désignés par le préfet.

L'article 89, dans sa rédaction primitive, disait

1. Ne sont atteints par cette taxe que les *exploitants* de mines, les propriétaires des mines inexploitées y échappent.
Arr. Conseil d'État, 16 décembre 1906. Affaire Gaudy.

« un exploitant et le président d'une des sociétés de secours des mines du département. »

LOI DU 21 JUILLET 1903. — La loi du 21 juillet 1903 est venue modifier ce texte en édictant que l'ouvrier désigné par le préfet serait un administrateur de sociétés de secours, *sauf impossibilité*. Il existe en effet quelques rares départements où les sociétés de secours prévues par la loi du 29 juin 1894 n'ont pu être constituées soit par suite d'abstention volontaire des ouvriers soit parce que le petit nombre de ces derniers n'a pas permis de recruter d'administrateurs remplissant les conditions prévues par la loi.

Le dernier paragraphe de l'article 89 stipule qu'en cas où il n'y aurait pas d'exploitation minière dans le département où réside l'intéressé, la déclaration sera renvoyée à l'examen de la commission qui siège dans la circonscription où se trouve la mine où l'ouvrier a fait le plus long séjour.

ARTICLE 90. — L'article 90 règle les pouvoirs de la commission. Celle-ci, dans le décompte des années, ne doit admettre comme valables que celles qui donnent 220 jours, au moins, de travail salarié. Les jours de chômage involontaire sont assimilés aux jours de travail salarié ; c'est, du moins, ce qui résulte de la discussion parlementaire où M. Janet a reconnu, d'accord avec M. Bouveri, que, « dans le

cas où le chômage est imposé par l'entreprise elle-même, ce chômage doit être compté comme temps de travail utile », une Compagnie ne pouvant se créer à elle-même un moyen de refuser aux ouvriers une satisfaction consacrée par la loi.

ARTICLES 91, 94 et 95. — Les décisions de la commission, dit l'article 91, sont transmises au préfet qui n'a plus qu'à s'y conformer pour opérer entre les bénéficiaires un travail de répartition d'après l'arrêté ministériel de répartition et conformément aux règles tracées par les articles 94 et 95. Le premier décide qu'en cas d'insuffisance du crédit destiné à majorer les retraites jusqu'à 360 francs, chaque majoration sera réduite proportionnellement. Aux termes du second, les extinctions doivent profiter aux titulaires d'allocation jusqu'à concurrence du maximum de 360 francs.

A la Chambre, M. Lebrun a retiré un amendement proposant d'accorder aux veuves des bénéficiaires la moitié de l'allocation annuelle. La loi de finances 1906 a incorporé au contraire cette stipulation dans son article 66.

Notons, en passant, que les décisions de la commission sont souveraines, de récents arrêts du Conseil d'État (1) ont refusé au ministre ordonnateur, le

1. Décision du Conseil d'État, du 1^{er} février 1906, *POURVOI BONNET ET THÉVENET*.

droit de reviser ces décisions même en cas d'illégalité flagrante.

ARTICLES 92 ET 93. — Les articles 92 et 93 décident, le premier, que la Commission peut toujours, suivant des formes déterminées, reviser ses propres décisions, le second, qu'un recours sans frais, est ouvert à l'intéressé et au préfet (1) tant contre la dite décision que contre l'arrêté ministériel de répartition, pour excès de pouvoir, incompétence ou violation de la loi.

ARTICLE 96. — Les majorations et allocations sont dues à compter du premier jour du trimestre qui suit celui où a été faite la déclaration. Elles sont payables par quart à partir du premier jour de l'année qui suit la date de la décision de la Commission. Cette disposition a dû être insérée, car il était matériellement impossible d'admettre, en cours d'année, de nouvelles parties prenantes, la totalité du crédit ayant été déjà répartie entre les intéressés.

ARTICLE 98. — Enfin l'article 98 et dernier oblige les exploitants à déclarer tous les ans au ministre des Travaux Publics les pensions par eux instituées en vertu du titre IV de la loi de 1894. Cette pres-

1. La jurisprudence du Conseil d'État refuse au ministre la qualité d'intéressé.

cription était indispensable pour éviter le cumul d'une retraite du titre IV avec l'allocation prévue à l'article 86. Faute de se conformer à cet article, les exploitants sont passibles des peines édictées par le titre X de la loi du 21 avril 1810 dont nous connaissons la teneur (1).

1. V. *supra*, p. 39.

II. — APPLICATION DE LA LOI DU 31 MARS 1903

L'application de la loi sur l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs que les intéressés, qui, en gens du peuple, n'aiment pas les abstractions, appellent d'une façon plus saisissante et plus exacte « la loi du million », a donné lieu à des difficultés dont le caractère est trop technique et trop exclusivement administratif pour qu'il nous soit permis de les examiner en détail (1). Nous nous contentons donc d'en indiquer les grandes lignes et de montrer à la suite de quelles opérations, le crédit voté par les Chambres est réparti entre les intéressés.

1. Ceux qui — leur modestie nous saura gré de ne pas les nommer — ont su donner à cette loi anormale et complexe, une application équitable et rationnelle ont, certes, accompli une œuvre qui dépasse l'ampleur coutumière des besoins administratives. Les conseils dont ils ont bien voulu éclairer notre incompetence nous ont été d'un intérêt primordial, pour la rédaction de cette partie de notre travail, nous les prions de vouloir bien trouver, ici, les expressions de notre plus respectueuse gratitude.

Application de la loi du 31 mars 1903

RÔLE DES MAIRIES ET DES PRÉFECTURES

Tout intéressé, remplissant les conditions légales, fait, devant le maire de sa commune à qui il a, au préalable, prouvé sa qualité de français, une déclaration appuyée des pièces suivantes :

- 1° Extrait de naissance ;
- 2° Déclaration, même négative, de ses revenus personnels et, s'il y a lieu, de son conjoint ;
- 3° Extrait des rôles de contributions directes ou certificat de non-imposition.

4° (Pour les majorations) la déclaration du montant et de la nature de la pension dont il jouit, certifiée exacte par la Compagnie ou le président de la caisse de prévoyance. Pour les allocations cette dernière pièce est remplacée par un relevé, certifié par le demandeur et le directeur de la dernière Compagnie où il a été employé, des exploitations minières dans lesquelles il a travaillé.

Ces diverses pièces sont délivrées gratuitement et exemptes des droits de timbre et d'enregistrement.

Le maire rédige la déclaration et en délivre récépissé, il donne son avis sur la demande à qui il attribue un numéro d'ordre, et dont il forme un dossier spécial.

Les dossiers sont ensuite réunis et transmis à la préfecture sous bordereau.

La préfecture enregistre les déclarations sur un registre spécial appelé « carnet d'enregistrement et de constatation des droits ». Chaque dossier reçoit un numéro spécial. L'enregistrement comporte : les noms, prénoms et domicile du déclarant ; la date de la déclaration ; la caisse publique sur laquelle le paiement des arrérages doit être assigné.

Le carnet d'enregistrement est clos cinq jours après l'expiration du délai fixé pour la réception des déclarations dans les mairies.

RÔLE DES COMMISSIONS.

Les déclarations enregistrées à la préfecture sont soumises à une Commission dont nous connaissons la composition (art. 89). Ces Commissions sont départementales sauf l'exception prévue à l'article 89 (1). En outre, le ministre a la faculté, dans les départements où les intéressés sont très nombreux, d'autoriser la création de Commissions distinctes par arrondissements ou par toute autre circonscription.

Les Commissions fonctionnent du 30 mars au 15 juin. Les dossiers leur sont transmis accompagnés

1. Vid. *supra*.

des carnets d'enregistrement qui tiennent lieu de bordereaux.

L'examen de la Commission porte principalement :
1^o sur la nature des titres invoqués par les intéressés ; 2^o sur l'importance des revenus déclarés tant par l'intéressé que par son conjoint.

Les Commissions statuent souverainement et rendent des décisions d'admission, d'ajournement ou de rejet.

La décision d'admission fixe le montant des revenus, et le maximum de l'allocation ou majoration de l'intéressé. L'ajournement est prononcé au cas où les justifications produites sont incomplètes ou sciemment mensongères. Le rejet est prononcé toutes les fois que l'intéressé ne remplit pas les conditions exigées par la loi.

Dès la clôture des opérations de la Commission, les dossiers sont renvoyés au préfet qui notifie les décisions aux intéressés avant le 31 décembre de l'année dans laquelle les dites décisions ont été rendues.

A la réception des dossiers, le préfet en extrait les déclarations qui sont transmises au ministre des Travaux Publics, accompagnées du carnet d'enregistrement.

Les Commissions peuvent toujours reviser les décisions, sur requête soit du préfet, soit de l'intéressé. La Commission statue au cours de la session

suivante. La décision ainsi prise, n'a pas d'effet rétroactif.

Le ministre, ainsi saisi, prend un arrêté fixant les bases de répartition adoptées pour l'année qui va suivre.

Il fait en outre adresser aux intéressés par l'intermédiaire du préfet, un certificat d'admission.

Certificats d'admission. — Ce certificat est personnel au titulaire, il est incessible et insaisissable. Il est signé par l'intéressé et porte au recto toutes les indications nécessaires pour l'identifier. En cas de perte de la qualité de français, notamment par mariage si l'intéressé est femme, le droit à l'allocation n'existant plus, le certificat est réclamé par le maire et renvoyé par le préfet au ministre des Travaux Publics. En cas de perte, le maire dresse une déclaration visée pour légalisation par le sous-préfet et transmise par le préfet au ministre qui adresse, par la voie administrative, duplicata du certificat à l'intéressé.

Certificats collectifs de vie. — Par dérogation aux règles ordinaires sur le payement des pensions, les bénéficiaires de la loi du 31 mars 1903, sont dispensés de fournir à chaque échéance un certificat de vie.

Pour y suppléer le maire dresse un certificat collectif de vie comprenant les noms de tous les intéressés habitant la commune. Ce certificat est adressé

chaque trimestre à l'ingénieur en chef des mines, ordonnateur secondaire.

Le certificat collectif de vie comprend tous les ayants droit habitant la commune et existant le dernier jour du trimestre.

Bons de paiement.— Quelques jours avant l'échéance du trimestre, l'administration centrale fait parvenir aux ingénieurs en chef des bons de paiement qui, pour faciliter la tâche déjà trop lourde de ces fonctionnaires, sont établis par ses soins.

Les ingénieurs rapprochent les certificats de vie des bons et font parvenir immédiatement aux maires les bons des ayants droit qui figurent sur le certificat collectif de vie.

Ces bons sont, à l'heure actuelle, trimestriels. Il est à présumer qu'ils seront, sous peu, rendus annuels, afin d'éviter la quadruple besogne matérielle que nécessite leur confection et que rien ne justifie (1).

Ces bons sont envoyés dès leur réception, par les ingénieurs aux maires sous bordereaux récapitulatifs et sous plis chargés.

Les maires vérifient s'il y a bien concordance entre le nombre des bons reçus et celui figurant au bordereau ; ils datent et signent l'accusé de réception qui, renvoyé à l'ingénieur en chef, lui tient lieu de décharge.

1. Ces bons sont annuels depuis l'exercice 1907.

Les maires distribuent ensuite les bons aux parties prenantes qui en délivrent reçu en signant sur le bordereau transmis par l'ingénieur et qui lui est renvoyé dans le délai de quinze jours, accompagné des bons qui, pour une raison quelconque, n'ont pu être remis à l'intéressé.

Les ingénieurs classent le bordereau récépissé avec le certificat collectif de vie : ces deux pièces constituent leur « dossier comptable ». Les bons restés en souffrance sont renvoyés au ministre des Travaux Publics.

Payement des bons. — Munis de leurs bons et de leurs certificats d'admission, les bénéficiaires se rendent chez le comptable le plus à proximité de leur résidence, ils signent la déclaration de quittance et de non cumul que comporte chaque bon et passent à la caisse. Le comptable confronte les deux pièces — certificat et bon — et paye immédiatement en rendant le certificat d'admission.

Les bons sont payables dans toutes les caisses du Trésor. En fait, si l'intéressé vient à changer de résidence, il en adresse déclaration au préfet ; celui-ci la transmet au ministre.

Faute par lui de remplir cette formalité, l'intéressé s'exposerait à subir une interruption dans le payement de ses arrérages ; en effet, le maire de son ancienne résidence ne l'inscrit plus sur le certificat collectif de vie, le maire de sa nouvelle résidence,

non prévenu, ne l'inscrira pas davantage et le bon resté en souffrance sera renvoyé par l'ingénieur au ministère.

En cas de décès du titulaire, les héritiers peuvent obtenir le paiement des sommes qui étaient dues jusqu'au jour du décès.

Les bons perdus ne sont jamais remplacés.

Les bons payés sont centralisés à la Trésorerie générale et renvoyés au ministère des Travaux Publics qui, après vérification, délivre une ordonnance directe au nom du trésorier-général pour le couvrir de l'avance par lui faite (1).

RÉSULTATS NUMÉRIQUES DE L'APPLICATION

DE LA LOI DU 31 MARS 1903

« Ce projet de loi modeste dont les conséquences
« budgétaires sont enfermées dans des limites étroites,
« n'engage aucun principe qui ne se trouve déjà
« inscrit dans nos lois, ne comporte aucune éventualité
« pour l'avenir, ne constitue aucun danger,
« puisque c'est une loi d'expédient, pour remédier
« à une situation qui, par la force des choses, finira
« dans quelques années (2). »

1. Dans le projet de code du travail actuellement soumis au Parlement, les lois de 1894 et de 1903 ont été réunies pour former le titre II du livre V, sect. 1, 2 et 3, art. 103 à 137.

2. Discours prononcé à la Chambre des députés. Séance 3 mars 1903.

C'est ainsi que M. Maruéjols, alors ministre des Travaux Publics, appréciait le projet qu'il présentait au nom du Gouvernement et qui devait s'incorporer dans la loi du 31 mars 1903.

Nous ne voulons pas, ici, en faire la critique théorique et nous n'aurons pas, en conséquence, à discuter jusqu'à quel point la participation de l'État dans la constitution des retraites ouvrières n'est pas un principe nouveau introduit dans notre législation.

Nous n'aurons pas davantage à faire ressortir les imperfections juridiques de cette loi, véritable « loi d'expédient » dont la nécessité d'une rapide application a empêché de compléter et d'éclairer le texte par un règlement d'administration publique.

Aussi, au cours de la discussion à la Chambre de la loi de finances du budget de l'exercice 1906, le ministre des Travaux Publics a-t-il pris l'engagement de déposer « pour 1907, un projet corrigeant les conséquences et les imperfections d'une loi mal faite (1). »

La plus flagrante de ces imperfections, celle qui a suscité le plus de plaintes de la part des mineurs et le plus de réclamations de la part des membres du parlement, est celle qui naît de la clause fondamentale réservant le bénéfice de la loi aux seuls ouvriers remplissant les conditions requises au 1^{er} janvier 1903.

1. Deuxième séance du 22 mars 1906.

Nous savons le pourquoi de cette date fatidique et que cette prescription avait pour but de ne pas réduire à néant les engagements des Compagnies du Nord et du Pas-de-Calais, tendant à majorer les pensions acquises *après le 1^{er} janvier 1903*. Mais la masse des intéressés, peu au courant de cette subtilité législative commandée, par un cas d'espèce, y a vu une anomalie dont elle est la victime.

Il y a là, en tout cas, une situation assez difficile à expliquer en droit, et qui aboutit, en fait, à créer entre les mineurs des divers bassins des différences de traitement que l'on serait assez embarrassé de justifier (1).

Fonctionnement de la loi du 31 mars

CHIFFRES STATISTIQUES

Nous avons vu que, lors du dépôt de la proposition de loi, le Gouvernement estimait de 18.000 à 20.000

1. C'est pour remédier à cette situation que deux amendements ont été présentés le 22 mars 1906 à la Chambre des députés, par M. de Ramel, d'une part, et par MM Bouveri et Thivrier, d'autre part. M. de Ramel proposant de majorer toutes les pensions du titre IV de la loi de 1894, qu'elles soient antérieures ou postérieures au 1^{er} janvier 1903.

L'amendement de MM. Bouveri et Thivrier embrasse à la fois les pensions du titre II et celles du titre IV de la loi de 1894, en admettant au bénéfice de la loi de 1903 tout mineur dont la pension est inférieure à 360 francs et supérieure à 50 francs.

le nombre des ouvriers qui semblaient en situation d'en réclamer le bénéfice.

Les données fournies par le tableau suivant paraissent, en effet, devoir conduire à cette conclusion.

Proportion pour 100 des ouvriers et employés par catégorie d'âge dans les Mines et Minières.

(Dénombrement général de la population du 29 mai 1896)(1).

	TOTAL	AGES						
		—18 ans	18-24	25-34	35-44	45-54	55-64	+ de 65
<i>Hommes.</i>	100	9,67	18,32	29,53	21,22	13,64	6,11	1,51
<i>Femmes.</i>	100	32,34	30,50	12,75	9,78	8,18	4,87	1,58

Si le chiffre des parties prenantes avait été celui que prévoyait le Gouvernement, la bonification à accorder aux intéressés aurait été de 74 francs pour les majorataires et de 55 francs pour les allocataires.

Ces évaluations sont, fort heureusement, restées au-dessous de la réalité, comme il ressort du tableau suivant, indiquant la situation au 1^{er} octobre 1905, au point de vue des effectifs.

1. Ouvrage publié par l'*Office du Travail* en 1901.

Situation au 1^{er} octobre 1905 au point de vue effectifs

Catégories de bénéficiaires	Répartition 1903-1904 Admissions	Radiations opérées en 1904	Répartition 1904-1905 Admissions	Radiations opérées en 1905	Effectif de la 2 ^e répartition	Répartition 1905-1906 Admissions	Effectif de la 3 ^e répartition
<i>Majorataires.</i>	2.842	266	479	299	3.055	368	3.124
<i>Allocataires.</i>	2.945	245	1.393	483	4.093	400	4.010
Totaux...	5.787	511	1.872	782	7.148	768	7.134

Que l'on ne s'étonne pas de l'augmentation du nombre des parties prenantes survenue en 1905, (7.148 contre 5.787). Cette différence s'explique par le court délai accordé en 1903 pour le dépôt des demandes, délai qui n'a pas permis, — malgré les très larges mesures de publicité prescrites par l'administration — à tous les ayants droits de faire valoir leurs titres.

Si l'on considère que, pour 1905, 768 déclarations de parties prenantes ont été admises par les commissions et que, d'autre part, ce chiffre est presque exactement balancé par les 782 extinctions ou radiations opérées depuis la dernière répartition, on peut tenir pour acquis, qu'au point de vue des effectifs, la loi a produit tous ses effets et que, pour les années suivantes, le nombre des décès ajouté à celui des allocataires qui viendront à être retraités avec une

pension supérieure à 360 francs (1), ne sera plus contrebalancé par des admissions nouvelles ; la part de chaque intéressé, pourra, dès lors, suivre une progression constante qui permettra d'accorder, dans un bref délai, à chaque bénéficiaire, le maximum des avantages que la loi a entendu lui conférer.

Si, après avoir envisagé les résultats de la loi au point de vue des effectifs, nous les examinons au point de vue financier, nous sommes amenés aux constatations suivantes. Le coefficient de réduction des majorations a été, en 1904, de 0 fr. 954, en 1905, de 0 fr. 825, en 1906, de 0 fr. 828, permettant d'accorder respectivement aux bénéficiaires des majorations de 296, 255 et 256 francs.

Le montant maximum de l'allocation accordée a été, en 1904, de 240 francs, en 1905, de 139 francs et en 1906, de 175 francs.

Du 1^{er} janvier 1903 au 1^{er} octobre 1905, le nombre des décès survenus parmi les bénéficiaires a été de 779, donnant comme moyenne d'âge, 68 ans.

La durée moyenne de la participation ressort dans ces conditions à dix ans.

Le tableau ci-après reproduit la situation des bénéficiaires au point de vue de la répartition.

1. On sait que l'article 64 de la loi de finances du 22 avril 1905, décide qu'à dater de la répartition de 1906, tout allocataire qui viendrait à être retraité avec une pension inférieure à 360 francs passera dans la catégorie des majoritaires.

**Situation au 1^{er} octobre 1905 au point de vue financier.
Répartition de 1906.**

A). Majorations.

EXER- CICES	Crédit légal	Dépense maxima (1)	Déficit	Crédit à répartir	Coeffi- cient par fr. (2)	Majora- tion maxima allouée (3)
1904	333.333	349.407,25	16.074,25	333.333	0.954	295
1905	333.333	398.866,50	65.533	333.333		
				(4) 24.075,50	0.825	255
				309.257,50		
1906	333.333	400.078,50	56.714	323.301,50	0.828	256

B) Allocations.

			Déficit ou excédent		Montant maximum de l'allocation allouée
1904	666.667	586.529,50	+ 80.174,50	666.667	240
1905	666.667	943.940	—277.273	666.667	
				—125.845	139 (5)
				540.822	
1906	666.667	825.712,50	—159.045,50	644.361,50	175 (5)

1. Ce chiffre est le total des maxima préposés par les commissions et des rappels d'arrérages, diminué pour 1905 et 1906 du montant des radiations effectuées en 1904 et 1905.

2. Ce coefficient est le quotient obtenu en divisant le chiffre du crédit à répartir par la dépense maxima diminuée, pour 1905, du montant des rappels d'arrérages prélevés par avance.

3. Ce chiffre est obtenu en multipliant le maximum, 310 fr. (360 — 50 de pension) par le coefficient, 0 fr. 964, en 1904, 0 fr. 825, en 1905.

4. Montant des rappels d'arrérages à prélever avant toute répartition.

5. Ce chiffre a été obtenu de la manière suivante : le

La loi est évidemment d'application trop récente pour qu'on puisse tirer des chiffres qui précèdent un enseignement certain ; tels qu'ils sont, cependant, ils fournissent des indications qu'il peut être intéressant de dégager.

C'est ainsi qu'il apparaît qu'il serait inexact de dire que la loi n'apporte pas une aide appréciable à ceux qu'elle a entendu secourir : la majoration maximum de 255 francs et l'allocation de 176 francs, qu'elle va accorder dès maintenant, constitue, dans un ménage ouvrier, un sensible appoint de ressources ; surtout, si l'on songe que les résultats acquis ne subissent pas de recul, les maxima de répartition étant, au contraire, appelés à croître rapidement pour atteindre et conserver le taux des maxima légaux.

Il serait prématuré de dire à quelle époque se produira cette heureuse éventualité, tout ce qu'il est permis d'affirmer c'est que le crédit présente encore, en

crédit a été partagé entre toutes les parties prenantes

$$\frac{540.822}{4093} = 132 \text{ fr.}$$

On a ensuite déduit du crédit le montant

des allocations égales ou inférieures à 132 francs : soit, pour 624 intéressés, 56.856 francs. Le surplus a été partagé entre les 3.472 autres bénéficiaires, en faveur desquels étaient proposées des allocations supérieures à 132 francs.

$$\frac{483.966}{3.472} = 139 \text{ francs.}$$

1906, une insuffisance de 215.759 fr. 50 (en y comprenant 6 mois de rappels d'arrérages dus aux nouveaux admis) et que les économies qui pourront résulter des extinctions venant à se produire au cours de 1906 seront insuffisantes pour permettre d'allouer, en 1907, à chaque bénéficiaire, l'intégralité de la bonification stipulée par la loi.

CONCLUSION

Parvenu au terme de la tâche par nous entreprise, il nous resterait, en manière de péroration, à envisager, in abstracto, les principes sur lesquels reposent les deux lois organisant en France, au profit des ouvriers mineurs, l'assurance contre le risque-vieillesse.

Ces principes sont l'obligation et la participation — sous certaines conditions — de l'État. Il ne saurait rentrer dans le cadre de cette étude de discuter ces deux problèmes ; par surcroît, le voudrions-nous que nous ne saurions, après tant d'autres plus autorisés, nous y attaquer avec quelque chance d'en donner une solution ou exacte ou nouvelle.

Nous croyons, d'ailleurs, qu'il ressort assez clairement de tout ce qui précède que notre opinion sur la première question se résume en la formule lapidaire de M. Jay : « L'assurance sociale sera obligatoire ou ne sera pas. »

Toute autre solution nous paraît pratiquement inad-

missible. « Que la prévoyance libre soit théorique-
« ment supérieure à la prévoyance forcée et d'une
« valeur morale abstraitement plus haute, c'est ce
« qui n'est pas contestable de bonne foi, mais c'est
« aussi ce qui n'est pas en question. C'est de raison
« pratique et non de raison pure qu'il faut s'inspirer
« pour organiser un régime général de retraites (1). »

Or, le mécanisme des assurances est soumis à la loi des grands nombres (2) et quels que soient les efforts généreux que tentent les partisans de la prévoyance libre, jamais ils ne grouperont autour d'eux un assez grand nombre d'adhérents pour parvenir à l'organiser dans des conditions de sécurité offrant toute garantie. S'il en fallait un exemple, on le trouverait aisément en Belgique, où, de l'aveu même de ses auteurs, la loi de 1900, qui repose pourtant sur le principe de la « liberté subsidiée », est loin d'avoir pris toute l'extension désirable (3).

L'application, au contraire, du principe de l'obligation a donné des résultats tels qu'ils ont rallié à sa cause ses adversaires les plus convaincus ; c'est ainsi

1. *Revue de Paris*, 1901, t. II, p. 242. Gaston Salaun : Le problème des retraites ouvrières.

2. C'est un principe comme en actuariat que, pour arriver au même résultat, 100 doivent payer 1.000, 10 et 10.000, 7.

3. Voyez à ce sujet : *Revue des Questions ouvrières et sociales* ; de Ghellinck d'Elseghem : Les assurances ouvrières en Belgique ; n° du 15 février 1906.

que la loi allemande de 1889 sur l'assurance invalidité-vieillesse ne fut votée qu'à une majorité de dix voix et que, lors de sa revision, en 1899, le principe de l'obligation réunit l'unanimité moins trois voix.

Quant à la participation de l'État, elle nous apparaît également comme des plus justifiées. L'épargne tend de plus en plus à se transformer de devoir moral en obligation sociale et, s'il est du devoir de l'employeur et de l'employé de participer à la constitution des retraites en faveur de ce dernier, il est du devoir de l'État d'apporter sa contribution à cette œuvre, ne serait-ce qu'en vertu de la responsabilité générale et mal définie qui pèse sur lui du fait de l'inorganisation ou de la mauvaise organisation de la structure sociale.

Comme on l'a fort bien dit : « l'organisation des
« assurances ouvrières constitue, à l'heure présente,
« un devoir social pour l'État et les classes patro-
« nales. Elle est légitimée, en droit, par la transforma-
« tion des anciennes conceptions juridiques. Elle est
« en même temps facilitée, en fait, pour le progrès
« des notions statistiques et le perfectionnement des
« formules mathématiques de l'assurance (1). »

1. Proposition de loi sur l'organisation d'une assurance générale des travailleurs contre la vieillesse, l'invalidité et la maladie, présentée par M. Antonin Dubost. *Doc. parl., S. s. o.* n° 111.

Mais la discussion de ces problèmes, nous le répétons, ne saurait nous retenir, nous n'entendons faire ici, ni la critique d'une école, ni l'apologie d'une autre ; « ce sont les faits qui louent », disait La Bruyère, ce sont aussi les faits qui prouvent et, par là même, se justifient l'intervention de l'État de plus en plus fréquente, le « paternalisme » de plus en plus répandu (1).

Cependant, nous voudrions, restreignant nos ambitions au cadre de notre sujet, ne pas terminer notre étude sans tenter d'établir la légalité et la légitimité, souvent contestées, des mesures prescrites par le législateur en faveur de la corporation minière.

Nous avons défini, en effet, aux moins dans ses grandes lignes, la situation légale de l'ouvrier mineur français et nous avons vu que, souvent, il bénéficiait de dispositions spéciales qui lui font une place à part dans la classe ouvrière.

Quelques auteurs — et non des moindres — ont vu dans cette législation spéciale une erreur de droit

1. Faudrait-il, pour leur trouver des lettres de noblesse, remonter jusqu'à Montesquieu, qui, déjà, disait : « Quelques aumônes que l'on fait à un homme dans la rue ne remplissent pas les obligations de l'État qui doit à tous les citoyens une subsistance assurée, la nourriture, un vêtement commode et un genre de vie qui ne soit point contraire à sa santé. »

dont les conséquences pourraient être des plus fâcheuses au point de vue des intérêts bien entendus de notre industrie minérale ; les aléas et les risques de toute nature qu'elle comporte en font déjà une entreprise dont le succès est des plus difficiles et l'on peut fort bien la compromettre à tout jamais en imposant aux exploitants des conditions spéciales qui se traduisent inévitablement pour eux, par un surcroît de charges.

Rien d'ailleurs, ajoute-t-on, ne justifie pareils errements, l'industrie minérale est une industrie semblable aux autres et, comme telle, elle doit rester soumise au droit commun. Une philanthropie mal renseignée et contre laquelle il convient de réagir, a seule pu donner naissance à une législation spéciale dont il importe d'arrêter le développement.

A l'appui de ces raisons d'espèce, on a fait valoir des considérations générales : la loi, a-t-on dit, doit être une, et c'est méconnaître l'un des principes fondamentaux de notre droit public : l'égalité de tous devant la loi, que de légiférer pour quelques-uns, à l'exclusion du grand nombre. En admettant qu'une réglementation du contrat de travail soit chose souhaitable, il faut réglementer pour tous et ne pas faire bénéficier une catégorie de travailleurs de dispositions protectrices dont l'effet n'atteint pas les autres.

On pourrait, nous semble-t-il, répondre à ces ob-

jections que l'industrie minière ne paraît pas avoir sensiblement souffert des différentes lois protectrices dont son personnel a été appelé à bénéficier, les rendements de l'extraction vont en augmentant, le nombre des concessions s'accroît chaque jour, et les dividendes n'ont pas, que nous sachions, subi de trop fortes diminutions.

D'ailleurs il est à remarquer que les craintes, manifestées par quelques-uns, de voir les mesures protectrices diminuer ou ruiner l'industrie nationale, ne se sont jamais réalisées. Au demeurant, seraient-elles fondées que le droit des ouvriers à la vie et le devoir pour la communauté de ne pas compromettre, par des travaux excessifs ou des salaires dérisoires, l'existence même de la classe ouvrière, nous apparaissent comme supérieurs aux intérêts des industriels.

C'est là, d'ailleurs, une hypothèse purement théorique, jamais la protection légale n'a compromis une industrie ; ce qui n'empêche pas que, chaque fois qu'un projet de loi sociale est annoncé, il se trouve inmanquablement quelque Cassandre pour prophétiser la ruine de l'industrie nationale.

Il nous serait facile de citer de nombreux chiffres à l'appui de notre thèse, nous nous bornerons à en indiquer quelques-uns (1).

1. C'est à la réduction des heures de travail que nous demanderons de nous fournir des exemples, parce que c'est

En Angleterre, la journée de 10 heures existe depuis plus d'un demi-siècle. La loi du 5 août 1890 qui l'a édictée ne manqua pas de soulever les objections coutumières, or, non seulement la réduction prévue dans la production ne se produisit pas, mais encore il résulte des enquêtes officielles qui furent faites sur ce point que celle-ci augmenta de 35 0/0 en 12 ans ; depuis elle n'a cessé de progresser.

En Suisse, la loi fédérale du 23 mars 1877 fixe la durée de la journée de travail à 11 heures et à 10 heures le samedi, l'industrie nationale, loin de décliner, vit sa production augmenter et il est à noter que la Suisse était appelée à concurrencer des pays voisins dont aucun, à cette époque, n'avait de législation protectrice.

Pareille constatation pourrait être faite pour l'Australie où la journée de 8 heures est établie depuis longtemps.

Enfin, quel est le pays qui domine les autres au point de vue industriel ? C'est incontestablement la République des États-Unis, or, c'est le pays où les salaires sont le plus élevés et la journée de travail la plus courte.

sous cette forme que le problème de l'amélioration des conditions du travail s'est posé à nos jours, mais nous restons convaincu que les autres augmentations du salaire, assurance sous toutes ses formes... auraient les mêmes effets tant directs qu'indirects.

Comment ces faits peuvent-ils s'expliquer? Et comment se fait-il qu'en dépit de ce qui paraîtrait logique, la diminution du temps de travail n'amène pas une diminution corrélative de la production ? Cela tient à deux causes : l'une objective : perfectionnement de l'outillage, l'autre subjective : amélioration de l'ouvrier.

Le perfectionnement de l'outillage est tout naturel, l'industriel va chercher, par ce moyen, à compenser la limitation de la durée du travail. Mais la seconde cause est de beaucoup la plus importante, l'augmentation des loisirs laissés à l'ouvrier en contribuant à son développement, tant physique qu'intellectuel, accroît dans de notables proportions sa capacité d'attention et sa valeur technique (1). Dans bien des cas, la production a été conservée à son niveau, malgré la réduction du temps de travail et bien que le matériel n'ait pas été perfectionné, dans ces cas, c'est donc uniquement à l'amélioration de l'ouvrier que le maintien et même parfois l'accroissement de la production doivent être attribués.

Mais, dit-on, cet argument n'a de valeur que là où l'ouvrier produit directement, il tombe, dans

1. Ce serait une erreur de croire que l'ouvrier utilisera mal ses loisirs ; le mot de Guizot « le travail est un frein » est aussi faux qu'injuste et les faits sont venus lui donner un éclatant démenti.

les cas, de jour en jour plus nombreux, où la production est fournie par le machinisme automatique.

Nous répondrons que, même dans ces cas, la production se ressent de l'intelligence de l'ouvrier, en réalité, il n'y a pas, il n'y aura jamais de machine absolument et complètement automatique, ce serait une dangereuse illusion de le croire, il faudra toujours un ouvrier pour nourrir la machine, réparer les petits accidents, les manques, les accrocs et la production variera selon qu'on aura affaire à un ouvrier intelligent et dispos ou à un ouvrier nonchalant et surmené.

Et la conclusion à laquelle nous amènent naturellement les quelques considérations qui précèdent, n'est-elle pas l'affirmation à laquelle le nom de son auteur suffit à conférer une haute autorité que la « prospérité de l'industrie d'un pays est en raison « directe de la protection légale des travailleurs (1). »

Quant à l'argumentation théorique basée sur le fameux « sophisme du droit commun », qui consiste à dire que la protection des ouvriers mineurs va à l'encontre d'un des principes fondamentaux de notre droit public, en créant pour eux une « législation d'exception », il nous semble qu'on pourrait également y répondre.

1. R. JAY. Cours de doctorat professé à la Faculté de droit de l'Université de Paris. Années 1901-1902.

Tout d'abord, on oublie trop facilement que le droit — partant la loi qui est son expression écrite — ne crée rien, il ne fait que s'adapter à une situation et à des besoins qui lui sont antérieurs et supérieurs, il doit donc varier à mesure que cette situation change et que ces besoins évoluent. Entre les êtres qui habitent un même territoire il n'y a pas qu'une simple juxtaposition, il y a contact, pénétration, interdépendance, collaboration, en un mot, il y a société. Les rapports que nécessite cette vie en commun sont revêtus par le droit de certaines formes, donc celui-ci ne fait que s'adapter à une situation qu'il n'a pas fait naître.

Il n'en reste pas moins vrai que le droit n'a pas de but en lui-même, il n'est qu'une forme, il n'a rien d'immuable, rien de transcendantal ; reprocher à une mesure législative d'être en apposition avec les principes fondamentaux du droit et vouloir par cela même la considérer comme entachée d'iniquité, c'est oublier que les principes fondamentaux eux-mêmes n'ont de valeur qu'en tant qu'idée directrice et qu'ils doivent toujours s'effacer devant les nécessités de fait, quand elles dérivent de besoins impérieux et légitimes ; s'ils sont incompatibles avec celles-ci, c'est qu'ils ont été mal choisis ou qu'ils ne répondent plus aux exigences sociales du moment.

D'ailleurs, le mot de « lois d'exception » est bien

vague et bien général. La loi, pour être la loi, n'a pas besoin de s'adresser à l'ensemble des citoyens ou à l'ensemble du territoire, limitée dans le temps, elle peut l'être dans l'espace. Ce qui suffit à lui donner le caractère de loi, c'est quelle constate une règle générale ou, plus exactement, une règle abstraite (1), c'est-à-dire qu'elle ne considère pas l'homme comme individu, ou une action particulière. La loi peut statuer qu'il y aura des privilèges ; elle n'en pourra donner un nommément à personne ; la loi peut faire plusieurs classes de citoyens, assigner les qualités qui donnent droit à chacune de ces classes ; tant qu'elle ne désignera pas tel ou tel pour faire partie de telle ou telle classe, elle restera loi.

Et cela est à ce point vrai, qu'en fait on ne pourrait citer que fort peu de lois qui intéressent à la fois tous les citoyens. En quoi les lois sur la faillite intéressent-elles les non-commerçants ? en quoi les lois sur les valeurs mobilières intéressent-elles les non-possédants ?

Il est à remarquer d'ailleurs que, dans le cas qui nous occupe, on a reproché aux textes édictés en faveur des ouvriers mineurs de faire bénéficier ces derniers de mesures qui n'étaient pas rendues appli-

1. Ce caractère essentiel de la loi a été merveilleusement mis en lumière par J.-J. Rousseau (Contrat social, livre II, chap. IV).

cables aux autres travailleurs, dérogeant ainsi au droit commun, ils devenaient de condamnables lois d'exception. Mais le droit commun, ici, n'est-il pas lui-même un droit d'exception ? et pour aller jusqu'au bout du principe ne faudrait-il pas renier toute législation ouvrière puisqu'en somme elle n'intéresse qu'une classe de citoyens ? Ou bien, si l'on admet la législation de classes, pourquoi ne pas admettre également que les classes peuvent se subdiviser, à leur tour, en catégories pour lesquelles il serait, en pure logique, tout aussi rationnel de légiférer que pour la classe toute entière.

En réalité, tant qu'il y aura des classes dans la Société, toute législation sera plus ou moins législation de classe et le droit commun ne sera jamais que celui de la classe la plus nombreuse ou celui dont les stipulations seront de nature à s'appliquer dans le plus grand nombre de classes.

D'autre part, se plaçant à un point de vue plus immédiat et plus humain, ne pourrait-on pas dire que mieux vaut, au risque de froisser quelque peu la justice égalitaire, faire bénéficier quelques-uns de mesures protectrices, que de les refuser à tous sous prétexte qu'il est impossible de les appliquer à tous ?

Enfin il est quelque peu dangereux en matière de législation sociale de procéder par mesure générale. Cette forme de législation est encore trop neuve pour qu'on puisse opérer à coup sûr et calculer exactement

par avance la portée et la conséquence des mesures que l'on se propose de prendre. Pour n'envisager qu'un des côtés de la question — le plus important, il est vrai, au point de vue pratique — le côté financier, il est rare que les prévisions les plus autorisées se trouvent justifiées par les faits.

Dans de pareilles conditions, il est prudent et sage, avant de prendre une mesure s'appliquant à l'ensemble de la classe ouvrière, d'en essayer l'opportunité et l'application sur une moins vaste échelle (1). La méthode expérimentale a fait ses preuves en bien des matières, pourquoi son application aux sciences sociales ne donnerait-elle pas des résultats comparables à ceux qui ont été par elle obtenus dans d'autres branches de l'entendement humain ?

Et c'est pourquoi, malgré tous leurs défauts et toutes leurs imperfections, malgré les critiques dont elles ont été l'objet et malgré les résultats modestes qu'elles permettent d'atteindre, nous pensons que les lois de 1894 et de 1903 sont des lois de progrès et de justice qui marquent une étape heureuse dans notre législation.

1. « La question de la retraite des ouvriers mineurs ne peut être qu'un cas particulier de la grande question des retraites pour tous les salariés de toutes les industries ; je dis : toutes les industries, l'industrie agricole, comme les autres. » Discours prononcé par M. Jaurès à la Chambre. Séance du 23 oct. 1903.

Et nous restons convaincu que, tant que la Société, établie sur les bases actuelles, n'accordera à la classe ouvrière qu'un salaire strictement suffisant à la satisfaction des besoins quotidiens d'une vie normale et tant que, par voie de conséquence, il y aura des vieux travailleurs miséreux, des lois de la nature de celles-ci pourront ne pas être inutiles.

Vu : le Président de la thèse,
FERNAND FAURE

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
le Vice-recteur de l'Académie,
LIARD

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

Mines et mineurs

CHAP. I. — Les industries minérales.	5
CHAP. II. — La France minérale.	11
CHAP. III. — Le personnel ouvrier dans les mines fran- çaises	18
<i>Les ouvriers mineurs devant l'opinion</i>	22
CHAP. IV. — La protection légale des ouvriers mineurs.	28
<i>Surveillance administrative des mines</i>	38
<i>Le décret du 3 janvier 1813.</i>	40
CHAP. V. — Les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.	48
<i>La loi du 8 juillet 1890.</i>	54

DEUXIÈME PARTIE

Les caisses de retraites des ouvriers mineurs à l'étranger

CHAP. I. — Allemagne	57
CHAP. II. — Belgique	73

CHAP. III. — Autriche	78
CHAP. IV. — Russie	80

TROISIÈME PARTIE

I. — Les caisses de retraites en France, avant la loi du 29 juin 1894.

Département du Nord	85
— du Pas-de-Calais.	94
— de la Loire.	98
— du Gard.	102
— de Saône-et-Loire.	104
Autres départements.	105
II. — Critique de ces caisses	107

QUATRIÈME PARTIE

Préparation et vote de la loi du 29 juin 1894.

Les précédents législatifs	119
Les débats à la Chambre des députés	129
Les grèves de 1889, 1891-1893	135
Préparation de la loi au Sénat.	139
Les débats. Vote de la loi.	145

CINQUIÈME PARTIE

Commentaire de la loi du 29 juin 1894

CHAP. I. — TITRE I ^{er} et TITRE II	153
CHAP. II. — TITRE III	168
CHAP. III. — TITRE IV	175
CHAP. IV. — Application et critique de la loi	193

<i>Système du livret individuel</i>	197
<i>Les remèdes proposés</i>	202

SIXIÈME PARTIE

La loi du 31 mars 1903

I. — DE LA LOI DE 1894 A LA LOI DE 1903	211
II. — LA GRÈVE GÉNÉRALE DES MINEURS DE 1902.	217
<i>Préparation de la loi. Les débats à la Chambre.</i>	
<i>Analyse des articles</i>	
<i>Loi du 31 mars 1903</i>	
III. — APPLICATION DE LA LOI	246
<i>Résultats numériques de l'application de la loi</i> .	253
Conclusion	262

